

Université de Montréal

L'évolution de la politique étrangère britannique depuis le Brexit

Par
Frédéric Aubé

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Maîtrise ès sciences en Études
internationales, option culture, conflits et paix

Septembre 2023

©Frédéric Aubé, 2023

Résumé

Le Brexit a fourni au Royaume-Uni une occasion unique pour redéfinir son rôle sur la scène internationale. Or, les rôles nationaux que souhaite projeter le gouvernement britannique ne sont pas nécessairement reçus comme tels par les membres de la communauté internationale, qui conçoivent la nouvelle identité du pays sur la base de leur propre perception. En se basant sur un travail similaire qui analyse la période d'avant la sortie officielle du Royaume-Uni de l'Union européenne, ce mémoire cherche à dresser un portrait à jour de la politique étrangère britannique depuis la mise en oeuvre du Brexit en 2020, qui inclue la façon dont celle-ci est perçue par la communauté internationale. En complément, ce travail propose des pistes de réflexion analytique afin d'expliquer certains éléments de ce portrait en intégrant la théorie des rôles à d'autres courants théoriques en Relations internationales.

Brexit has provided a unique opportunity for the UK with to redefine its role on the international stage. However, the national roles that the British government wishes to project are not necessarily received as such by members of the international community, who conceive the country's new identity according to their own perceptions. Building on similar work analyzing the period prior to the UK's official exit from the European Union, this dissertation seeks to provide an up-to-date picture of British foreign policy since the implementation of Brexit in 2020 which integrates how it is perceived by the international community. In addition, this work explores some theoretical explanations as to why British foreign policy has evolved the way it did by integrating role theory with other theoretical currents in International Relations.

Mots clés

Politique étrangère, Royaume-Uni, Brexit, Théorie des rôles, Relations internationales

Foreign policy, United-Kingdom, Brexit, Role theory, International Relations

Table des matières

Liste des abréviations.....	5
Remerciements.....	6
Introduction.....	7
1 Cadre théorique : la théorie des rôles.....	10
1.1 Concepts et mécanismes	10
1.1.1 Rôles nationaux.....	10
1.1.2 Conception de rôles.....	12
1.1.3 Performance de rôles	13
1.1.4 Conflits de rôles.....	14
1.2 Justification du cadre théorique	15
2 Méthodologie.....	16
3 Analyse : le jeu de rôles du Royaume-Uni depuis le Brexit	20
3.1 Affirmation de l'indépendance	21
3.2 Bon citoyen du monde.....	24
3.2.1 Définition.....	24
3.2.2 Conception	27
3.2.3 Performance.....	30
3.2.3.1 Droits humains/développement.....	30
3.2.3.2 Environnement	32
3.2.3.3 Santé mondiale	33
3.2.3.4 Démocratie/liberté/État de droit.....	35
3.2.4 Conclusion	37
3.3 État de commerce mondial.....	38
3.3.1 Définition.....	38
3.3.2 Conception	38
3.3.3 Performance.....	40
3.3.4 Conclusion	44
3.4 Grande puissance	44
3.4.1 Définition.....	44
3.4.2 Conception	45
3.4.3 Performance.....	47
3.4.4 Conclusion	52
3.5 Fidèle allié des États-Unis	53

3.5.1	Définition	53
3.5.2	Conception	53
3.5.3	Performance	54
3.5.4	Conclusion	58
3.6	Partenaire régional de l'Union européenne	58
3.6.1	Définition	58
3.6.2	Conception	59
3.6.3	Performance	60
3.6.4	Conclusion	63
3.7	Leader du Commonwealth.....	64
3.7.1	Définition	64
3.7.2	Conception	65
3.7.3	Performance	66
3.7.4	Conclusion	68
4	Discussion	70
4.1	Portrait de la politique étrangère britannique depuis le Brexit	70
4.1.1	Premier acte : l'après-référendum	70
4.1.2	Deuxième acte : l'après-sortie	71
4.2	Contribution théorique: expliquer le comportement des États	74
4.2.1	Rôles nationaux et réalisme	74
4.2.2	Rôles nationaux et les niveaux d'analyse	79
4.2.2.1	Le niveaux systémique	80
4.2.2.2	Le niveau étatique.....	81
4.2.2.3	Le niveau individuel	83
4.3	Limites	86
	Conclusion	89
	Bibliographie.....	90

Liste des abréviations

ACC : Accord de commerce et de coopération

ANASE : Association des nations de l'Asie du Sud-Est

AUKUS : Partenariat militaire entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis

CJUE : Cour de justice de l'Union européenne

FCDO : Foreign, Commonwealth, and Development Office

FMI : Fonds monétaire international

JEF : Joint Expeditionary Force

MOD : Ministry of Defence

OMC : Organisation mondiale du commerce

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord

PTPGP : Partenariat transpacifique global et progressif

RU : Royaume-Uni

UE : Union européenne

Remerciements

L'élaboration de ce projet de recherche ainsi que la rédaction de ce mémoire n'ont été rendues possibles que grâce au soutien dévoué et continu de ma femme Fannie. Durant une année, elle m'a accompagné dans mes nombreuses réflexions et remises en question et elle m'a grandement aidé à me structurer, dans mes idées comme dans ma discipline de travail. Sans elle, je serais certainement encore en train de rédiger. Je lui dois ma reconnaissance éternelle. Je remercie particulièrement aussi mon superviseur au Royaume-Uni, Simon Usherwood de la Open University, dont l'écoute, la patience et l'engagement ont été inconditionnels et tout autant essentiels à la réussite de ce travail. Nos échanges réguliers m'ont permis de maintenir le cap dans l'élaboration de ce projet, et ce malgré les nombreux obstacles que j'ai rencontrés et qui m'ont fait douter de ma capacité à le mettre en œuvre. Je dois une mention spéciale à mon père, qui sans aucune connaissance préalable dans le domaine de la politique étrangère m'a malgré tout offert des commentaires pertinents qui m'ont aidé à structurer mes arguments.

Évidemment, je dois surtout remercier chaleureusement mon directeur de maîtrise, le professeur Frédéric Mérand, qui m'a accompagné dès les premiers moments dans cette aventure. Ses commentaires toujours encourageants ont grandement participé à maintenir ma motivation, parfois vacillante, dans ce projet. Enfin, je me dois de souligner le soutien inconditionnel de ma mère, dans tous les projets que j'ai entrepris au cours de ma vie, qui culminent avec celui-ci.

Introduction

Le Brexit marque un point tournant pour la politique étrangère du Royaume-Uni. Dans les mots de la première ministre Theresa May : « quitter l'Union européenne [...] signifie davantage que de négocier notre relation avec l'UE. Cela signifie saisir l'occasion de ce grand moment de changement national pour prendre du recul et nous demander quel genre de pays nous voulons être » (cité dans Cladi 2023, s.p.). Alors que le processus de négociation pour un accord de retrait s'éternise et que l'issue de la relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne (UE) demeure incertaine au fil des trois premières années qui suivent le référendum sur le Brexit, il en va de même du processus d'introspection qu'entame au même moment le gouvernement britannique.

À l'aide de la théorie des rôles, Oppermann, Beasley et Kaarbo (2020) analysent ce processus d'introspection. Ils constatent qu'entre 2016 et 2019, le gouvernement britannique peine à formuler une orientation cohérente pour sa politique étrangère. Principalement concentrés à éviter que le Brexit soit perçu comme une forme de retrait et d'isolement du reste du monde, les dirigeants britanniques tentent de concevoir différents rôles nationaux dans le but de projeter sur la scène internationale l'image d'un Royaume-Uni ouvert sur le monde. Ces rôles, que les auteurs identifient par les termes de grande puissance, d'État de commerce mondial, de fidèle allié des États-Unis, de partenaire régional de l'UE et de leader du Commonwealth, présentent cependant plusieurs éléments qui semblent incompatibles, d'autant plus que la communauté internationale, dans l'ensemble, considère plutôt le Brexit comme un geste de retrait et attribue au Royaume-Uni le rôle d'État isolé que son gouvernement souhaite éviter.

Depuis l'entrée en vigueur du Brexit le 1^{er} février 2020, de nombreux bouleversements géopolitiques (Covid19, guerre en Ukraine, tensions avec la Chine, etc.) ont permis de mettre à l'épreuve la politique étrangère d'un Royaume-Uni nouvellement indépendant de l'Union européenne. Dans ce mémoire, nous posons la question suivante : comment a évolué la politique étrangère britannique depuis le Brexit ? Guidés par la même démarche

que Oppermann, Beasley et Kaarbo (2020), nous cherchons à contraster la perception du gouvernement britannique avec celle de la communauté internationale à propos de la place qu'occupe le Royaume-Uni sur la scène internationale.

Notre premier et principal objectif consiste à dresser un portrait mis à jour de la politique étrangère britannique, qui concerne les premières années suivant la mise en œuvre officielle du Brexit (2020 à 2022). Il s'agit de poursuivre la recherche des auteurs, afin d'illustrer les éléments de continuité et de changement entre les deux périodes. Les rôles nationaux conçus par le gouvernement britannique ont-ils changé ? Sont-ils encore dans l'ensemble rejeté par la communauté internationale ? Sont-ils encore incompatibles ? Nous tentons de répondre à ces questions en appliquant un cadre théorique et méthodologique similaire que celui employé par les auteurs. Notre deuxième objectif, plus secondaire, est de proposer quelques pistes de réflexion qui permettraient d'expliquer pourquoi la politique étrangère britannique a évolué dans la direction que nous avons identifiée dans notre premier objectif. Il s'agit ici d'explorer les différentes façons avec lesquelles la théorie des rôles peut contribuer aux débats en Relations internationales qui s'intéressent à comprendre l'origine du comportement des États.

Ce mémoire est divisé en quatre chapitres. Le premier consiste à présenter plus en détail la théorie des rôles et les principaux concepts mobilisés dans notre analyse. Le second chapitre présente notre cadre méthodologique interprétatif avec lequel nous opérationnalisons les concepts présentés préalablement. Le troisième chapitre consiste à analyser les données que nous avons recueillies. Il présente d'une part les rôles nationaux tels que conçus par le gouvernement britannique et, d'autre part, la façon dont la mise en scène de ces rôles est interprétée par la communauté internationale. Le quatrième chapitre discute des principaux éléments retenus dans l'analyse et les compare avec les conclusions de Oppermann, Beasley et Kaarbo. Nous constatons qu'entre 2020 et 2022, la considération principale du gouvernement britannique est devenue l'affirmation de l'indépendance du Royaume-Uni. Ce dernier poursuit par ailleurs des rôles nationaux similaires que durant la période précédente, bien que nous jugions utile

de créer une nouvelle catégorie de rôle, celle de bon citoyen du monde, puisque ce dernier devient le rôle prioritaire poursuivi par le gouvernement. Enfin, si la communauté internationale ne rejette pas aussi systématiquement les rôles que projette le Royaume-Uni comme l'avaient identifié les auteurs, le problème de l'incompatibilité entre ces rôles demeure un enjeu qui nuit à la crédibilité du Royaume-Uni sur la scène internationale.

1 Cadre théorique : la théorie des rôles

Dans ce travail, nous analysons l'évolution de la politique étrangère britannique depuis le Brexit grâce à la théorie des rôles en Relations internationales. Dans son essence, la théorie des rôles se sert d'une métaphore théâtrale afin d'illustrer la prémisse que le comportement des États au sein du système international s'apparente à celui des acteurs sur une scène de théâtre : ils mettent en scène un ou plusieurs rôles, basés sur leur interprétation d'un script, devant une assistance. Les membres de l'assistance, en retour, évaluent par eux-mêmes la crédibilité de la performance livrée par l'acteur en fonction de leur propre interprétation des exigences que demandent le ou les rôles en question. Ils peuvent ainsi accepter ou rejeter le rôle que leur présente l'acteur, voire lui attribuer un autre rôle entièrement (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020, 135). L'objectif poursuivi par l'emploi de cette métaphore est de mettre en lumière le principe que le comportement d'un État est en soi un processus social, qui s'explique par la prise en compte à la fois de forces relevant de l'agentivité – incarnée par l'acteur – que de forces relevant du système international – incarné par l'assistance – ainsi que de leur interaction (Thies 2017). Dans cette section, nous proposons une brève définition du concept central de rôle national, avant présenter les trois concepts sous-jacents qui guideront notre analyse subséquente de la politique étrangère britannique depuis le Brexit : la *conception* et la *performance* des rôles nationaux ainsi que les *conflits* de rôles. Nous terminons en justifiant l'utilisation d'un tel cadre théorique pour répondre à nos objectifs de recherche.

1.1 Concepts et mécanismes

1.1.1 Rôles nationaux

La théorie des rôles en Relations internationales repose sur le concept de rôle national. Initialement introduit par Kal Holsti en 1970, le concept naît de l'insatisfaction de l'auteur envers les typologies limitées qu'offraient alors les théories de l'équilibre des puissances, où les États ne pouvaient jouer que des rôles d'agresseur, de défenseur, ou d'équilibreur (Gibbins 2022, 300). Figées dans une vision polarisée du monde dans le contexte de la

Guerre froide, ces théories ignoraient non seulement « la grande diversité des rôles joués par les petits États dans le système et dans les différentes régions », elles ne permettaient pas de localiser la source, agentielle ou systémique, du comportement des États (Holsti 1970, 234).

Fondamentalement, les rôles nationaux sont des « représentations de l'identité, des intérêts et du comportement de la politique étrangère des États » (Wehner et Thies 2021, 1426). En tant qu'outil analytique, les rôles sont des catégories de comportement qui permettent de classifier la politique étrangère des États en fonction d'ensembles relativement cohérents. Dans la pratique, les rôles nationaux sont des « répertoires de comportements » (Walker 1992) qui déterminent, de façon plus ou moins bien définie, le type d'actions appropriées dans un contexte donné. Par exemple, le rôle de *fidèle allié* implique, pour être incarné de façon crédible, qu'un État soit généralement aligné sur les positions stratégiques de celui dont il prétend être l'allié. Ou encore, un État qui prétend jouer un rôle d'*interventionniste* doit, d'une façon ou d'une autre, être impliqué dans les enjeux internationaux.

Les rôles nationaux peuvent servir de guide pour les dirigeants dans leur prise de décision lorsqu'ils font face à des dilemmes de politique étrangère, mais ils peuvent aussi servir à justifier, a posteriori, les décisions qui ont été prises afin de les présenter comme cohérentes vis-à-vis de l'identité de l'État. Ainsi, les rôles nationaux peuvent aussi être considérés comme les éléments d'un « récit dominant » à propos de l'identité de l'État que les dirigeants élaborent pour relier leurs actions à ce qu'ils considèrent être l'identité nationale. Ces récits sont des réinterprétations du passé de la nation qui permettent de mieux comprendre son rôle actuel au regard des enjeux auxquels elle est confrontée dans le présent et qui permettent de construire des orientations pour l'avenir en cohérence avec le récit (Wehner 2020).

Depuis la publication l'article fondateur de Kal Holsti, une vaste littérature s'est développée autour du concept de rôle national, donnant lieu à l'élaboration de plusieurs concepts afférents qui permettent d'analyser avec plus de précision les différentes facettes du rôle national : ses origines, ses modalités de sélection et de mise en œuvre, ses capacités à expliquer les phénomènes de politique internationale, etc. (Harnisch, Frank, et Maull 2011; Thies 2017; Breuning 2019). Pour les besoins de ce travail, nous nous concentrons sur trois concepts en particulier : la *conception* et la *performance* de rôles nationaux ainsi que les *conflits* de rôles.

1.1.2 Conception de rôles

Selon Holsti, la conception de rôles nationaux réfère aux « définitions propres aux décideurs politiques du type général de décisions, d'engagements, de règles et d'actions qui conviennent à leur État, et des fonctions, s'il y en a, que leur État devrait exercer en permanence dans le système international » (1970, 245-246). Pour reprendre la métaphore théâtrale, la conception d'un rôle renvoie à l'interprétation que fait l'acteur du script qui lui est donné. Or, la définition de ce script n'est pas l'apanage des décideurs politiques uniquement. Le script émane, d'une part, d'un processus de réflexion collective à l'interne qui reflète « ce que "nous voulons et ce que nous faisons en fonction de ce que nous pensons être, voulons être et devrions être", où le "nous" représente la nation et l'État en tant que collectivité sociale » (Krotz 2002, s.p.). Il importe de mentionner que le résultat de ce processus de réflexion n'est jamais « abouti ». Les contours de cette image d'elle-même qu'essaie de dessiner une « collectivité sociale » font rarement consensus auprès des différents groupes qui la composent. Les conceptions de rôles nationaux sont donc perpétuellement contestées au sein d'un État (Cantir et Kaarbo 2016). D'autre part, le script émane d'un processus de socialisation externe, où d'autres États (membres de l'assistance) partagent leurs attentes, ou leurs préférences, envers le type de rôles qu'ils considèrent être adéquats pour l'acteur. La conception de rôles nationaux – ou l'image

qu'un État se fait de lui-même – peut donc aussi être influencée par des forces extérieures qui proviennent du système international (Thies 2013).

Ainsi, la conception de rôles nationaux relève de l'interaction complexe entre plusieurs forces sociales, desquelles les dirigeants ne constituent qu'un élément. Cependant, les dirigeants demeurent la voix officielle de l'État lorsqu'ils sont en poste. Sur la scène internationale, ces derniers incarnent l'État en tant qu'acteur ; ce sont les principaux « narrateurs » du « récit dominant » (Wehner 2020). C'est donc à travers leurs discours que nous pouvons identifier quelle est la conception des rôles nationaux d'un État à un moment donné. Par ailleurs, les dirigeants sont les « agents clés pour mettre en scène les rôles » (Wehner et Thies 2021, 1426). Cette « mise en scène » correspond au deuxième concept principal qui guide ce travail, celui de performance des rôles nationaux.

1.1.3 Performance de rôles

La performance des rôles « englobe les attitudes, les décisions et les actions que les gouvernements prennent pour mettre en œuvre » cette conception (Holsti 1970, 240). Elle est en quelque sorte la matérialisation concrète de la conception des rôles nationaux. Si la conception est principalement un acte discursif appartenant au « monde mental des croyances » , la performance des rôles nationaux appartient quant à elle au « monde social du comportement » (Walker 2011, 245, cité dans Breuning 2019). Reprenant encore une fois la métaphore théâtrale, la performance représente l'acte de mise en scène proprement dit ; elle constitue la base sur laquelle l'assistance évalue selon sa propre perception la crédibilité de l'acteur dans le ou les rôles qu'il prétend incarner. En ce sens, la performance des rôles ne se concrétise que dans l'interaction entre l'État et la communauté internationale.

À ce stade, les limites de la métaphore théâtrale apparaissent, car l'acteur qu'est l'État, dans le monde réel, met en scène simultanément plusieurs rôles et ce dans plusieurs

théâtres d'opérations. Ensuite, l'assistance qu'est la communauté internationale avec laquelle l'État interagit est en réalité constituée d'une multitude d'entités autonomes (autres États, organisations internationales, société civile, etc.), dont les perceptions ne sont pas nécessairement toutes alignées. Par ailleurs, chaque membre de l'assistance n'a pas la même importance pour l'acteur ; certains sont plus significatifs que d'autres et les signaux que chacun renvoie à l'acteur en ce qui a trait à sa performance n'ont pas tous le même impact. Enfin, contrairement au contexte d'une véritable pièce de théâtre, il n'y a pas de « début » ni de « fin » à l'interaction entre l'État et les membres de la communauté internationale. L'évaluation que font les membres l'assistance de la performance de l'acteur s'intègre dans un processus continu d'interaction. Les signaux d'acceptation, de rejet, ou d'attribution d'un autre rôle qu'ils renvoient à l'acteur peuvent éventuellement mener celui-ci à modifier sa propre conception de rôles nationaux (Gaskarth 2014, 564; Thies 2017). Dans l'éventualité où les membres de l'assistance rejettent les rôles que projette l'acteur ou lui attribuent des rôles différents, un *conflit* de rôles apparaît (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020, 135).

1.1.4 Conflits de rôles

Lorsque les États mettent en scène leurs rôles nationaux, ils cherchent à faire valoir la crédibilité de ces rôles auprès de la communauté internationale (Teles Fazendeiro 2021). La remise en cause de cette crédibilité crée une discordance entre la conception et la performance des rôles nationaux, qui correspond à un conflit de rôles. Par ailleurs, un autre type de conflit peut survenir lorsque certains des rôles nationaux projetés par un État sont incompatibles, dans leur conception même et/ou dans la façon dont ils sont mis en scène. Ces conflits inter-rôles « peuvent mener à une politique étrangère fragmentée et incohérente » (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020, 136) et participent à la remise en question de la crédibilité de l'État par la communauté internationale.

1.2 Justification du cadre théorique

Dans ce travail, nous avons choisi d'utiliser la théorie des rôles pour deux raisons. La première est d'ordre purement pragmatique. Afin de répondre à notre premier objectif, essentiellement descriptif, de dresser un portrait de l'évolution de la politique étrangère britannique depuis le Brexit, nous nous appuyons sur le travail mené par Kai Oppermann, Ryan Beasley et Juliet Kaarbo (2020), qui poursuit un objectif similaire, mais qui concerne uniquement la période qui suit le référendum et précède la sortie officielle. L'utilisation du même cadre théorique que les auteurs pour analyser la période ultérieure – les premières années suivant la mise en œuvre du Brexit – permet de relier les deux périodes et d'en faire le « suivi » de façon fluide, à l'aide d'un langage conceptuel comparable.

La deuxième raison pour laquelle nous avons choisi la théorie des rôles renvoie aux capacités descriptives, organisationnelles et explicatives intrinsèques à cette théorie, qui la rendent particulièrement efficace à l'analyse la politique étrangère.

La valeur descriptive de la théorie des rôles repose sur la richesse de son vocabulaire conceptuel, tandis que sa valeur organisationnelle réside dans sa capacité non seulement à utiliser différents niveaux d'analyse (personnes, état et système), mais aussi à les relier. Enfin, la valeur explicative de la théorie des rôles découle de sa capacité à s'adapter et à s'intégrer à d'autres approches théoriques (Wehner 2020, 363).

Le volet descriptif permet de dresser un portrait englobant et nuancé de l'évolution du comportement du Royaume-Uni sur la scène internationale, ce qui constitue, comme nous l'avons évoqué plus haut, notre premier objectif de recherche. Les volets organisationnels et explicatifs permettent quant à eux de répondre à notre deuxième objectif, qui cherche à comprendre pourquoi la politique étrangère britannique a pris la direction qu'elle a prise depuis le Brexit. Par ce deuxième objectif, nous souhaitons apporter une contribution à la littérature en Relations internationales qui s'intéresse à comprendre le comportement des États sur la scène internationale.

2 Méthodologie

Dans cette section, nous présentons le cadre méthodologique ainsi que les méthodes de recherche que nous avons employées afin d'opérationnaliser la théorie des rôles telle que nous l'avons présenté dans la section précédente. Fondamentalement, notre approche s'appuie sur un « style de raisonnement » constructiviste, ce qui signifie que nous ne considérons pas qu'il soit possible d'analyser les phénomènes sociaux *tels qu'ils sont réellement*, de façon objective et détachée de notre propre perspective en tant qu'observateur externe (Pouliot 2007). Nous croyons plutôt que les phénomènes sociaux n'existent qu'à travers le sens que leur donne les acteurs qui interagissent avec. Ainsi, nous ne cherchons pas à bâtir un récit de l'évolution de la politique étrangère britannique depuis le Brexit qui soit objectivement *vrai*. Nous souhaitons plutôt bâtir un récit qui s'appuie sur les différentes perspectives des acteurs sur le terrain, afin d'en extraire la « toile de sens » (Kurowska 2020) qui constitue la politique étrangère britannique en tant que phénomène social. Cette « toile de sens » ne peut elle-même être identifiée de façon objective, c'est pourquoi nous avons opté pour une méthodologie interprétative dans ce projet de recherche.

Comme nous l'avons souligné précédemment, la théorie des rôles offre un « riche vocabulaire conceptuel » (Wehner 2020, 363) pour décrire de façon nuancée le comportement des États sur la scène internationale. Le concept de rôle national, autour duquel est axé ce riche vocabulaire, est dans son essence le produit d'une interprétation. Cette interprétation, conformément au « style de raisonnement » constructiviste, s'effectue à deux niveaux (Pouliot 2007, 365). En tant que catégorie d'analyse, les rôles nationaux représentent l'interprétation que fait le chercheur du phénomène social observé, en l'occurrence le comportement d'un État. En tant que catégorie de pratique, les rôles nationaux représentent les interprétations que font les acteurs sur le terrain de leurs propres actions. Ainsi, les rôles nationaux ne sont pas des catégories créées *a priori* par le chercheur. L'objectif n'est pas d'interpréter le phénomène en fonction de ce que nous croyons être vrai, mais plutôt en fonction de ce que *les acteurs sur le terrain* croient

être vrai (Ibid, 364). Les rôles sont initialement identifiées de façon inductive, dans l'objectif de refléter, avec le moins d'interférence possible, la signification que les acteurs eux-mêmes donnent à la politique étrangère britannique depuis le Brexit. Or, aucun acteur en particulier ne détient « la vrai » ou la « bonne » version de cette signification, d'où l'expression de la « toile de sens » évoqué plus haut. Ce travail cherche donc avant tout à contraster, d'une part, la *conception* des rôles nationaux du Royaume-Uni, qui renvoie à la l'interprétation du gouvernement britannique de son propre comportement, avec, d'autre part, la *performance* de ces rôles nationaux, qui renvoie aux interprétations de la communauté internationale du comportement du Royaume-Uni. Ainsi, nous avons organisé notre processus de collecte de donnée en deux étapes, qui correspondent aux deux concepts de *conception* et de *performance* de rôles.

La première étape de notre recherche consiste à identifier les conceptions de rôles nationaux du gouvernement britannique. Nous avons recours pour ce faire à l'analyse de discours – oraux ou écrits – des principaux dirigeants responsables de l'élaboration de la politique étrangère britannique, soit le premier ministre et les secrétaires d'État aux Affaires étrangères. Les publications officielles et communiqués de presse du gouvernement ont aussi fait partie du matériel soumis à l'analyse. La période couverte commence au moment où le Brexit est devenu effectif – le 31 janvier 2020 – et se termine à la fin du mandat de Boris Johnson en tant que premier ministre le 6 septembre 2022. Au total, notre analyse s'appuie sur des références à 31 discours oraux prononcés par le premier ministre et les différents ministres des Affaires étrangères, un article écrit par le premier ministre ainsi que sept publications écrites provenant du gouvernement britannique.

Puisque ce travail cherche à faire le suivi de celui de Oppermann, Beasley et Karboo (2020), qui couvre la période allant de 2016 à 2019, nous avons assumé au départ les mêmes catégories de rôles proposées par les auteurs. L'objectif était de mettre en évidence les éléments de continuité et de changement par rapport à cette période. Afin de demeurer

cohérents avec le principe de l'induction, nous avons gardé une marge de manœuvre pour la création d'autres catégories de rôle. Par ce processus, nous avons pu dresser un portrait mis à jour de la façon dont le gouvernement britannique conçoit sa propre politique étrangère depuis le Brexit. Or, comme le rappellent Oppermann, Beasley et Karboo dans leur article, « la politique étrangère de la Grande-Bretagne après le Brexit ne sera pas simplement définie par le rôle que la Grande-Bretagne *veut* jouer, mais également par le rôle que les autres États lui *laisseront* jouer » (2020, 134, italique d'origine).

La deuxième étape de notre collecte de données consiste à évaluer la performance des rôles nationaux identifiés lors de la première étape, mais à travers la perspective de la communauté internationale. Il s'agit, d'une part, d'associer les discours aux actions : d'identifier les politiques concrètes entreprises par le gouvernement britannique sur lesquelles s'appuient la mise en scène de ses conceptions de rôles nationaux. D'autre part, il s'agit d'identifier la crédibilité de cette mise en scène en sondant les « réactions » provenant de l'assistance internationale. Puisque l'assistance est constituée de plusieurs membres, dotés chacun de leur propre perception, nous avons tenté de cibler uniquement les membres les plus significatifs. Chaque rôle étant mis en scène dans son propre théâtre d'opération, les membres significatifs changent en fonction de chaque rôle. Certains rôles comportant en eux-mêmes plusieurs éléments, plusieurs membres significatifs ont été identifiés pour chaque élément du rôle afin d'obtenir un portrait plus nuancé de la perspective de la communauté internationale. Les membres de l'assistance pouvaient être composés d'États, d'organisations internationales ou non gouvernementales ainsi que de groupes d'experts indépendants (*think tanks*).

Les éléments de performance ont été identifiés par l'entremise des publications officielles du gouvernement britannique, tel que l'Examen intégré de sécurité, de défense, de développement et de politique étrangère intitulée « *Global Britain in a Competitive Age* » (ci-après référée par « Examen intégré »). Nous avons aussi consulté des articles de presse écrite ainsi que de la littérature spécialisée. Afin de cerner ensuite les différentes

perspectives provenant de la communauté internationale, nous avons tenté d'abord de recueillir – à travers la presse écrite, les médias sociaux, les archives parlementaires ou encore la littérature spécialisée – des citations provenant de discours de dirigeants qui « réagissent » au comportement de politique étrangère du Royaume-Uni. Devant la difficulté que nous avons rencontrée à récolter ce type de données, nous nous sommes tourné vers la littérature spécialisée. Les travaux menés par des *think tanks* et des chercheurs qui analysent certains aspects de la politique étrangère britannique nous ont permis d'appuyer notre interprétation des perspectives de l'assistance. Nous nous sommes aussi appuyés sur quelques entrevues semi-dirigées auprès de diplomates et d'experts. Ayant obtenu le certificat du Comité d'éthique de la recherche en arts et humanités, nous avons conduit six entrevues d'environ d'une durée d'environ 30 minutes avec 4 diplomates, un expert en santé mondiale et une spécialiste des politiques de développement du Royaume-Uni en Tanzanie. Grâce à ces méthodes variées de récolte de donnée, nous avons réussi à obtenir un ensemble de perspectives pour chaque rôle national, ce qui nous a permis d'établir le contraste entre la conception et la performance du Royaume-Uni.

3 Analyse : le jeu de rôles du Royaume-Uni depuis le Brexit

À la suite du référendum en 2016, le Royaume-Uni a entrepris de redéfinir ses rôles nationaux afin de signaler au monde les opportunités qu'offrait le Brexit en matière de politique étrangère. Durant les années qui ont précédé sa sortie officielle, les autorités britanniques ont en effet présenté leurs nouvelles conceptions de rôles qu'allait jouer selon eux le Royaume-Uni sur la scène internationale, une fois devenu indépendant. En analysant les discours des principaux dirigeants durant cette période (2016-2019), Oppermann, Beasley et Karboo (2020) ont répertorié cinq différentes conceptions de rôles nationaux qu'ils ont nommées : grande puissance, État de commerce mondial, leader du Commonwealth, partenaire régional de l'Union européenne (UE) et fidèle allié des États-Unis. Bien que certains de ces rôles apparaissaient comme incompatibles, ils partageaient tous le même objectif : éviter que le Brexit soit perçu comme un geste d'isolement. Dans cette section, nous présentons ce que notre propre analyse de contenu, couvrant ici la période « d'après-sortie » (2020-2022), révèle en ce qui a trait à la façon dont le Royaume-Uni conçoit et met en scène ses rôles nationaux. Puisque nous cherchons à comparer les deux périodes, nous avons assumé, au départ, les mêmes catégories de rôles que les auteurs.

Notre analyse suggère que la typologie proposée par les auteurs demeure pertinente. Nous avons cependant senti le besoin de créer une catégorie à part entière pour le rôle de bon citoyen du monde, qui pour les auteurs faisait partie intégrante de celui de grande puissance. Nous constatons que si le besoin d'éviter l'isolement reste encore une préoccupation, le nouveau point de convergence des différents rôles semble plutôt se situer sur le besoin d'affirmation de l'indépendance. Bien que les auteurs aient choisi de ne pas se prononcer sur l'importance relative accordée à chaque rôle, nous avons noté qu'une priorité claire s'est définie autour du rôle de bon citoyen du monde. Les autres rôles sont en majorité conçus comme des véhicules permettant de mettre celui-ci en valeur. Plusieurs éléments d'incompatibilité inter-rôles continuent de caractériser la conception – mais aussi la performance – des rôles nationaux britanniques.

Dans cette section, nous expliquons d'abord un peu plus en détail ce que nous entendons par le besoin d'affirmation d'indépendance. Nous abordons ensuite les rôles nationaux que projette le Royaume-Uni depuis la mise en œuvre du Brexit. Pour chaque rôle national, nous proposons d'abord une brève définition de la catégorie avant de présenter, d'une part, comment le rôle est conçu par le gouvernement à travers ses discours et, d'autre part, comment le rôle est mis en scène par ce dernier et comment la communauté internationale perçoit sa performance.

3.1 Affirmation de l'indépendance

Durant les premières années qui ont suivi le référendum, la priorité des dirigeants britanniques était de convaincre la communauté internationale que le Royaume-Uni ne s'isolerait pas du reste du monde en se séparant de l'Union européenne. Les conceptions de rôles de grande puissance, d'État de commerce mondial, de leader du Commonwealth, de partenaire régional de l'Union européenne et de fidèle allié des États-Unis, projetés sur la scène internationale par les discours des dirigeants, témoignaient de cette motivation à devoir convaincre un public qui, dans l'ensemble, demeurerait sceptique envers le Brexit (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020, 137). Depuis la mise œuvre officielle du Brexit, rien n'indique que cette préoccupation à éviter d'être perçu comme un État isolé soit disparue. L'ensemble des rôles n'ayant pas fondamentalement changé, ils expriment toujours la conviction que le Royaume-Uni « ne pourrait jamais se replier sur [lui]-même » (Johnson 2021). Le gouvernement continue d'insister sur le fait que le pays « sera ouvert sur le monde » (HM Government 2021, 3) et que « le RU reste profondément attaché au multilatéralisme » (Ibid, 44). Le slogan « *Global Britain* » repris par Boris Johnson continue d'évoquer cette projection d'un État « tourné vers l'extérieur » (Johnson 2020b).

Cependant, un nouvel élément transparait à travers le discours du gouvernement britannique et passe à l'avant-plan : le besoin d'affirmation de l'indépendance. Les

références au « rôle global » que le pays « doit mettre en oeuvre » (Johnson 2020a) manquent ainsi rarement d'être accompagnées de références au rôle d'indépendant qu'il peut maintenant jouer, grâce à ses « nouveaux pouvoirs » et à sa « souveraineté reconquise » (Johnson 2020a) que lui procure sa sortie officielle de l'UE. « Nous serons ouverts sur le monde » se complète par « libres de tracer notre propre chemin » (HM Government 2021, 3) ; « *Global Britain* » évoque désormais un pays « indépendant » et non plus seulement un pays « tourné vers l'extérieur » (Johnson 2020c).

Si elle demeure donc présente, la nécessité de « contrer un récit émergent sur le retranchement » (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020, 137) cède le pas malgré tout à celle de démontrer que le pays jouit désormais d'une autonomie qui lui permettra de déployer tout son potentiel : « Nous avons repris les outils de l'autonomie gouvernementale. Il est maintenant temps d'utiliser ces outils pour libérer tout le potentiel de ce brillant pays » (Johnson 2020a). L'affirmation d'indépendance devient un objectif central de la politique étrangère du Royaume-Uni et qui transparaît dans la conception et dans la performance de ses rôles nationaux. Les dirigeants prennent soin de présenter les différentes actions prises par l'État sous l'angle de l'autonomie : « notre mission [la mise en œuvre de l'ACC] a été de maximiser les bénéfices du Brexit afin que nous puissions prospérer en tant que pays moderne, dynamique et indépendant » (B. Johnson 2022a).

Ce thème n'a rien d'une nouveauté, le slogan du camp pro-sortie « *take back control* » illustre dès le début ce désir de réappropriation de la souveraineté, qui était perçue comme contrainte par le fait d'être membre de l'Union européenne. Le débat national entourant le Brexit était, en lui-même, un débat entourant la définition du concept de souveraineté. Le camp pro-sortie voyait dans l'adhésion aux traités de l'UE une contrainte à l'autonomie de l'État dans ses champs de compétence traditionnels, alors que le camp pro-UE remettait en question la pertinence de la souveraineté individuelle des États dans un monde interdépendant (Beasley, Kaarbo, et Oppermann 2021, 4). La politique

étrangère n'occupait qu'une place marginale dans le débat, mais la conception des nouveaux rôles nationaux qu'allait jouer le pays une fois libéré de l'UE en était fondamentalement teintée. Le besoin d'indépendance, donc, n'est pas *apparu* seulement depuis la mise en œuvre du Brexit ; il existait en filigrane tout au long du processus de conception de rôles nationaux identifié par Oppermann, Beasley et Karboo (2020).

L'insistance sur le besoin d'éviter l'isolement, que les auteurs avaient identifié comme étant le point de convergence des rôles que projetait le RU, émanait du contexte de la réaction internationale face au Brexit durant les premières années qui ont suivi le référendum. Cette réaction a eu pour effet initial de socialiser le RU dans le rôle d'isolé et de le pousser à concevoir de nouveaux rôles nationaux destinés principalement à contrer cet isolement imposé (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020). Le contexte de réaction s'étant depuis estompé, la nécessité pour le RU de convaincre le reste du monde de son ouverture s'estompe du même coup, bien que, nous le rappelons, elle n'a pas pour autant disparu.

Par ailleurs, puisque le RU était encore formellement dans l'UE durant la période analysée par les auteurs, le récit des dirigeants britanniques concernant la politique étrangère post-Brexit relevait de la projection de possibilités futures. La réaction de la communauté internationale, de façon concomitante, relevait de l'anticipation des effets qu'allait avoir le Brexit sur le rôle international du Royaume-Uni. C'est pourquoi l'analyse des auteurs se concentre sur la *conception* des rôles nationaux, et non sur la *performance*. Or, dans les mots de la ministre aux Affaires étrangères Liz Truss : « après près de cinquante ans au sein de l'UE, nous avons à nouveau entre les mains tous les leviers de la politique internationale » (Truss 2021). Avec le retrait officialisé en 2020 ainsi qu'avec les nombreux événements géopolitiques qui se sont produits depuis, le RU a donc eu plusieurs occasions de mettre en scène ses nouveaux rôles. Le changement d'insistance – d'éviter l'isolement à l'affirmation d'indépendance – s'explique donc en partie par le changement de contexte politique dans lequel interagit le RU sur la scène internationale.

3.2 Bon citoyen du monde

3.2.1 Définition

Depuis la mise en œuvre du Brexit, le Royaume-Uni se projette dans le rôle bon citoyen du monde. Ce rôle réfère au leadership en matière de promotion et de défense de l'ordre international libéral et des valeurs qui lui sont associées, à savoir, entre autres, la démocratie, la règle du droit, le libre-échange, les droits humains et la liberté et auxquels ajoutons la lutte aux changements climatiques. Oppermann, Beasley et Karboo avaient inclus le rôle de bon citoyen du monde dans celui de grande puissance, associant la défense de la démocratie et des normes internationales au concept de « *soft power* » (2020, 141). Nous croyons cependant qu'une distinction entre les deux rôles s'impose sur le plan conceptuel. L'argument étant qu'il est possible de vouloir projeter une image de grande puissance militaire sans pour autant se positionner comme un leader dans la défense des valeurs libérales. La Russie, par exemple, fait valoir ses capacités militaires en intervenant dans plusieurs conflits internationaux (Heerdt 2020), sans prétendre agir au nom des valeurs associées à l'ordre international libéral, qu'elle critique parfois ouvertement, au contraire (Barber, Foy, et Barker 2019). À l'inverse, un pays peut aspirer à un leadership moral sans se considérer comme une grande puissance militaire, comme le montre l'exemple de la Suède (Carlson-Rainer 2017).

Le *soft power* est certes une composante essentielle du rôle de bon citoyen du monde, mais ce concept en soi n'est pas normatif. Il réfère à l'influence que peut avoir un État sur d'autres par des moyens autres que la coercition (puissance militaire) ou le paiement (puissance économique) (Nye 2017, 2). Ainsi, le *soft power* peut être utilisé pour contester – au lieu de renforcer – le système de valeurs qui prévaut. Le cas de la République populaire de Chine offre l'exemple d'un État qui emploie une vaste quantité de ressources dans le but d'étendre son pouvoir d'attraction, mais dont les valeurs sous-jacentes

diffèrent de la conception occidentale de *soft power*, notamment en ce qui a trait à la promotion de la démocratie (Mirza, Abbas, et Nizamani 2020).

Or, le rôle « bon citoyen du monde » est pour nous volontairement attaché au système de valeurs défendu par l'occident et qui prédomine au sein de la communauté internationale sous l'égide de l'ordre mondial libéral. Nous référons ici à l'ordre mondial libéral dans son sens large : « englobant l'interdépendance économique (libre-échange), les règles et institutions multilatérales, les systèmes politiques démocratiques, les valeurs et les normes (en particulier les droits humains universels) » (Acharya 2020). Ces normes et valeurs forment un « complexe normatif » qui « remplit des fonctions de constitution d'identité, de prescription éthique et de légitimation du pouvoir » (Phillips 2011, 25). Ce « complexe normatif » donne aux acteurs « un sens de ce qu'est le bien, [...] établissant des normes partagées de légitimité à l'aune desquelles les actions des acteurs peuvent être jugées » (Ibid). En se portant à sa défense, le bon citoyen du monde participe donc à « renforcer les structures de domination établies en les situant comme des expressions nécessaires d'identités collectives politiquement importantes, dont le fonctionnement continu est essentiel à la réalisation des objectifs communs de la communauté » (Ibid, 26). Ainsi, un État qui cherche à modifier ou renverser le « complexe normatif » qui caractérise l'ordre international en place ne peut, selon notre définition, jouer le rôle de bon citoyen du monde.

Ce rôle se rapproche, mais diffère légèrement, de celui de « défenseur de la foi » inventé par Holsti pour décrire les États qui « assument des responsabilités particulières pour garantir la pureté idéologique d'un groupe d'autres États » (1970, 264). La différence est que, encore une fois, ce dernier est neutre sur le plan normatif. Tout État qui défend une idéologie, qu'elle soit subversive ou non de l'ordre international établi, joue un rôle de « défenseur de la foi ». Dans le cas présent, puisqu'il correspond au « complexe normatif » de l'ordre international en place, le système de valeurs que défend le bon citoyen du monde acquiert dans sa conception un caractère universel :

L'histoire a montré que les sociétés démocratiques sont les plus fervents défenseurs d'un ordre international ouvert et résistant, dans lequel les institutions mondiales prouvent leur capacité à protéger les droits de l'homme, à gérer les tensions entre les grandes puissances, à faire face aux conflits, à l'instabilité et au changement climatique, et à partager la prospérité par le biais du commerce et de l'investissement (HM Government 2021, 3).

Il ne s'agit donc pas simplement de défendre l'idéologie spécifique à un groupe d'États. Toutes les populations du monde selon le bon citoyen du monde pourraient – et devraient – bénéficier de ces valeurs « universelles ». Le camp adverse n'est pas tellement constitué d'une idéologie ou d'un groupe d'États en particulier, comme c'est implicitement le cas pour le rôle de « défenseur de la foi » ; ce sont *les* idéologies et, dans le cas présent, l'autoritarisme qui constituent les principales menaces.

Ces mêmes valeurs essentielles continueront à guider tous les aspects de notre sécurité nationale et de notre politique internationale au cours de la décennie à venir, en particulier face à la montée de l'autoritarisme et à la persistance des idéologies extrémistes. Elles s'expriment également à travers notre soutien à l'action climatique et le leadership du Royaume-Uni en matière de réduction de la pauvreté dans le monde (HM Government 2021, 13).

Le bon citoyen du monde, donc, défend plus qu'une idéologie, il défend le « bien », qui est défini par le « complexe normatif » de l'ordre international libéral. Le « bien », en retour fait partie intégrante de l'identité même de l'État, ce qui reflète au détour l'effet « constitutif de l'identité » du « complexe normatif ». Pour le Royaume-Uni, les « valeurs essentielles » auxquelles fait référence le passage précédent « sont fondamentales pour notre identité nationale, notre démocratie et notre mode de vie. Elles incluent notamment un engagement en faveur des droits de l'Homme universels, de l'État de droit, de la liberté d'expression, de l'équité et de l'égalité. » (HM Government 2021, 13). Ainsi, le Royaume-Uni n'a qu'à s'appuyer sur sa « boussole morale » pour « défendre des causes qui ne connaissent pas de frontières » (Raab 2020a).

3.2.2 Conception

La mise en œuvre du Brexit offre au gouvernement britannique l'occasion de « s'engager dans un examen approfondi et minutieux de la place du Royaume-Uni dans le monde » (Raab 2020a). La place centrale accordée au rôle de bon citoyen du monde transparait dès le départ : « dans le cadre de cet examen, les valeurs du libre-échange, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit international resteront notre fil conducteur » (ibid). De ce processus d'examen émane entre autres un sens nouveau à l'étiquette « *Global Britain* », qui au départ évoquait surtout le rôle d'État de commerce mondial (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020, 138-139). Désormais, « une véritable *Global Britain* signifie plus que le commerce et l'investissement, il s'agit aussi de continuer à défendre nos valeurs de démocratie libérale et notre engagement sincère en faveur de l'État de droit international - des valeurs pour lesquelles nous sommes respectés dans le monde entier » (Raab 2020a). La conception de ce rôle prend donc racine dans une image déjà ancrée d'un Royaume-Uni reconnu pour son attachement à l'ordre international.

L'ordre international, nous le disions, fournit le « complexe normatif » qui donne aux acteurs « un sens de ce qu'est le bien » (Phillips 2011). En orientant sa politique étrangère sur la défense de l'ordre international, le Royaume-Uni souhaite tirer profit de cette image qu'il associe en effet à la défense du bien : « Alors que nous forgeons une nouvelle vision dynamique pour une véritable *Global Britain*, ce gouvernement est absolument déterminé à ce que le Royaume-Uni devienne une *force pour le bien* dans le monde encore plus puissante » (Raab 2020b, italiques ajoutées). En outre, dans un contexte où cet ordre est considéré comme menacé, « la défense du statu quo n'est plus suffisante » (HM Government 2021, 11) ; le pays doit être « plus proactif à l'élaboration de l'ordre international ouvert de demain » (HM Government 2021, 44).

La priorité qu'accorde le Royaume-Uni au rôle de bon citoyen du monde se reflète d'abord par l'ubiquité de l'utilisation du slogan de « force pour le bien (*force for good*) », qui en lui-même incarne parfaitement le rôle de bon citoyen du monde. Il apparaît une douzaine

de fois dans l'Examen intégré et est repris fréquemment dans les discours des dirigeants. Son utilisation est particulièrement reliée à la défense des droits humains, qui figure « au sommet de notre liste de priorités internationales » (Raab 2021a), mais renvoie aussi à la lutte contre la pauvreté et à la défense de la démocratie et des libertés. Le gouvernement britannique revendique ainsi être « l'un des principaux acteurs du développement dans le monde » (HM Government 2021, 46), soulignant que sa contribution se situe « bien au-dessus des moyennes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) » (*ibid*). Les dirigeants assurent aussi que leur « capacité de réponse humanitaire de premier plan au niveau mondial » permet d'assister « ceux qui ont le plus besoin de notre aide dans les moments difficiles » (Raab 2020a). Le respect de l'État de droit, tant au niveau national qu'international, s'ajoute en tant « qu'élément clé » (Raab 2021b) de « l'engagement à défendre les sociétés ouvertes, la démocratie et les droits humains » (*ibid*).

En matière de lutte aux changements climatiques, que le gouvernement identifie comme sa « priorité numéro un à l'international » (HM Government 2021, 4), le premier ministre annonce que « le gouvernement britannique a décidé de devenir le leader mondial de la production d'énergie propre à faible cout » (Johnson 2020c). Il rappelle que « La Grande-Bretagne a été la première grande économie du monde - sans parler de l'Union européenne - à s'imposer l'obligation légale d'atteindre la carboneutralité d'ici à 2050. » (Johnson 2020b), faisant du pays « le pionnier d'une révolution industrielle verte » (Johnson 2021b). Le besoin d'affirmation de l'indépendance se reflète dans cet aspect de la conception du rôle de bon citoyen du monde. Ayant regagné son propre siège auprès des institutions multilatérales, le Royaume-Uni peut désormais « faire avancer les priorités du Royaume-Uni [...], indépendamment de l'équipe de l'UE» (HM Government 2022, 85).

Avec l'avènement de la pandémie mondiale de Covid-19, les contributions à la santé mondiale s'intègrent parfaitement dans la conception du rôle de bon citoyen du monde.

Dans un contexte où les États se replient sur eux-mêmes afin de lutter contre le virus (Moodie, Gerami, et D’Alessandra 2021, 20), la coopération en matière de santé mondiale devient un enjeu de première importance. En tant que « troisième donateur souverain à l’Organisation mondiale de la santé et premier donateur à Gavi, l’Alliance du vaccin, qui vaccine les enfants contre les maladies mortelles » (Johnson 2021b), le gouvernement britannique prétend « guider le chemin dans la prévention de futures pandémies » (Johnson 2020e). En ce qui a trait à la Covid-19, le premier ministre assure par ailleurs que « l’expertise et les ressources du RU ont joué un rôle central dans la réponse mondiale à l’urgence » (Johnson 2021b).

En tant que « phare pour la souveraineté démocratique » – une caractéristique qui évoque au passage le besoin d’affirmation de l’indépendance – le Royaume-Uni souhaite aussi « défendre les valeurs de la démocratie libérale » (Raab 2021a) et assure que « la Grande-Bretagne se tiendra toujours debout pour défendre la liberté et la démocratie dans le monde entier » (Johnson 2022b). Pour le gouvernement, il s’agit d’une conviction profonde que « la liberté individuelle est la plus grande force de transformation sur terre » (Truss 2022a). Ce récit d’un « combat pour la liberté » (Truss 2022b) cherche à s’ancrer dans la continuité avec le passé, « suivant la grande tradition du pays qui a mis fin à la traite des esclaves et qui a résisté au totalitarisme » (Johnson 2020c).

Ainsi, les dirigeants britanniques conçoivent le rôle de bon citoyen du monde comme étant leur « mission historique en tant que force pour le bien » (Johnson 2021a). En plus de faire partie intégrante de l’identité même du Royaume-Uni, l’ordre mondial libéral et ses valeurs sous-jacentes prennent en outre un caractère universel : « la démocratie libérale, l’État de droit et les marchés libres, [...] constituent assurément la grande trinité du progrès humain » (Johnson 2022b). Nous avons volontairement omis dans cette section les passages référant à l’attachement du Royaume-Uni envers libre-échange (élément essentiel à l’ordre mondial libéral et, donc, au rôle de bon citoyen du monde),

préférant, afin d'éviter des répétitions inutiles, les conserver pour la section portant sur rôle d'État de commerce mondial.

3.2.3 Performance

3.2.3.1 Droits humains/développement

Afin de « soutenir le rôle de la Grande-Bretagne en tant que force pour le bien dans le monde » (Raab 2020c), le Royaume-Uni introduit son « premier régime de sanctions autonome : le régime mondial de sanctions en matière de droits humains ("style Magnitsky") » (HM Government 2021, 48). Ce « régime de sanctions autonome » est déployé dans l'objectif de « demander des comptes à ceux qui sont impliqués dans des violations graves des droits de l'homme et des abus » (ibid, 47). Utilisé notamment de la réponse à l'invasion russe en Ukraine, il permet de mettre en valeur les « pouvoirs nouveaux et sans précédent » (Johnson 2022c) du Royaume-Uni, ce qui reflète, au détour, le besoin d'affirmation de l'indépendance.

Les contributions à l'aide humanitaire et au développement international s'inscrivent dans la performance du rôle de bon citoyen du monde. Avec « plus de 900 millions de livres sterling dédiées à l'aide » en 2021, le Royaume-Uni est le « troisième donateur bilatéral d'aide humanitaire au monde » (Johnson 2021b). Dans le contexte du retrait des troupes de l'OTAN en Afghanistan, le Royaume-Uni souligne l'efficacité de sa réponse sous l'angle humanitaire. Fier d'avoir ressenti « un impératif moral à agir » (Johnson 2021c), le gouvernement se targue d'avoir « mis en place la plus grande évacuation aérienne humanitaire de l'histoire récente » (ibid). Selon le premier ministre, les interventions du gouvernement pour secourir et relocaliser les personnes les plus à risque, via les opérations *Pitting* et *Warm Welcome* ainsi que la *Afghan Relocations and Assistance Policy* « maintiennent la plus belle tradition britannique d'accueillir les personnes dans le besoin » (ibid).

Aux yeux de la communauté internationale, la feuille de route du Royaume-Uni en matière de défense des droits humains est moins reluisante que ce qu'en prétend le gouvernement britannique. Le retrait d'Afghanistan, par exemple, illustre la discordance de perceptions qu'il peut y avoir entre un acteur et son public. Selon des ONG de défense des droits humains, « le gouvernement n'a pas protégé de manière adéquate les Afghans fuyant la crise des droits humains » (Amnesty International 2022, 387) alors que « les programmes de réinstallation des Afghans ne fonctionnent toujours pas correctement, de nombreux Afghans à risque ne peuvent pas trouver de la sécurité au RU » (Human Rights Watch 2023). De façon plus générale, bien qu'il soit reconnu que le Royaume-Uni « a joué un rôle largement positif » (Human Rights Watch 2021; 2022) au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le pays est plutôt perçu comme n'ayant pas « toujours accordé la priorité aux droits de l'homme dans son programme de politique étrangère et a sapé les standards internationaux » (2023).

Depuis le Brexit, plusieurs lois ont été adoptées en lien avec l'immigration et la sécurité qui, sans être spécifiquement liées à la politique étrangère, nuisent à la crédibilité du Royaume-Uni en tant que meneur dans la défense des droits humains (Human Rights Watch 2023). L'Agence des Nations unies pour les réfugiés évoque notamment que la récente *Nationality and Borders Bill* « is fundamentally at odds with [...] the country's long-standing role as a global champion for the refugee cause » (UNHCR 2021, 1). Enfin, d'importantes coupures budgétaires depuis 2020 ainsi que la fusion du bureau des affaires étrangères et du Commonwealth avec le département du développement international ont affecté la capacité d'action du Royaume-Uni en termes de promotion de la démocratie et des droits humains. Ce faisant, la *Independent Commission for Aid Impact* (ICAI) conclut que la « réputation du gouvernement britannique en tant que leader d'opinion et acteur mondial fiable en matière de démocratie et de droits humains s'est dégradée » (ICAI 2023, 27). Avec ces coupes budgétaires, le Royaume-Uni n'est par ailleurs plus en mesure d'allouer 0,7% de son PIB à l'aide au développement, le seuil minimal proposé par les Nations Unies pour les pays riches, une décision qui, aux yeux de

plusieurs ONG, « risque de nuire à la réputation et à la crédibilité du Royaume-Uni dans le monde » (Worley 2020).

3.2.3.2 Environnement

En matière de lutte au changement climatique, le gouvernement britannique a depuis le Brexit adopté une série de lois visant à remplacer le cadre législatif de l'UE et à maintenir le rôle de meneur qu'il joue traditionnellement (Stanič et Bowden 2023, 106). En 2021, le Royaume-Uni déploie son propre système d'échange de quotas d'émissions, dans lequel le plafond pour les émissions est établi à « 5 % en dessous du niveau national que le Royaume-Uni aurait eu s'il était resté dans le système européen d'échange de quotas d'émission » (Reland et Overton 2021). À la cible de carboneutralité à l'horizon 2050 évoqué précédemment s'ajoute la même année une cible de réduction de 78 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2035. Le gouvernement adopte le *Environment Act* « pour combler le fossé laissé par la sortie du Royaume-Uni de l'UE et [pour définir] des objectifs légaux afin de retrouver le monde de la nature à travers la qualité de l'air, la biodiversité, l'eau et les déchets » (Laroya 2022). À l'automne de cette même année, enfin, le Royaume-Uni accueille la 26^e Conférence des Parties pour le climat, donnant au Royaume-Uni la « chance de démontrer son leadership mondial en matière de changements climatiques » (Raab 2020a).

Ce leadership semble être relativement bien accepté par la communauté internationale, alors que la COP26 « a été saluée comme la conférence des parties (COP) la plus importante depuis la COP21, qui a débouché sur l'accord de Paris » (The Law Society 2021). Notons cependant que nous avons trouvé très peu de commentaires explicites provenant de la part d'acteurs significatifs qui supporte cette affirmation. Depuis la mise en œuvre du Brexit, l'architecture législative du gouvernement britannique en matière de protection de l'environnement n'est encore qu'à « l'étape de la planche à dessin » (Stanič et Bowden 2023, 97). Dans son examen environnemental du Royaume-Uni en 2022,

l'OCDE concède que « le Royaume-Uni est à l'avant-garde de l'action mondiale en faveur du climat » (OCDE 2022, 13), mais soulève des inquiétudes quant à sa capacité à atteindre ses objectifs, notant que la « la manière dont la NZS [*net Zero Strategy*] concrétisera cette ambition [zéro émission en 2050] n'est pas encore claire » (Ibid, 13-14).

Malgré tout, certains indicateurs externes donnent de la crédibilité à la projection du Royaume-Uni en tant que meneur dans la lutte aux changements climatiques. Le pays se classe au second rang du Environmental Protection Index en 2022 (Environmental Protection Index 2022) alors que Londres « a été classée dans le Global Green Finance Index comme le premier centre financier vert pour la troisième année consécutive » (HM Government 2023, 20). Par ailleurs, l'absence de commentaires provenant de membres significatifs de la communauté internationale qui rejetteraient de façon explicite ce rôle de meneur que projette le Royaume-Uni dans la lutte aux changements climatiques peut en soi servir à démontrer que cet aspect du rôle de bon citoyen du monde, au minimum, n'est pas contesté, à contrario de l'aspect des droits humains et du développement analysé précédemment.

3.2.3.3 Santé mondiale

À instar des aspects précédents, la prétention de leadership en matière de santé mondiale du Royaume-Uni s'appuie sur un historique de performance concret qui remonte à plus de deux décennies (Wenham 2020; Moodie, Gerami, et D'Alessandra 2021, 22). Depuis la mise en oeuvre du Brexit – et de façon concomitante depuis la pandémie de Covid-19 – le gouvernement britannique s'efforce de démontrer qu'il est en mesure de maintenir ce leadership :

À l'heure où je vous parle, notre pays joue un rôle essentiel dans le programme mondial de vaccination le plus important et le plus rapide de l'histoire. Nous avons contribué à la création de COVAX, la coalition pour la vaccination des pays en développement, et nous avons investi plus d'un demi-milliard de livres sterling dans cet effort crucial, qui a déjà distribué plus de 100 millions de doses à 135 pays.

L'accord du gouvernement avec l'Université d'Oxford et AstraZeneca a permis de produire le vaccin le plus populaire au monde, avec plus de 500 millions de doses distribuées dans le monde, principalement dans les pays à revenus faibles et moyens, sauvant ainsi des vies chaque heure de chaque jour. [...] Nous avons sécurisé un accord auprès de nos amis du G7 pour fournir un milliard de vaccins afin de protéger le monde d'ici la fin de l'année prochaine, et 100 millions proviendront du Royaume-Uni (Johnson 2021b).

Le premier ministre utilise aussi la gestion de la pandémie à l'interne comme une opportunité pour faire valoir les bénéfices du Brexit, démontrant encore une fois le besoin d'affirmation de l'indépendance. Si le pays a « assuré le déploiement le plus rapide des vaccins en Europe l'année dernière », c'est « en évitant les lenteurs de l'UE » (Johnson 2022a).

Vue de l'extérieur, la « capacité [du Royaume-Uni] à inventer [...] et à déployer le vaccin » aura en effet été « impressionn[ante] »¹, mais dans l'ensemble, la perception des experts en santé mondiale penche plutôt vers un constat d'échec en ce qui a trait à la réponse du gouvernement britannique à la pandémie. Accusant le taux de mortalité le plus élevé en Europe durant la première vague (Moodie, Gerami, et D'Alessandra 2021, 6), le pays souffre « en 2020 [de] la plus forte contraction (-9.7 %) du produit intérieur brut (PIB) parmi les pays du G7 » (OCDE 2022, 13). Cette situation crée « une tension entre le leadership historique du Royaume-Uni en matière de sécurité sanitaire mondiale et les échecs nationaux significatifs en matière de Covid-19 » (Wenham 2020, 199). Si le gouvernement britannique est donc perçu comme ayant « échoué misérablement à contenir la propagation de Covid-19 » (Hasetltine 2020) à l'interne, sa prétention au leadership dans la distribution de vaccins au reste du monde n'a elle aussi « pas été à la hauteur » (Godlee 2021). Le Royaume-Uni s'est, au contraire, « engagé dans un nationalisme vaccinal » (Moodie, Gerami, et D'Alessandra 2021, 20) et a « joué un rôle d'obstruction à l'Organisation mondiale du commerce en ce qui concerne une proposition

¹ Entrevue avec un diplomate français

de dérogation aux règles de propriété intellectuelle pour la réponse Covid-19 » (Human Rights Watch 2023).

3.2.3.4 Démocratie/liberté/État de droit

La performance du rôle de bon citoyen du monde se manifeste aussi à travers les efforts de promotion de la liberté et de la démocratie, que le gouvernement britannique considère comme « fondamentaux à [sa] politique étrangère » (FCDO 2021, 2). À travers des organisations comme la Westminster Foundation for Democracies (WFD), la Community of Democracies (COD) ou encore la Media Freedom Coalition, le Royaume-Uni supporte une multitude de programmes destinés à promouvoir et défendre la démocratie et la liberté (notamment les droits des communautés LGBTQ+ et la liberté des médias) à travers le monde (Ibid). En 2020, le premier ministre Johnson signale son soutien à la création d'une coalition de démocraties sous le format « D-10 » ; il invite en 2021 l'Australie, l'Afrique du Sud et l'Inde à participer au sommet du G7 qu'il organise à Cornwall dans le but de consolider ce projet (Jain et al. 2021, 22). La secrétaire aux affaires étrangères Liz Truss mise quant à elle sur la formation d'un « réseau mondial de la liberté » afin de faire avancer « les frontières de la liberté » (Truss 2021) lors de la rencontre interministérielle du G7 à Liverpool.

En ce qui a trait au respect de la règle du droit, il s'avère plus difficile d'identifier des éléments concrets de performance de la part du Royaume-Uni, si ce n'est des allusions fréquentes quant à son importance dans les discours des dirigeants. La Revue de défense réitère par exemple l'engagement du pays envers le droit international humanitaire et le droit maritime en tant que moyen d'atteindre l'objectif de « l'élaboration de l'ordre international ouvert de demain » (Ministry of Defence 2021, 8). Autrement, le support britannique accordée à l'Ukraine depuis l'invasion de la Russie est lui-même présentée sous l'angle du devoir de défendre « le principe fondamental du droit international » (Johnson 2022d). Fier d'avoir « repris le contrôle de nos lois » (Johnson 2020e), le

gouvernement britannique démontre encore une fois son besoin d'affirmation d'indépendance, notamment avec l'adoption de la loi sur les marchés intérieurs (*Internal Markets Bill*) en 2020, qui, selon le premier ministre Johnson, assure d'éviter « une situation dans laquelle les limites de notre pays pourraient être dictées par une puissance étrangère ou une organisation internationale » (Johnson 2020d).

À l'instar des autres aspects du rôle de bon citoyen du monde, le Royaume-Uni bénéficie d'une réputation bien ancrée en tant que défenseur de la démocratie, de la liberté et de l'État de droit. Lieu de la « mère des parlements », le pays est aussi « souvent considéré comme un "étalon-or" pour la manière dont les systèmes juridiques devraient fonctionner dans le monde entier » (JUSTICE s.d.). Aux yeux de la communauté internationale cependant, cette réputation est depuis le Brexit « en péril » (Financial Times 2020). Sans nous répéter, plusieurs lois adoptées lors de l'administration Johnson font sourciller les *think tanks* œuvrant dans la défense de la démocratie et des droits humains (Human Rights Watch 2023), pour qui « le tissu démocratique de la Grande-Bretagne s'érode » (Ward 2020). La loi sur les marchés intérieurs produit un effet similaire, alors que « de nombreux juristes britanniques considèrent [cette loi] comme une atteinte à l'État de droit susceptible d'avoir un impact direct sur la réputation et la crédibilité internationale du Royaume-Uni » (Hallak 2020 4).

À l'international, les dirigeants réagissent à cette loi sur Twitter, qui à leurs yeux pose un risque pour le *Good Friday Agreement*. Si leur langage est moins direct, nous pouvons en déduire le sens implicite de désapprobation. Le président américain rappelle ainsi que « tout accord commercial entre les États-Unis et le Royaume-Uni doit être subordonné au respect de l'Accord » (Biden 2020). Le premier ministre irlandais évoque dans la foulée que « Lorsqu'une partie à une négociation décide qu'elle peut modifier ce qui a déjà été convenu et incorporé dans la loi, cela sape vraiment la confiance » (Martin 2020). Cette loi est donc perçue comme « détruisant délibérément la réputation du Royaume-Uni en tant que défenseur du droit international [et] affaiblit la position du pays lorsqu'il poursuit

des objectifs de politique étrangère qui reposent également sur des normes internationales. » (Mandal 2020).

3.2.4 Conclusion

Le rôle de bon citoyen du monde que tente de projeter le Royaume-Uni sur la scène internationale repose sur la mise en valeur par le gouvernement britannique de son leadership en matière de défense des valeurs associées à l'ordre international libéral, mais aussi de sa contribution dans la lutte aux changements climatiques et à la santé mondiale. Il est incarné notamment par son épithète autoproclamée de « force pour le bien ». Les signaux que lui renvoie l'assistance internationale lui laissent cependant peu de place pour effectivement mettre en scène ce rôle. Hormis l'aspect de la lutte aux changements climatiques, où il semble y avoir un certain espace de crédibilité pour le Royaume-Uni, les autres aspects de performance sont dans l'ensemble rejetés par la communauté internationale.

Il importe cependant d'apporter une précision quant à la portée d'une telle conclusion. Bien que la période couverte par notre analyse concerne uniquement les événements qui surviennent après la mise en œuvre du Brexit, les rôles que le Royaume-Uni conçoit et met en scène depuis cette date s'appuient sur la conception et la performance de rôles similaires à travers son histoire. Le « rejet » signalé par la communauté internationale que nous avons identifié doit donc être compris en termes relatifs. Les écueils à la réputation de bon citoyen du monde du Royaume-Uni depuis le Brexit n'effacent pas d'un trait les performances passées réussies pour ce même rôle. Nous souhaitons seulement souligner que depuis le Brexit, les efforts redoublés que met le gouvernement britannique à se projeter en tant que bon citoyen du monde sur la scène internationale sont reçus avec scepticisme par la communauté internationale. Il s'agit malgré tout du rôle principal poursuivi par le gouvernement dans sa politique étrangère. En présentant les autres rôles

dans les sections suivantes, nous abordons la façon dont ils sont généralement conçus comme des véhicules permettant de promouvoir celui de bon citoyen du monde.

3.3 État de commerce mondial

3.3.1 Définition

En continuité avec la période analysée par Oppermann, Beasley et Karboo (2020), le Royaume-Uni se projette dans le rôle d'État de commerce mondial (*global trading state*). Ce rôle est caractérisé par la promotion du commerce sur les bases du libre-échange et se déploie à l'échelle mondiale. Le libre-échange fait partie intégrante de l'ordre mondial libéral, lequel établit, nous le rappelons, les contours du rôle de bon citoyen du monde. Bien que l'aspect « État de commerce mondial » soit une composante du rôle de bon citoyen du monde, nous considérons qu'il mérite d'être catégorisé en tant que rôle à part entière. La raison de ce choix suit la même logique avec laquelle nous avons séparé le rôle de bon citoyen du monde de celui de grande puissance. Conceptuellement, il est possible pour un État de promouvoir le commerce international sur les bases du libre-échange, sans que s'y accompagne la promotion des autres valeurs « universelles » comme la liberté individuelle et les droits humains. Singapour fait en ce sens figure d'exemple. Dotée d'une économie de marché fortement libéralisée (The Heritage Foundation 2023), sa feuille de route en termes de protection des libertés et des droits humains fait plutôt pâle figure (Human Rights Watch 2022). Dans le cas du Royaume-Uni, les deux rôles sont interreliés, mais demeurent conceptuellement différents.

3.3.2 Conception

Selon la conception du gouvernement britannique, en tant que « nation de commerce maritime », le Royaume-Uni « sera un champion du commerce libre et équitable » (HM Government 2021, 7). La « prospérité future » du pays sera assurée « en approfondissant nos relations économiques avec des régions dynamiques du monde telles que l'Indo-

Pacifique, l'Afrique et le Golfe, ainsi que nos échanges avec l'Europe » (ibid, 14). Dans le contexte d'une tendance mondiale vers le protectionnisme (Altenberg 2021), exacerbée notamment avec la pandémie de covid-19, le Royaume-Uni souhaite « façonner une économie mondiale ouverte et résiliente, en rétablissant la confiance dans le commerce libre et équitable » (ibid, 44). Riche en métaphore, le premier ministre Johnson voit dans cet objectif de défense du libre-échange une mission héroïque :

L'humanité a besoin d'un gouvernement quelque part qui soit au moins prêt à défendre vigoureusement la liberté d'échange, d'un pays prêt à enlever ses lunettes de Clark Kent, à sauter dans la cabine téléphonique et à en ressortir avec sa cape flottante comme le champion suralimenté du droit des populations de la terre à acheter et à vendre librement entre elles (Johnson 2020b).

Le rôle d'État de commerce mondial s'appuie en outre sur la construction d'un récit à propos du passé de la nation : « nous avons toujours gagné notre vie en tant que nation commerçante maritime » (Johnson 2021a). Selon cette lecture, le Brexit aura alors permis de « retrouver l'esprit de ces ancêtres marins » (Johnson 2020b).

D'une part, la façon dont le gouvernement britannique conçoit son rôle d'État de commerce mondial révèle son besoin de vouloir affirmer son indépendance. En « réapparaissant après des décennies d'hibernation en tant que militant pour le libre-échange mondial » (ibid), le pays est désormais libre d'utiliser sa « souveraineté retrouvée afin de signer des accords de libre-échange ou de partenariats économiques » (Johnson 2022d). Sa « politique commerciale *indépendante* » se place désormais « au centre [de sa] politique de sécurité nationale et internationale » (HM Government 2021, 53, italiques ajoutés).

D'autre part, la conception du rôle d'État de commerce mondial est directement rattachée à celui de bon citoyen du monde.

En tant que nation commerciale indépendante, notre objectif est d'accroître la prospérité dans toutes les régions du Royaume-Uni grâce à une politique commerciale fondée sur des valeurs visant à ouvrir les marchés et à actualiser les règles du commerce international. Notre politique repose sur les principes fondamentaux de la démocratie, des droits de l'homme, de la libre entreprise et de normes élevées dans

des domaines tels que l'environnement, l'alimentation, le bien-être des animaux et les données (HM Government 2021, 54).

Ainsi, le rôle d'État de commerce mondial est en quelques sortes assujéti à celui de bon citoyen du monde, agissant plus comme un moyen pour atteindre un but que comme une fin en soi. Cet état de fait n'est pas surprenant, considérant que l'adhésion au principe de libre-échange est une composante fondamentale de l'ordre mondial libéral qui, nous le rappelons, constitue le socle sur lequel est construit le rôle de bon citoyen du monde.

3.3.3 Performance

La performance du rôle d'État de commerce mondial s'appuie essentiellement sur les accords commerciaux que le Royaume-Uni signe – ou du moins entre en négociations – avec le reste du monde depuis le Brexit. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le Royaume-Uni a conclu 71 accords commerciaux, dont 68 sont des répliques des ententes que ces pays ont avec l'UE (*rollover agreements*). Parmi les accords signés sur des bases entièrement nouvelles, le Royaume-Uni compte notamment trois nouveaux accords commerciaux avec le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ainsi que deux accords sur le numérique avec Singapour et l'Ukraine (Hunsaker et Howe 2023). En 2023 le Royaume-Uni conclut « son plus gros accord commercial depuis le Brexit » (Badenoch et Sunak 2023) en rejoignant le Partenariat transpacifique global et progressif (PTPGP). Plusieurs autres accords de libre-échange sont en cours de négociation, notamment avec les États-Unis, l'Inde, le Canada, le Mexique, Israël, la Suisse et la Corée du Sud (Pickard 2022). À l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le pays s'efforce de « promouvoir des règles pour le commerce mondial qui soient alignées avec la carboneutralité et l'Accord de Paris » (HM Government 2022, 85), témoignant encore une fois de l'arrimage de son rôle d'État de commerce mondial à celui de bon citoyen du monde.

La performance commerciale du Royaume-Uni depuis sa sortie officielle de l'UE ne semble pas renverser la perception de la communauté internationale, pour qui, dès le départ, le Brexit représentait un geste de replis et non d'ouverture (Oppermann, Beasley, et Kaarbo

2020). Nonobstant le choc économique lié à la pandémie de Covid-19, les chiffres montrent en effet un Royaume-Uni moins commerçant et moins ouvert depuis le Brexit, alors que le commerce, l'immigration et les investissements directs étrangers ont tous reculé (Posen et Renglfo-Keller 2022). L'économie britannique termine l'année 2021 en tombant au 6^e rang mondial – déclassée par l'Inde (Nolsøe 2022) – et à la fin de l'année suivante, le FMI projette qu'elle sera la seule parmi les pays riches et émergents à contracter durant l'année 2023 (BBC News 2022).

Dans le contexte de la négociation de l'Accord de commerce et de coopération avec l'UE, l'insistance du gouvernement britannique à défendre sa souveraineté s'est fait « au prix de devoir accepter de nouvelles barrières au commerce auprès du plus gros marché pour le pays » (Ricketts 2021). Cette situation produit un effet similaire outre Atlantique, où, « en quittant l'UE, Johnson a accru l'indépendance économique du Royaume-Uni au détriment de son utilité économique pour les États-Unis » (Vinjamuri 2022). L'ouverture qu'avait initialement démontrée l'administration Trump à un traité de libre-échange s'est refermée avec l'arrivée de Joe Biden. Les négociations entamées en 2020 sont depuis restées en suspens (Congressional Research Service 2023). L'indépendance nouvelle offerte par le Brexit n'impressionne pas non plus du côté canadien. Aux yeux du premier ministre Trudeau, « le RU n'a pas eu à négocier d'accords commerciaux au cours des dernières décennies [...], il y a donc un enjeu de ne pas avoir la bande passante [*bandwidth*] au sein du gouvernement pour aller de l'avant » (Parker 2020). La perception est partagée en Amérique latine, qui voit certes un « regain de dynamisme en termes de promotion du commerce » de la part de Londres, mais constate son incapacité à être en mesure « de négocier des accords plus ambitieux »². La région de l'Indo-Pacifique semble par contre plus réceptive, en témoigne la rapidité avec laquelle les ententes avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et Singapour ont été conclues. Les négociations

² Entrevue avec un diplomate d'Amérique latine exprimant son opinion personnelle

avec l'Inde jouissent aussi d'une « dynamique "bonne et positive" » de part et d'autre (Cyrill 2023).

Le fait que le Royaume-Uni réussisse à signer des accords de commerce signifie que le rôle d'État de commerce mondial qu'il souhaite projeter n'est pas catégoriquement rejeté par la communauté internationale. Cependant, la signature d'accords est insuffisante en soi pour attester la crédibilité de la performance de ce rôle aux yeux de l'assistance internationale. À Singapour, la perception demeure celle que « le Brexit a été une erreur monumentale et qu'elle affaiblit les Britanniques [et rend] le Royaume-Uni moins intéressant comme partenaire »³. Les bénéfices marginaux qu'apporteront à l'économie britannique les nouveaux accords signés viennent aussi tempérer le succès de la performance du Royaume-Uni dans son rôle. Le gain estimé de 0,08% de PIB sur 15 ans de l'accord avec l'Australie compense difficilement la perte de 4% de croissance de PIB « à la suite de la décision du Royaume-Uni de conclure un accord de commerce et de coopération limité avec l'UE » (Niblett 2022, 35). D'autres estimations élèvent même le coût général du Brexit à 5,5 % du PIB britannique (Springford 2022; 2023). Sur le plan strictement commercial, le pays affiche en 2021 le taux de croissance commercial le plus bas de tous les pays du G20 (Hunsaker 2023). Ces estimations de performance économique, en eux-mêmes, peuvent difficilement favoriser une perception favorable de la part de la communauté internationale envers le rôle d'État de commerce mondial que souhaite projeter le Royaume-Uni.

Certains éléments incohérents dans les objectifs du Royaume-Uni contribuent par ailleurs à miner la crédibilité de sa performance. En priorisant son besoin d'affirmation de l'indépendance, le Royaume-Uni a non seulement participé à créer, comme nous l'avons mentionné, de nouvelles barrières avec l'UE, il aura en outre diminué son statut au sein de l'OMC. S'il est en effet « capable de prendre la parole et exposer sa propre position »,

³ Entrevue avec un diplomate français à Singapour

il occupe désormais une position de « second rang » au sein de l'organisation (Whale 2022). Par ailleurs, le type de souveraineté que cherchait à regagner le Royaume-Uni en se retirant de l'UE, à savoir un contrôle libre de toute interférence étrange dans les affaires de l'État, est fondamentalement incompatible avec la réalité d'un monde globalisé dans lequel règne un haut niveau d'interdépendance, que de nouveaux accords de libre-échange de fait qu'accentuent. Ainsi, en poursuivant le rôle d'État de commerce mondial, le « RU a échangé un type de contrainte à la souveraineté contre un autre » (Dalingwater 2021).

Un autre élément d'incohérence concerne la contradiction entre la façon dont le gouvernement britannique conçoit son rôle et la façon dont il l'exerce. Dans sa conception, le rôle d'État de commerce mondial est assujéti à celui de bon citoyen du monde. Dans la pratique cependant, « le Royaume-Uni n'a pas encore fait preuve d'une volonté particulière de conditionner son approche commerciale à des conditions qui donnent la priorité à la promotion des droits humains (ou d'ailleurs des droits politiques, environnementaux ou sociaux) en tant qu'élément clé de sa stratégie » (Hug et O'Shaughnessy 2021). Son « opportunisme » à tirer profit d'occasions favorables à sa politique commerciale l'a « conduit à mettre de côté l'engagement qu'il avait pris dans la Revue intégrée de soutenir une gouvernance démocratique respectueuse des droits humains » (Niblett 2022, 35), en témoigne les efforts du pays à entamer des négociations avec les pays du golfe Persique et la réticence de ses représentants à « froisser plusieurs dirigeants qui pourraient être autocratiques »⁴.

⁴ Entrevue avec une spécialiste des politiques de développement en Tanzanie.

3.3.4 Conclusion

Le rôle d'État de commerce mondial que projette le Royaume-Uni sur la scène internationale complète et supporte celui de bon citoyen du monde. Il permet aussi au gouvernement de faire valoir son indépendance dans un champ de compétence préalablement réservé à l'UE. Dans la pratique cependant, le Royaume-Uni peine à concilier ces différents objectifs depuis sa sortie officielle de l'UE. Son besoin d'affirmation d'indépendance participe à augmenter les barrières commerciales avec son plus gros voisin, alors que l'impératif de conclure de nouveaux accords ne lui permet pas de défendre activement ses valeurs de bon citoyen lors de négociation. S'il est effectivement en mesure de sécuriser plusieurs accords commerciaux avec d'anciens et nouveaux partenaires, le Royaume-Uni est en réalité perçu comme moins attrayant sur le plan commercial que lorsqu'il était encore dans l'Union. Cette perception est renforcée par les statistiques et les estimations négatives de performance économique post-Brexit, que ces nouveaux accords ne permettent pas de compenser.

3.4 Grande puissance

3.4.1 Définition

Depuis le Brexit, le Royaume-Uni se projette dans le rôle de grande puissance. Ce rôle se définit par la mise en valeur des capacités du pays sur les plans militaires, économiques et institutionnels (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020, 140) ainsi que de l'influence que ces capacités mobilisent auprès de la communauté internationale. Il combine des éléments de *hard* et de *soft power* et se déploie lui aussi à l'échelle globale. Il repose en outre sur l'indépendance de la mise en œuvre de la politique étrangère. Sur le plan conceptuel, ce rôle n'est pas rattaché à la défense de valeurs particulières, même si dans la pratique, comme nous le verrons, le Royaume-Uni conçoit son rôle de grande puissance principalement comme un véhicule permettant de mettre en œuvre celui de bon citoyen du monde.

3.4.2 Conception

Un premier élément de la conception du rôle de grande puissance renvoie à la valorisation des capacités matérielles du Royaume-Uni : le *hard power* et la puissance économique qui le supporte. Cinquième plus grande économie au monde au moment de sa publication (HM Government 2021, 9), l'Examen intégré évoque comment la politique étrangère du Royaume-Uni repose entre autres sur « la force de [son] économie » (ibid, 12). Abritant « le troisième plus grand nombre de licornes technologiques au monde », le gouvernement assure que le monde « reconnaît » que le Royaume-Uni « est une locomotive [*powerhouse*] économique » (Truss 2021). Engagé à demeurer « une puissance nucléaire à portée mondiale dotée de capacités militaires intégrées dans les cinq domaines opérationnels » (ibid, 7), le gouvernement vante sa « capacité à projeter une puissance militaire de pointe en appui à l'OTAN » (ibid, 5). Il souligne en ce sens que « de tous les alliés européens, [il apporte] la plus grande contribution à l'OTAN » (Johnson 2022b), dans laquelle il promet de continuer « d'être un membre dirigeant » (Raab 2020a). Le gouvernement affiche en outre sa volonté d'accroître ces capacités. Déjà établi à 2,2% du PIB (HM Government 2021, 4), le premier ministre Johnson prévoit que « le RU consacra probablement 2,5% de son PIB à la défense d'ici la fin de la décennie » (Johnson 2022e). Avec la Revue intégrée, son gouvernement présente « l'investissement le plus important dans [ses] forces armées depuis la guerre froide » (Johnson 2021a) ; investissement encouragé alors par le fait que le pays affiche en 2021 « la plus rapide croissance économique du G7 » (Johnson 2022d).

À l'expansion budgétaire de la défense se joint l'engagement de se doter de « forces armées [...] plus durablement engagées à travers le monde » (HM Government 2021, 22). Le Royaume-Uni souhaite notamment accroître sa présence militaire dans la région de l'Indopacifique, dans un « renversement de la politique de désengagement à l'est de Suez dans les années 1970, qui en est venu à incarner le retrait de la Grande-Bretagne de son

rôle de grande puissance » (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020, 140). En plus de vouloir faire du pays un « acteur significatif dans l'espace » (HM Government 2021, 21), le gouvernement souhaite aussi « faire de la science et des technologies une partie intégrante de [sa] politique de sécurité nationale et internationale, [afin de] renforcer la position du RU en tant que puissance mondiale de la science et des technologies ainsi qu'une cyberpuissance responsable » (Ibid, 18).

Un deuxième élément de la conception du rôle de grande puissance concerne la valorisation capacités immatérielles : le *soft power*. Il s'agit des nombreuses institutions culturelles, médiatiques, gouvernementales, scientifiques, qui participent à faire rayonner le Royaume-Uni et à lui donner un pouvoir d'attraction et d'influence à l'international. La Revue intégrée en donne ici un aperçu englobant.

Le Royaume-Uni s'est toujours classé parmi les trois premiers pays dans les indices qui mesurent le *soft power*. En 2020, le Royaume-Uni est arrivé en tête d'un sondage British Council/Ipsos MORI en tant que pays le plus attractif chez les jeunes à travers les pays du G20. Ces bons résultats s'appuient sur notre modèle de gouvernance démocratique, nos systèmes juridiques et notre héritage de *Common Law*, la monarchie, notre éducation de classe mondiale, nos institutions scientifiques et de recherche et nos organismes de création de normes, nos industries créatives et culturelles, notre secteur touristique, notre secteur sportif, l'importance et la diversité de notre diaspora et notre contribution au développement international (HM Government 2021, 49).

La combinaison du *hard* et du *soft power* britannique confère au Royaume-Uni le sentiment d'avoir « une influence sans égale dans le monde » (Truss 2021) ; influence qui est portée notamment par le « troisième plus gros [...] réseau diplomatique au monde » (Johnson 2020d) et transparaît par son « leadership dans le G7, le P5, l'OTAN et tous les autres forums dans lequel ce pays guide l'Occident » (Johnson 2021c). La capacité à établir des contacts avec un grand nombre d'États « démontre la portée mondiale de la diplomatie britannique et la valeur de [la présence du pays] aux plus hautes sphères du monde » (Johnson 2022i), ce qui lui permet de « jouer un rôle de meneur dans les cadres multilatéraux, d'influencer les décisions des autres et de contribuer à résoudre des problèmes qui nécessitent une approche globale » (HM Government 2022, 22).

Si le rôle de grande puissance continue à servir le besoin du Royaume-Uni d'éviter l'isolement (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020), il lui permet aussi d'affirmer son indépendance. Depuis la mise en oeuvre du Brexit, le gouvernement britannique fait valoir sa « voix forte et indépendante » (HM Government 2021, 17) qu'il peut désormais « affirmer [...] sur la scène internationale en occupant un siège indépendant dans les forums internationaux et en ayant la capacité d'être plus rapide que l'UE et d'aller plus loin sans avoir préalablement besoin de parvenir à un consensus » (HM Government 2022, 35).

Le rôle de grande puissance demeure par ailleurs assujéti à celui de bon citoyen du monde. Son statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies est conçu comme un outil lui permettant de « jouer un rôle plus actif dans le maintien d'un ordre international dans lequel les sociétés et les économies ouvertes continuent de prospérer et où les bénéfices de la prospérité sont partagés grâce au libre-échange » (HM Government 2021, 6). Le ministère de la Défense assure dans sa Revue son « adhésion au droit humanitaire dans nos propres opérations » et affirme vouloir « intégrer les lois, règles et normes internationales dans l'approche de la sécurité des partenaires par le biais du renforcement des capacités » (Ministry of Defence 2021, 8). Cherchant à devenir « l'une des principales cyberpuissances démocratiques du monde » (HM Government 2021, 7), il s'agit de « façonner les technologies émergentes dans le respect de la liberté et de l'ouverture » (Johnson 2021a).

3.4.3 Performance

Initialement, la pierre angulaire de la mise en scène du rôle de grande puissance du Royaume-Uni post-Brexit est son virage (*tilt*) vers l'Indopacifique. Sur le plan économique, la majorité des nouveaux accords commerciaux que signe le pays depuis sa sortie de l'UE sont localisés dans cette région (les principaux étant l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le

Japon, le PTPGP et Singapour). De nouveaux accords sont aussi conclus sur le plan militaire et stratégique. En 2021, le Royaume-Uni, l'Australie et les États-Unis dévoilent un partenariat de défense trilatéral (*AUKUS*), qui vise à doter l'Australie de sous-marins à propulsion nucléaire. Destinée à « préserver la sécurité et la stabilité dans l'Indopacifique », cette alliance offre selon Boris Johnson « une nouvelle occasion de renforcer la place de la Grande-Bretagne à la fine pointe de la science et de la technologie » (Johnson 2021e).

Cette même année, le Royaume-Uni devient un partenaire de dialogue officiel de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (Southgate 2023, 4) et s'entend avec l'Inde pour signer un partenariat stratégique global, qui souligne « leur engagement commun en faveur de la démocratie, des libertés fondamentales, du multilatéralisme et d'un ordre international fondé sur des règles » (FCDO et Prime Minister's Office 2021). Fin 2022, le Royaume-Uni, l'Italie et le Japon annoncent un programme conjoint de combat aérien global (*GCAP*), qui consiste à développer un avion de combat nouvelle génération pour le Japon (euronews 2022). Cette entente est suivie de près par l'Accord d'accès réciproque (*RAA*) entre Londres et Tokyo en janvier 2023 : un accord de défense « permettant aux forces des deux pays de planifier et d'exécuter des exercices et des déploiements militaires sur une échelle plus grande et plus complexe » (Johnson et Dominguez 2023).

Aux nouvelles ententes s'ajoute une présence physique accrue du Royaume-Uni dans la région est asiatique. En 2021, dans le cadre de la visite du Groupe d'attaque de porte-avion dirigé par le *HMS Queen Elizabeth* au Japon et en Corée du Sud, le gouvernement annonce le déploiement permanent de deux navires de guerre dans la région. Une manœuvre qui, pour le premier ministre Johnson, démontre que « le Royaume-Uni joue un rôle très important, avec ses amis et partenaires [...] dans la défense de l'État de droit, du système international fondé sur des règles dont nous dépendons tous » (Stashwick 2021). Pour le ministère de la Défense, « la capacité de déployer un [groupe d'attaque de porte-avion] souverain signale l'ambition mondiale et le leadership du Royaume-Uni en

tant que nation inclusive, ouverte sur le monde et libre-échangiste, affirmée dans la défense de ses valeurs et de ses intérêts, et en tant que porte-étendard des règles internationales » (Ministry of Defence 2021). Les forces armées britanniques participent aussi à plusieurs exercices militaires dans l'Indopacifique en 2022 (Ministry of Defence 2022; Royal Navy 2022). La mise en scène du rôle de grande puissance reflète donc directement, selon le gouvernement britannique, son rôle de bon citoyen du monde.

La projection de puissance du Royaume-Uni dans l'Indopacifique ne rencontre aucune de résistance particulièrement marquée de la part des membres significatifs de l'assistance internationale dans cette région. Leur perception quant à la taille de cette puissance et de l'impact concret qu'elle peut avoir sur les enjeux géostratégiques diverge cependant de la façon dont le rôle de grande puissance est conçu par le gouvernement. Premier pays à obtenir un statut de partenaire de dialogue avec l'ANASE depuis 25 ans (Southgate 2023, 4), ce geste témoigne en lui-même de l'ouverture de l'organisation à la présence du Royaume-Uni. Cette ouverture est supportée par ailleurs par un sentiment de confiance de plus en plus fort envers le Royaume-Uni en tant que partenaire stratégique fiable dans des sondages effectués auprès des pays de l'ANASE (Ibid, 1)⁵. Par contre, si la présence britannique est en effet perçue comme légitime en soi, comme dans le cas notamment à Singapour, ancienne colonie britannique, elle demeure au mieux celle d'un « partenaire junior dans une coalition dirigée par les Américains »⁶. Cette perception reflète donc assez faiblement l'image de *grande* puissance que souhaite faire valoir le Royaume-Uni, qui repose à l'inverse sur la conception de l'indépendance de sa politique étrangère.

En Europe, la guerre en Ukraine fournit l'occasion au Royaume-Uni de démontrer qu'il demeure engagé dans la région et permet d'aligner pleinement la performance de son

⁵ Sondages menés auprès de personnes issues des milieux académique, politique, du secteur privé et de la société civile. Encore absent de la sélection en 2020, le RU prends la sixième place en tant que « partenaire stratégique privilégié et de confiance » en 2021, puis monte à la 4e place en 2022 (Southgate 2023, 1). Le rapport de 2023 le ramène cependant à la 6^e position (Seah et al. 2023, 38).

⁶ Entrevue avec un diplomate français à Singapour

rôle de grande puissance avec celui de bon citoyen du monde. Pour le gouvernement britannique, le soutien à l'Ukraine relève plus que d'un simple positionnement stratégique vis-à-vis un rival, il s'agit de défendre « le bien contre le mal » (Johnson 2022e). Le « bien » réfère ici principalement à la démocratie, la liberté et l'autodétermination (Ibid), ces éléments fondamentaux du « complexe normatif » que défend, comme nous l'avons mentionné plus haut, le bon citoyen du monde. Le premier ministre Johnson évoque donc sa fierté d'avoir été « le premier pays européen à envoyer des armes défensives pour aider les Ukrainiens » (Johnson 2022d). De nombreux discours prononcés depuis le début du conflit par le premier ministre font état de l'ampleur de l'aide militaire envoyée à l'Ukraine, prenant soin de mentionner que le pays a « fourni plus d'armes que n'importe quel autre pays européen » (Johnson 2022k).

Dans le théâtre d'action européen, les membres de l'audience les plus significatifs semblent réceptifs au rôle de grande puissance que joue le Royaume-Uni depuis le Brexit. Principale concernée, l'Ukraine renvoie des signaux clairs qu'elle reconnaît la contribution des Britanniques à sa défense. Le président Zelenski a en effet « loué le premier ministre britannique Boris Johnson pour avoir "apporté plus d'aide" que d'autres dirigeants – et a condamné des membres de l'UE qui ont plus tardé à cesser d'acheter du pétrole et du gaz russe » (Casalicchio et Kijewski 2022). Dans un geste significatif sur le plan symbolique, le président Zelenski fait de Londres son premier arrêt lors de sa première visite en Europe depuis l'invasion de la Russie (Crisp 2023).

De façon générale, le statut britannique en matière de sécurité et de défense en Europe n'est pas fondamentalement affecté par le Brexit. Au sein de l'OTAN, le Royaume-Uni demeure « un des, sinon *le* plus influent des alliés » (Cladi 2023, italique d'origine). Selon un diplomate français interviewé, Londres démontre « une trajectoire de réinvestissement très importante » en matière de défense et « un succès d'alignement

entre les fins et les moyens » en ce qui a trait à la Russie⁷. La coopération avec la France au sein des Nations Unies et en matière de dissuasion nucléaire, par exemple, n'a « absolument pas été affecté par le Brexit »⁸. Malgré les dommages économiques causés par le Brexit, qui selon certaines estimations s'élève à 5,5 % du PIB en 2022 (Springford 2022), la puissance financière britannique demeure un aspect important de l'image qu'il projette sur la scène internationale⁹. Par ailleurs, les initiatives bilatérales et trilatérales en matière de sécurité menées par le Royaume-Uni dans la région européenne « ont été bien accueillies par les partenaires qui partagent les mêmes idées, comme en témoigne la récente dynamisation de la JEF [Joint Expeditionary Force] et du Northern Group » (Haugevik et Svendsen 2022).

En matière de *soft power*, le Royaume-Uni conserve un statut qui correspond à sa conception « *soft power superpower* » (HM Government 2021). Les éléments concrets de performance post-Brexit sont ici moins faciles à identifier. Parmi les facteurs qui lui confère ce statut, la langue anglaise et le droit commun (*common law*) sont « fondamentaux »¹⁰. Mais il s'agit en quelques sortes d'atouts passifs, qui n'ont pas à faire l'objet d'action particulière pour être valorisés. En revanche, le gouvernement effectue en 2020 « le plus important investissement dans la culture britannique jamais réalisé, [injectant] 1,57 milliard de livres sterling dans les industries artistiques, créatives et patrimoniales afin de les aider à surmonter la tempête liée à la Covid-19 et à maintenir et renforcer leur bonne réputation à l'internationale » (Clarke 2021). Sur le plan scientifique, la puissance du Royaume-Uni demeure « impressionnante »¹¹, mais n'affiche aucune progression particulière depuis le Brexit. L'augmentation des investissements dans ce secteur annoncée dans l'Examen intégré s'établit à un niveau inférieur à ce qu'il était

⁷ Interview avec un diplomate français à Londres

⁸ Ibid

⁹ Ibid

¹⁰ Ibid

¹¹ Ibid

avant le référendum et ne dépasse pas le niveau actuel de la moyenne de l'OCDE (Clarke 2021).

Certains développements récents, par ailleurs, risquent de fragiliser le capital élevé de *soft power* du Royaume-Uni. Tel que nous l'avons abordé dans la section portant sur le rôle de bon citoyen du monde, les coupes budgétaires à l'aide internationale, le resserrement des frontières ainsi que les lois adoptées qui portent atteinte à la démocratie et aux droits humains participent à un déclin de la réputation du pays en tant que « *thought leader* » (ICAI 2023, 27). L'incertitude qui persiste quant à la participation du Royaume-Uni au programme de coopération en matière de financement de la recherche Horizon Europe, pose par ailleurs un risque pour le secteur scientifique du Royaume-Uni (Clark 2023). Les années qui suivent le référendum en 2016 montrent en outre un déclin de l'étendue du réseau diplomatique du Royaume-Uni, tel que relevé dans l'Index global de la diplomatie du Lowy Institute (Clarke et Ramscar 2021, 398 Epub). Placé à la 11^e position au classement général en 2019, le pays remonte tout de même à la 7^e position au classement de 2021 (Lowy Institute, s. d.). Analysant les multiples dimensions du *soft power* britannique, Ramscar et Clarke concluent que dans l'ensemble, le Royaume-Uni maintient une position « généralement favorable » (2021, 407 Epub).

3.4.4 Conclusion

En conclusion, le rôle de grande puissance que projette le Royaume-Uni n'est pas rejeté complètement par la communauté internationale, mais sa perception n'est pas non plus en parfaite concordance avec la façon dont le gouvernement britannique le conçoit pour lui-même. Par ailleurs, cette perception varie en fonction du théâtre d'action dans lequel le rôle est mis en scène. Dans l'Asie pacifique, le Royaume-Uni est au mieux perçu comme une puissance « moyenne »¹² qui « n'a plus le poids géopolitique et militaire nécessaire

¹² Entrevue avec un diplomate français à Singapour

pour modifier l'équilibre des forces dans la région » (Crabtree 2023). En Europe, la guerre en Ukraine a fourni un contexte favorable pour que la projection de puissance de la Grande-Bretagne soit reconnue comme telle par les membres de l'audience. Le pays garde un niveau d'influence élevé au sein de l'OTAN et la coopération avec ses alliés régionaux demeure forte. Le *soft power* britannique, enfin, continue de participer à maintenir une bonne réputation pour le Royaume-Uni, malgré que des perturbations récentes posent un risque pour sa pérennité. Dans l'ensemble, notre analyse suggère que le rôle de grande puissance que cherche à jouer le Royaume-Uni depuis le Brexit n'est pas aussi « indisponible » que ce que prévoient Oppermann, Beasley et Karboo (2020, 141); la communauté internationale ne le rejette pas de façon catégorique. Mais l'espace accordé par celle-ci pour accepter pleinement la projection de ce rôle demeure limité et dépend du contexte dans lequel il est mis en scène.

3.5 Fidèle allié des États-Unis

3.5.1 Définition

Depuis le Brexit, le Royaume-Uni se projette aussi dans le rôle de fidèle allié des États-Unis. Ayant quitté l'Union européenne, le gouvernement britannique identifie les États-Unis comme son partenaire principal. Il mise sur un rapprochement avec ce dernier sur les plans économiques et stratégiques. Ce rôle s'appuie sur un historique de proximité entre les deux États, dont la relation est depuis longtemps qualifiée de « spéciale » (Haugevik 2018). Le rôle de fidèle allié implique des attentes en termes de soutien envers les politiques prises par l'allié en question sur différents enjeux de politique internationale (Holsti 1970, 267).

3.5.2 Conception

Pour le gouvernement britannique, il ne fait aucun doute que les États-Unis demeurent sa « sa relation bilatérale la plus importante » (HM Government 2021, 60). Au lendemain

de sa sortie officielle de l'UE, le gouvernement britannique cherche activement à « renforcer [ses] liens commerciaux historiques » (Raab 2020a). Les États-Unis apparaissent comme le candidat de premier plan, qui, selon le secrétaire aux affaires étrangères, attendent « "au pas de la porte, le stylo à la main" prêts à signer un accord » (Ibid). L'impopularité au Royaume-Uni du président Trump et les divergences de positions sur certains enjeux internationaux entre Londres et Washington (Mix 2021, 15) n'ébranlent pas la conviction du premier ministre Johnson, qui souhaite « aller de l'avant avec nos amis américains » et implore « aux anti-Américains [...] de grandir et de se ressaisir », insistant sur le fait que les États-Unis « achètent un cinquième de tous ce que [le pays] exporte » (Johnson 2020c).

Outre la relation économique, « les États-Unis seront notre plus grand allié et un partenaire particulièrement rapproché en matière de renseignement de défense et de sécurité » (Johnson 2020c). Un alignement stratégique se dessine sur plusieurs enjeux de politique mondiale. Les dirigeants britanniques affirment se « [tenir] d'épaule à épaule » (Raab 2021b) avec les États-Unis, notamment en ce qui a trait à l'Iran, l'Afghanistan et la Russie. Il en va de même pour la situation à Taïwan où « la seule façon d'aller de l'avant est de continuer à soutenir le leadership mondial des États-Unis » (Johnson 2021d). Avec l'arrivée de Joe Biden à la présidence américaine, la conception du rôle de fidèle allié devient aussi un véhicule permettant de mettre de l'avant le celui de bon citoyen du monde. Saluant le nouveau dynamisme américain en matière de défense des valeurs libérales, le secrétaire aux affaires étrangères Dominic Raab souligne leur « engagement commun à défendre les sociétés ouvertes, la démocratie et les droits humains » (Raab 2021b) dès les premiers contacts avec la nouvelle administration.

3.5.3 Performance

La mise en scène du rôle de fidèle allié des États-Unis repose, d'une part, sur un rapprochement économique, incarné par un potentiel accord de libre-échange entre les

deux pays. Dès 2020, avant même que sa relation commerciale avec l'UE soit établie, le Royaume-Unis amorce plusieurs rondes de négociations avec les États-Unis (Akthar, Fefer, et Schwarzenberg 2022). Sur le plan stratégique, d'autre part, un premier signe de rapprochement se manifeste alors que Boris Johnson, à contrario de sa prédécesseure, choisit d'appuyer la position américaine au Moyen-Orient, sur la question notamment du transfert de la capitale israélienne de Tel-Aviv à Jérusalem (Mix 2021, 15). Un autre geste de rapprochement concerne le changement de posture vis-à-vis de la Chine. Alors que le gouvernement britannique se qualifiait lui-même de « meilleur partenaire de la Chine en Occident », celui-ci fait « volte-face » dans un contexte d'accroissement des tensions entre la Chine et les États-Unis (Garets Geddes 2020). D'abord ouvert à l'implantation de l'infrastructure numérique 5G par la compagnie chinoise Huawei, le premier ministre Johnson finit ensuite par se plier aux pressions du président Trump et décide de bannir Huawei du réseau britannique (Leoni 2022). Le partenariat de défense AUKUS, signé avec l'Australie et les États-Unis en 2021, ainsi que le déploiement dans l'Asie pacifique du Groupe d'attaque dirigé par le *HMS Queen Elizabeth*, joint par une flotte d'avions de chasse F-35B américains participe à démontrer la coordination stratégique des deux alliés dans la région. Pour le gouvernement britannique, le partenariat AUKUS « ouvre une nouvelle ère audacieuse dans notre longue histoire commune » (Truss 2022a). Le déploiement du groupe d'attaque, lui, « incarne la force de nos liens bilatéraux et reflète la profondeur et l'étendue de ce partenariat vital en matière de défense et de sécurité » (Ben Wallace, dans Eckstein 2021).

La projection du rôle de fidèle allié des États-Unis est dans l'ensemble acceptée par l'assistance internationale, qui perçoit le Royaume-Uni comme étant bel et bien de plus en plus aligné sur son allié américain. Mais la proximité de cette relation est parfois remise en cause et fluctue selon les contextes. Au départ, l'administration Trump reçoit positivement la projection de fidèle allié du Royaume-Uni. Le président lui-même affiche son soutien au Brexit et est favorable à la conclusion d'un accord de libre-échange (Mix 2021, 15). L'arrivée au pouvoir du président Biden change le ton, alors que ce dernier,

connu pour s'être positionné contre le Brexit, décide de mettre les négociations sur pause (Congressional Research Service 2023). Le président est par la suite ouvertement sceptique envers les manœuvres politiques du gouvernement britannique sur la question de l'Irlande du Nord, alors que le premier ministre Johnson menace de déroger unilatéralement de l'entente conclue avec l'UE en 2019. Lorsque les tensions montent entre Londres et Bruxelles, les États-Unis soutiennent la position de l'UE (Boffey et Walker 2021).

Malgré ces écueils, le président Biden envoie plusieurs signaux indiquant que la relation entre les États-Unis et la Grande-Bretagne demeure solide. Lorsqu'il entre en poste à la Maison-Blanche, son premier appel téléphonique vers l'Europe est réservé au premier ministre Johnson. Un geste interprété par les médias comme étant en soi un « *boost* » pour la relation bilatérale (Hope et al. 2021). Lors de sa visite au Royaume-Uni dans le cadre du G7, le président réitère vouloir « affirmer la relation spéciale entre nos deux nations ». Dans la négociation du partenariat AUKUS, l'apport du premier ministre Johnson est souligné par des responsables américains qui lui reconnaissent « avoir joué le rôle crucial d'intermédiaire » (Stewart et Sabbagh 2021) entre les États-Unis et l'Australie.

Le blocage qui persiste du côté des négociations pour un accord de libre-échange n'empêche pas les deux dirigeants de signer une « Nouvelle Charte de l'Atlantique », dans laquelle ils s'engagent « à défendre les principes, les valeurs et les institutions de la démocratie et des sociétés ouvertes » ainsi qu'à « poursuivre l'établissement d'une économie mondiale inclusive, équitable, respectueuse du climat, durable et fondée sur des règles » (Biden et Johnson 2021). Les deux États s'unissent ainsi « autour d'un programme axé sur des valeurs partagées, un sens commun de l'action mondiale et la volonté d'utiliser la puissance militaire et des sanctions ciblées pour dissuader les rivaux géopolitiques » (Vinjamuri et Kundnani 2021). Ce nouvel axe d'alignement, s'il fait obstacle au rôle d'État de commerce mondial par le refus américain de poursuivre les

négociations pour un accord commercial, renforce celui de bon citoyen du monde. Le « réseau de la liberté » que cherche à promouvoir la ministre des Affaires étrangères Liz Truss fait lui-même écho à « la volonté de M. Biden d'aider la démocratie mondiale dans sa lutte contre l'autoritarisme » (Vinjamuri 2022).

Le théâtre géopolitique démontre l'aspect fluctuant du degré de proximité qui existe entre les États-Unis et le Royaume-Uni. Au printemps 2021, le président Biden annonce son intention de retirer toutes les troupes américaines d'Afghanistan avant le 11 septembre. Cette annonce « prise sans concertation avec ses alliés, [renforce] les doutes sur l'état de la "relation spéciale" anglo-américaine » (Harrois 2021). Cet épisode témoigne de la difficulté de concilier, dans le cas présent, le besoin d'affirmation d'indépendance avec celui de fidèle allié, alors que premier ministre Johnson « est forcé de suivre » l'initiative de son homologue américain (Vinjamuri 2022). Mais ce sentiment « d'abandon »¹³ que vivent les Britanniques est compensé, quelques semaines après la fin de l'opération, avec la signature du partenariat AUKUS. La perception de l'état de la relation passe ainsi rapidement de « l'effondrement total » à « une grande avancée » (Thomas Wright, dans Smith 2021). Si l'impact réel que représente AUKUS peut cependant faire débat, le caractère « spécial » de la relation anglo-américaine post-Brexit se confirme surtout avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022¹⁴. Les deux États coordonnent alors leur réponse sous forme d'aide financière et militaire à l'Ukraine ainsi que des rondes successives de sanctions économiques contre la Russie. Dans ce contexte, « les relations entre les États-Unis et le Royaume-Uni sont solides et encore plus viables après l'invasion de l'Ukraine par la Russie », déclare le ministre de la Défense Lloyd Austin III lors d'une rencontre bilatérale (Garamone 2022).

¹³ Entrevue avec un diplomate français à Londres

¹⁴ Ibid

3.5.4 Conclusion

Oppermann, Beasley et Kaarbo entrevoyaient que pour le Royaume-Uni, le rôle de fidèle allié des États-Unis pourrait constituer « le chemin de la résistance la plus faible » (2020, 145). Si le niveau de résistance est finalement moins faible que ce que laissait présager les premières années qui ont suivi le référendum, ce rôle demeure dans l'ensemble accessible pour le Royaume-Uni depuis la mise en oeuvre du Brexit. Avec l'administration Biden, ce rôle peut en outre servir de véhicule pour mettre en scène le rôle principal de bon citoyen du monde que souhaite projeter le Royaume-Uni. L'asymétrie de la relation bilatérale rend cependant difficile la conciliation entre le rôle de fidèle allié et le besoin d'affirmation de l'indépendance que souhaite également projeter la Grande-Bretagne dans sa politique étrangère.

3.6 Partenaire régional de l'Union européenne

3.6.1 Définition

Malgré son départ de l'Union, le Royaume-Uni se projette aussi dans le rôle de partenaire régional de l'Union européenne. Ce rôle réfère, dans la typologie de Holsti, à celui de « collaborateur d'un sous-système régional » (1970, 265). Il implique le maintien d'un lien de coopération solide et englobant entre le Royaume-Uni et l'UE, qui touche tous les secteurs d'activité (économiques, sécuritaires, culturels, etc.). Contrairement à la majorité des rôles précédents, celui de partenaire régional n'implique pas de prétention au leadership auprès de la communauté régionale, mais fait valoir son intention de préserver des relations harmonieuses sur une base réciproque et égalitaire, entre deux entités souveraines. Le rôle de partenaire régional, qui plus est, n'implique pas un alignement systématique sur les positions et les stratégies politiques de l'UE, comme c'est le cas que pour le rôle de fidèle allié.

3.6.2 Conception

La conception du gouvernement britannique de son rôle de partenaire régional de l'Union européenne connaît une évolution particulière depuis le Brexit. Suite au référendum et durant le mandat de Theresa May, le besoin d'éviter que le Brexit soit perçu comme de l'isolement était l'objectif principal de la nouvelle orientation de sa politique étrangère (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020). Conséquemment, le gouvernement envoyait des signaux clairs que le Royaume-Uni « quittait l'UE, mais ne quittait pas l'Europe »¹⁵. Depuis la mise en oeuvre du Brexit en 2020 et avec l'arrivée de Boris Johnson à la tête du gouvernement, la priorité de la politique étrangère britannique est désormais l'affirmation de l'indépendance. Une collaboration trop serrée avec l'UE devient alors moins compatible (Whyte 2022). Par ailleurs ce dernier ayant dès le départ milité pour un Brexit plus « dur » que ce que proposait sa prédécesseure, la conception du rôle de partenaire régional de l'UE, sans complètement disparaître, devient un peu plus édulcorée durant son mandat.

Le principe qui guide la nouvelle conception du rôle de partenaire régional de l'UE est donc l'affirmation de l'indépendance. « Le gouvernement souhaite voir des relations futures fondées sur une coopération amicale entre des États souverains égaux » (Johnson 2020b). La Revue intégrée réitère cet élément : « en tant que nation européenne, nous entretiendrons des relations constructives et productives avec nos voisins de l'Union européenne, fondées sur le respect mutuel de la souveraineté et de la liberté du Royaume-Uni de faire les choses différemment » (HM Government 2021, 6). Si le gouvernement britannique demeure donc « profondément investi dans la sécurité et la prospérité de l'Europe », il insiste sur le fait que la collaboration avec l'UE se fera uniquement là où leurs « intérêts coïncident » (Ibid, 21).

¹⁵ Paraphrase du discours de Theresa May « We are leaving the European Union but we are not leaving Europe » (cité dans Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020, 141)

La rupture entre la conception du rôle de partenaire régional de Theresa May et celle de Boris Johnson est particulièrement apparente en ce qui a trait au futur de la relation RU-UE en matière de sécurité et de défense. Sous Theresa May, le gouvernement manifestait son intention de conclure une « "nouvelle alliance" et un "nouveau et audacieux partenariat stratégique" avec l'UE » (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020, 142). Sous Boris Johnson, toute perspective de rapprochement stratégique formalisée par un partenariat en matière de sécurité et de défense disparaît de la table de négociation de l'Accord de retrait (Martill et Sus 2022). Le premier ministre maintient que « l'engagement de la Grande-Bretagne en faveur de la sécurité de notre foyer européen restera inconditionnel et inébranlable » (B. Johnson 2021a), mais précise que « la coopération en matière d'affaires étrangères et de questions connexes [...] ne nécessite pas en soi un cadre institutionnel commun » (B. Johnson 2020b).

3.6.3 Performance

Dans la présente section, la façon dont nous présentons la performance du rôle de partenaire régional de l'UE diffère de la façon dont nous avons présenté la performance des autres rôles mis en scène par le Royaume-Uni. Au lieu d'une performance « positive », où le gouvernement tente de faire valoir son rôle auprès de l'assistance internationale, nous assistons à une performance « négative », où le gouvernement semble plutôt délibérément se désinvestir de son rôle. Les éléments de performance identifiés servent donc à faire la démonstration de ce désinvestissement.

Il importe ici de souligner que les premiers gestes de distanciation de la part du Royaume-Uni vis-à-vis de son rôle de partenaire régional précèdent la sortie officielle de l'UE en 2020. Dès que Boris Johnson arrive à la tête du gouvernement en 2019, il opte pour une tactique de négociation plus dure avec l'UE, en faisant miroiter plus sérieusement la possibilité d'un départ sans accord (Maher et Hodson 2019). En choisissant de prioriser la plus grande liberté possible sur la réglementation dans la négociation, au détriment d'une

relation plus étroite avec l'UE, les paramètres d'un éventuel accord de retrait se rapprochent, en définitive, de la situation qui prévaudrait sans accord (Institute for Government 2019).

La distanciation avec l'UE mise en scène par le gouvernement britannique se poursuit durant la période de transition en 2020, alors que les deux parties négocient ce qui deviendra l'Accord de commerce et de coopération (ACC). Contrairement à ce qui était indiqué dans la déclaration politique du 17 octobre 2019 – et toujours dans une logique de primauté accordée à la souveraineté – le gouvernement britannique cherche à retirer une clause « guillotine » mise de l'avant par l'UE qui prévoit la suspension de la coopération policière et judiciaire en matière pénale si le Royaume-Uni venait à déroger de la Convention européenne des droits de l'Homme (Moxham et Garner 2020). Il en va de même pour le rôle que doit jouer la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans l'arbitrage des différends futurs entre le RU et l'UE. Là où, dans la déclaration politique, il était évoqué que la CJUE agirait comme « le seul arbitraire du droit de l'Union », le gouvernement britannique demande finalement, lors de la première ronde négociation pour l'ACC, « qu'aucun mécanisme de résolution de différends ne devrait impliquer cette Cour » (Leruth 2020). Un autre revirement concerne la coopération en matière de politique étrangère de sécurité et de défense. Alors que la déclaration politique de 2019 indiquait une intention contraire, le gouvernement britannique refuse finalement d'inclure ces secteurs dans les négociations avec l'UE (R. G. Whitman 2020).

Le désinvestissement du rôle de partenaire régional continue de se manifester dans la façon dont le Brexit est mis en œuvre. Au lendemain de sa sortie officielle, le gouvernement britannique persiste dans sa décision de ne pas accorder à l'ambassadeur de l'UE et à son équipe un statut diplomatique complet, sous prétexte que ce statut doit être réservé aux représentants d'États, malgré le fait que ce statut lui soit accordé par 142 États (Wintour et Boffey 2021). Un autre épisode de friction émerge en 2021 alors que le Royaume-Uni refuse d'accorder certaines licences de pêche à des navires de l'UE

(principalement français), qui réclament leur droit de pêcher dans les eaux britanniques conformément à ce qui est conclu dans l'Accord de commerce et de coopération (Bouzar 2021). La situation escalade en véritable crise diplomatique entre la France et la Grande-Bretagne. Le choix du gouvernement britannique de quitter le programme d'échange étudiant Erasmus et son refus de mettre en place des programmes permettant aux musiciens de faire des tournées en sol britannique sans visas (Cardwell 2021) participent la performance « négative » du rôle de partenaire au profit de faire valoir son besoin d'affirmation d'indépendance.

Les signes de distanciation les plus marqués qu'envoie le Royaume-Uni concernent la situation en Irlande du Nord. Avant même la fin de la période de transition, la loi sur les marchés intérieurs présentée en septembre 2020 au parlement britannique cause une première onde de choc dans la relation RU-UE post-Brexit. Cette loi vise essentiellement à encadrer les règles du commerce interne au Royaume-Uni lorsque la période de transition sera terminée, mais elle ouvre la porte à une violation de l'Accord de retrait signé avec l'UE l'année précédente en ce qui a trait aux échanges avec l'Irlande du Nord ; une violation « limitée et spécifique », admet lui-même un représentant du gouvernement (Hogarth 2020). La loi est par la suite modifiée par le gouvernement britannique, mais en 2021, un enjeu similaire refait surface alors que ce dernier menace de déroger unilatéralement de certaines dispositions contenues dans le Protocole sur l'Irlande du Nord, qui est une partie intégrante de l'Accord de retrait (Cameron 2021). Malgré la tenue de nouvelles rencontres entre Londres et Bruxelles afin de trouver une solution, le différend se poursuit en 2022 avec l'introduction d'une autre loi par le gouvernement britannique qui propose d'amender unilatéralement le protocole d'Irlande du Nord (European Commission 2022).

Du côté de l'Union européenne, la performance du Royaume-Uni est perçue comme telle : un abandon de toute prétention à jouer un rôle de partenaire régional significatif. Même si les difficultés que causerait le « divorce » étaient anticipées, les membres de l'UE voient

dans le comportement du gouvernement britannique « un choix clair d'ajouter de la distance »¹⁶. Le désengagement envers l'UE sur une éventuelle coopération en matière de sécurité et de défense transparaît dans la publication de la Revue intégrée en 2021, qui selon des diplomates européens laisse « un trou en forme d'Europe »¹⁷. L'épisode du statut diplomatique au lendemain de la sortie officielle envoie par ailleurs « un signal qui n'est pas amical » (Josep Borell, cité dans Cardwell 2021) ; des officiels de l'UE y voient un geste « mesquin » de la part du Royaume-Uni (Dettmer 2021). Les tensions fréquentes sur la question de l'Irlande du Nord effritent le lien de confiance entre les deux voisins. Aux yeux de l'UE, le manque de volonté du Royaume-Uni de « s'engager sincèrement » dans la résolution de l'impasse est « décevant » (Maroš Šefčovič, cité dans Cameron 2021). À plusieurs reprises, l'UE décide d'entamer formellement des procédures d'infraction en réponse aux projets de loi déposés par le gouvernement britannique qui vont à l'encontre des ententes convenues (European Commission 2020; 2022). Pour le ministre des Affaires étrangères irlandais, l'UE « ne peut simplement pas faire confiance » au Royaume-Uni dans sa gestion du protocole de l'Irlande du Nord (Simon Coveney, cité dans Kenny 2021).

3.6.4 Conclusion

L'arrivée de Boris Johnson à la tête du gouvernement britannique marque un changement radical dans la conception et la performance du rôle de partenaire régional de l'Union européenne que souhaite projeter le Royaume-Uni depuis le Brexit. La primauté que le premier ministre accorde à l'affirmation d'indépendance le mène à préférer une rupture plus franche avec le bloc continental que ce que préconisait Theresa May. Cette rupture prouvera cependant être de courte durée, puisqu'elle disparaît avec le départ de Boris Johnson à la fin de l'été 2022. Malgré les épisodes de tensions que nous avons soulevés dans cette section, les intérêts fondamentaux de Londres et de Bruxelles demeurent

¹⁶ Entrevue avec une diplomate de l'UE

¹⁷ Ibid

similaires en plusieurs points, notamment dû à leur adhésion aux valeurs et institution de l'ordre international libéral (Lehne 2021). L'invasion de l'Ukraine offre une première occasion de rappeler cette proximité et permet dès lors une coopération et une coordination plus serrée entre les Britanniques et les Européens¹⁸. Comme nous le verrons plus loin, l'administration de Rishi Sunak marque un changement drastique avec l'approche de Boris Johnson en ce qui a trait à la relation avec l'UE. Ce dernier manifeste une volonté marquée de rebâtir une relation de confiance (Kellner 2023) et à mettre en scène un véritable rôle de partenaire régional de l'Union européenne.

3.7 Leader du Commonwealth

3.7.1 Définition

Depuis le Brexit, le Royaume-Uni cherche aussi à projeter le rôle de leader du Commonwealth. En quittant l'UE, le gouvernement britannique considère le Commonwealth comme autre bon un point de départ idéal pour forger de nouveaux partenariats qui ne se limitent pas au continent européen. Il s'agit de raviver les relations avec ses anciennes colonies et de faire du Commonwealth « une plaque tournante pour élargir les relations diplomatiques et économiques de la Grande-Bretagne » (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020, 142). Selon la typologie de Holsti, ce rôle se rapproche le plus de celui de « leader régional », qui « réfère aux devoirs ou aux responsabilités spéciales qu'un gouvernement s'attribue dans ses relations avec les États d'une région particulière à laquelle il s'identifie » (1970, 261). Dans le cas présent, la région en question n'est pas tant géographique que culturelle et historique. Affiliée à l'idée de Commonwealth est celle « d'Anglosphère », un regroupement moins formel et moins explicitement défini, qui renvoie à la communauté de pays anglophones qui partagent certaines traditions culturelles et politiques, notamment leur attachement aux valeurs libérales. Ce

¹⁸ Entrevue avec une diplomate de l'UE

regroupement réfère généralement plus spécifiquement aux cinq pays membres des « *Five-Eyes* » que sont le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis (Mycock et Wellings 2017).

3.7.2 Conception

Désormais formellement sorti de l'UE, le Royaume-Uni souhaite aller « à la rencontre du reste du Commonwealth » afin de renouer avec « nos anciens amis et partenaires » comme « l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande – auxquels nous avons délibérément tourné le dos au début des années 1970 » (B. Johnson 2020c). Le Commonwealth est présenté comme une alternative à l'UE sur le plan commercial. Puisque le groupe abrite « certains des marchés dont la croissance est la plus rapide au monde », le Royaume-Uni peut « mobiliser la souveraineté qu'il a regagnée pour signer des accords de libre-échange ou des partenariats économiques avec le plus grand nombre possible de pays du Commonwealth » (B. Johnson 2022g). Dans l'Examen intégré, l'organisation est présentée comme

une institution importante qui soutient un ordre international ouvert et résilient, rassemblant des États ayant un intérêt national à promouvoir la démocratie, à soutenir les libertés individuelles, à favoriser le développement durable et à permettre les échanges transfrontaliers de biens et de services qui soutiennent la croissance économique (HM Government 2021, 61-62).

La revue stratégique reconnaît aussi, de façon implicite, l'importance de sa relation avec « l'Anglosphère », soulignant « [l']histoire et les valeurs partagées, ainsi que les connexions de personne-à-personne » (Ibid, 61) que le pays entretient avec le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie spécifiquement. Le passage souligne aussi comment le gouvernement « continue de travailler bilatéralement avec tous les trois sur des enjeux de politique étrangère et de sécurité, de renseignement, de l'application du droit et de la défense » ainsi qu'avec les États-Unis « à travers [le] partenariat unique et très précieux des *Five Eyes* » (Ibid).

Un peu comme avec le rôle de partenaire régional de l'UE, cependant, le rôle de leader du Commonwealth perd en importance dans la conception de rôles nationaux britanniques suite à la mise en œuvre du Brexit. Les références se font rares dans les discours du gouvernement et servent surtout à présenter le Commonwealth comme un véhicule permettant de soutenir la mise en œuvre des autres rôles nationaux que poursuit le Royaume-Uni. En insistant sur le potentiel commercial de ses membres ainsi que de l'attachement de l'organisation à la défense de l'ordre international libéral, le rôle de leader du Commonwealth permet de faire valoir les rôles d'État de commerce mondial et de bon citoyen du monde. L'aspect « leadership » est par ailleurs largement absent du discours du gouvernement, même s'il transparaît parfois de façon tacite. Le rôle de chef que joue le monarque britannique en est un bon exemple : « Sa Majesté la reine », souligne Boris Johnson lors de la rencontre des chefs de gouvernement du Commonwealth de 2022, « incarne tout ce qui nous rassemble » (B. Johnson 2022h).

3.7.3 Performance

À l'instar du rôle de partenaire régional de l'UE, le gouvernement britannique semble se désinvestir de son rôle de leader du Commonwealth à la suite de la mise en œuvre du Brexit. Par contre, ce désinvestissement s'observe moins par une performance « négative » que par une « absence » de performance. Le gouvernement n'est pas activement en train de se distancer du Commonwealth, comme il le fait avec l'UE, mais il présente rarement ses actions dans le cadre d'une contribution à la revitalisation du Commonwealth. Les nouveaux accords de libre-échange rapidement signés avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, la grande importance accordée aux négociations avec l'Inde ou encore la signature du partenariat AUKUS pourraient, par exemple, être analysés dans le cadre d'une performance du rôle de leader du Commonwealth. Cependant, puisque le gouvernement lui-même ne relie pas ces événements avec le Commonwealth, notamment parce qu'il les associe à ses autres rôles, il est difficile de les considérer comme des éléments de performance de leader du Commonwealth.

Depuis le Brexit, le gouvernement n'a pas augmenté son financement au Commonwealth, préférant traiter avec les pays membres sur une base bilatérale. « En comparaison avec les largesses du gouvernement français à l'égard de la Francophonie, le soutien du gouvernement britannique semble décidément bien maigre et dépourvu de vision stratégique » (Onslow 2022). À l'exception d'une « première déclaration commune des 54 membres du Commonwealth au Conseil des droits de l'homme à Genève, rappelant [leur] "fière histoire d'action pour renforcer la bonne gouvernance et l'État de droit" » (B. Johnson 2022g) mise de l'avant par le Royaume-Uni lorsqu'il occupait la présidence de l'organisation en 2020, le rôle de leader du Commonwealth n'est donc pas mis en scène de façon très proactive par le gouvernement britannique.

Au sein du Commonwealth, la position de leader de la Grande-Bretagne n'est pas en soi remise en cause ; cette position n'étant « une question ni de choix ni de sélection, mais un dictat imposé par l'histoire » (Femi Otubanjo, cité dans Baru, Robertson, et Otubanjo 2023). Cependant, la revitalisation de ce rôle à quelque chose de plus significatif qu'une relique historique demeure largement indisponible pour le Royaume-Uni. Son leadership « naturel » ne se traduit pas nécessairement en une capacité d'influence réelle auprès de l'organisation. L'incapacité du gouvernement britannique à faire approuver le candidat qu'il supportait lors de la dernière élection d'un secrétaire général en témoigne (Onslow 2022). Par ailleurs, la rhétorique politique qui accompagne la projection d'un tel rôle national pour la Grande-Bretagne évoque une connotation néocoloniale reçue froidement par certains membres (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020, 143). En 2022, une tournée de la famille royale dans les Caraïbes afin de célébrer le jubilé platine de la reine donne lieu à plusieurs démonstrations de protestation à leur rencontre et témoigne de la volonté de certains États à se distancer davantage de leurs liens avec leur ancien colonisateur, et non de s'en rapprocher (Hall et Gentleman 2022).

La disponibilité du rôle est limitée même là où le passé colonial n'est pas un obstacle. Plusieurs îles du Pacifique conservent en effet une image positive de leur lien avec la famille royale britannique, mais leurs gouvernements demeurent conscients que l'UE, et non le Royaume-Uni, est plus en mesure de leur offrir certains avantages diplomatiques et économiques (Rodd 2020). Par ailleurs, pour les pays membres à plus faible revenu, d'autres acteurs que le Royaume-Uni, comme la Chine, sont mieux placés pour combler leurs besoins élevés en matière d'aide au développement (Gidney 2021); un secteur qui, nous le rappelons, a subi des coupes budgétaires significatives du côté britannique depuis la mise en œuvre du Brexit.

La priorité qu'accorde le Royaume-Uni à son rôle de bon citoyen du monde rend encore plus difficile la revitalisation de son rôle de leader du Commonwealth. La promotion des valeurs associées à l'ordre mondial libéral ne résonne pas toujours positivement auprès des pays membres appartenant notamment au « Sud global » et tous les membres ne partagent pas la même vision des enjeux de politique mondiale. À titre d'exemple, neuf membres du Commonwealth se sont abstenus de condamner la Russie pour son invasion de l'Ukraine lors du vote aux Nations unies en 2022. La controverse entourant le choix du Rwanda comme hôte de la rencontre des chefs de gouvernement du Commonwealth de 2022, malgré le penchant autoritariste du président Kagame (McIntyre 2022), témoigne aussi de la difficulté de concilier le rôle de bon citoyen du monde avec celui de leader du Commonwealth.

3.7.4 Conclusion

Depuis la mise en œuvre du Brexit, le Royaume-Uni continue de se projeter dans le rôle de leader du Commonwealth, bien que de façon plus adoucie qu'auparavant. Le gouvernement fait peu, en discours comme en actions, pour démontrer son leadership auprès de l'organisation. Une performance plus proactive de son rôle ne signifierait pas pour autant que l'assistance, ici les membres du Commonwealth, l'accepterait comme tel.

L'héritage colonial, la perte d'importance du pays sur le plan économique suite au Brexit par rapport à d'autres acteurs et la diversité des membres quant à leurs positions politiques rendent difficile toute tentative de revitalisation de cette organisation. Certes, l'adhésion en 2022 de deux nouveaux membres qui n'ont aucune relation historique avec le Royaume-Uni, le Gabon et le Togo, laisse croire que le Commonwealth garde une certaine pertinence aux yeux de certains États. Cependant, cette adhésion reflète plus un besoin pour le Togo et le Gabon de se distancer de la France (Melly 2022) qu'elle renvoie à une campagne réussie de mise en valeur de l'organisation par le Royaume-Uni. L'absence des chefs de gouvernements de cinq membres – l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, l'Afrique du Sud et le Pakistan – à la rencontre de Kigali en 2022 (McIntyre 2022) donne un indice plus saillant du faible niveau d'importance accordée à l'organisation par quelques-uns de ses membres les plus importants.

4 Discussion

Au regard de l'analyse effectuée dans le chapitre précédent, nous pouvons désormais apporter certains éléments de réponse à notre question de recherche qui, nous le rappelons, comporte deux objectifs. Le premier est de dresser un portrait de l'évolution de la politique étrangère britannique depuis le Brexit. Bien que le point de départ temporel de notre analyse empirique soit la mise en oeuvre du Brexit en 2020, nous souhaitons présenter ce portrait en continuité avec la période qui suit le référendum de 2016, analysée par l'article de Kay Oppermann, Ryan et Beasley et Juliet Kaarbo (2020). Nous présentons ensuite, pour répondre à notre deuxième objectif, des éléments explicatifs quant à la direction qu'a prise la politique étrangère britannique depuis le Brexit. Informés par la théorie des rôles, nous proposons notre propre contribution aux débats théoriques en Relations internationales qui s'intéressent à élucider les origines du comportement des États. Nous terminons la section avec une réflexion critique sur le travail de recherche que nous avons effectué.

4.1 Portrait de la politique étrangère britannique depuis le Brexit

4.1.1 Premier acte : l'après-référendum

L'analyse menée par Oppermann, Beasley et Kaarbo des premières années qui ont suivi le référendum sur le Brexit identifie cinq conceptions de rôles nationaux pour la nouvelle politique étrangère britannique : État de commerce mondial, grande puissance, fidèle allié des États-Unis, partenaire régional de l'Union européenne et leader du Commonwealth. Dans un contexte où le Brexit en lui-même est largement interprété par la communauté internationale comme un geste isolationniste, ces rôles sont conçus principalement dans l'objectif de contrer cette perception et de projeter, au contraire, un Royaume-Uni ouvert sur le monde. Cependant, les auteurs concluent que :

les conflits de rôles entre les conceptions britanniques de leurs propres rôles et les attentes internationales à l'égard de la Grande-Bretagne, ainsi que les tensions et les incohérences entre les différents rôles que la Grande-Bretagne cherche à jouer, ont

non seulement accru l'incertitude, mais peuvent également contribuer à la dérive non désirée de la Grande-Bretagne vers un plus grand isolationnisme (2020, 134).

À la veille de la mise en œuvre du Brexit, le portrait est donc celui d'une politique étrangère caractérisée par de l'incohérence d'une part et, d'autre part, un manque de crédibilité face à la communauté internationale, qui dans l'ensemble rejette les nouveaux rôles projetés par le Royaume-Uni. En raison de la posture favorable du président Trump envers le Brexit, les auteurs entrevoient malgré tout une ouverture possible pour le rôle de fidèle allié des États-Unis qui correspondrait au « chemin de la plus faible résistance » (Ibid, 145). Au reste, « les conflits de rôles de la Grande-Bretagne demeurent largement non résolus » au terme de ce premier « acte » dans la « pièce du Brexit » (Ibid, 146).

4.1.2 Deuxième acte : l'après-sortie

Notre analyse des trois premières années qui suivent la mise en œuvre du Brexit identifie dans l'ensemble les mêmes conceptions de rôles nationaux que pour la période précédente, à l'exception du rôle de bon citoyen du monde. Selon nous, ce rôle représente non seulement une catégorie à part entière sur le plan conceptuel, il constitue l'orientation principale de la politique étrangère britannique durant cette période, autour de laquelle les autres rôles sont assujettis. Cette nouvelle orientation s'accompagne d'un changement dans l'objectif plus général qui relie les conceptions de rôles entre eux. Une fois la mise en œuvre du Brexit achevée, au lieu de se concentrer à éviter l'isolement, les rôles nationaux que projette le gouvernement britannique servent désormais surtout à affirmer l'indépendance du Royaume-Uni auprès de l'assistance internationale. Bien que l'objectif précédent n'ait pas complètement disparu, ce changement d'insistance témoigne du fait que le processus de socialisation identifié par Oppermann, Beasley et Kaarbo par lequel la communauté internationale attribue le rôle d'État isolé au Royaume-Uni s'est estompé.

Le fait de s'être orienté autour d'un rôle prédominant ne permet pas cependant à la Grande-Bretagne de régler ses conflits de rôles. L'incohérence et le manque de crédibilité continuent de caractériser sa politique étrangère suite à la mise en œuvre du Brexit. L'aspect incohérent, qui dérive des conflits inter-rôles, s'exprime notamment dans l'incompatibilité entre la conception du rôle de fidèle allié des États-Unis et l'objectif de poursuivre une politique étrangère axée sur l'affirmation de l'indépendance. En outre, des contradictions apparaissent dans la façon dont le Royaume-Uni met en scène ses différents rôles. Par exemple, si le rôle d'État de commerce mondial et celui de bon citoyen du monde ne sont pas incompatibles en soi, ils peuvent dans la pratique être difficiles à concilier. Le gouvernement britannique a en effet échoué à simultanément promouvoir les valeurs libérales comme la démocratie, les libertés individuelles et les droits humains tout en négociant des ententes commerciales avec des pays qui n'adhèrent pas à ces valeurs.

Le manque de crédibilité provient quant à lui de la discordance entre la conception et la performance, soit l'écart de perception entre le gouvernement britannique et la communauté internationale à propos des rôles qu'incarne réellement le Royaume-Uni sur la scène internationale. À quelques exceptions près, le gouvernement britannique n'a dans l'ensemble pas réussi à livrer une performance de rôles crédible aux yeux de la communauté internationale depuis la mise en œuvre du Brexit. Cependant, en prenant soin d'analyser cette performance en fonction des différents théâtres d'action et membres significatifs de l'assistance, le portrait apparaît plus nuancé que la situation qui prévaut dans l'analyse de Oppermann, Beasley et Kaarbo. Le rôle d'État de commerce mondial demeure certes largement rejeté par la communauté internationale ; les nombreuses ententes commerciales que réussit à conclure la Grande-Bretagne depuis sa sortie officielle n'étant pas suffisantes pour renverser les dommages causés par le Brexit. Par contre, certaines facettes du rôle de bon citoyen du monde ont été mieux acceptées que d'autres, notamment celles portant sur le leadership environnemental et la santé mondiale, à contrario de celles portant sur la défense des droits humains et de la

démocratie. Il en va de même pour le rôle de grande puissance, qui depuis la guerre en Ukraine est mieux acceptée sur le théâtre européen qu'il ne l'est dans celui de l'indopacifique, où le Royaume-Uni est plutôt perçu comme un « partenaire junior dans une coalition dirigée par les Américains »¹⁹ que comme une grande puissance. D'ailleurs, malgré certains écueils, le rôle de fidèle allié des États-Unis est quant à lui généralement accepté, même si les bases de la relation anglo-américaine sont différentes sous l'administration Biden qu'elles ne les étaient sous celle de Donald Trump.

En définitive, le portrait de la politique étrangère britannique depuis la mise en œuvre du Brexit demeure marqué par l'incohérence et le manque de crédibilité ; la crise de rôles qu'avaient diagnostiquée Oppermann, Beasley et Kaarbo (2020) pour la période précédente n'est toujours pas résolue. Conformément à ce que les auteurs avaient anticipé, le rôle de fidèle allié des États-Unis semble être le rôle le plus accessible pour le Royaume-Uni. Cependant, nous constatons que le pays ne se fait pas pour autant systématiquement attribuer un rôle d'isolé par la communauté internationale. L'acceptation de certains des rôles – ou de certaines parties des rôles – que projette le Royaume-Uni dépend fortement du contexte géopolitique du moment et fluctue entre les différents membres de l'assistance. Il importe par ailleurs de considérer la dynamique d'acceptation ou de rejet en termes relatifs et non en termes absolus. Si le Royaume-Uni peine en effet à faire accepter son rôle d'État de commerce mondial, par exemple, ce dernier n'est pas complètement rejeté par la communauté internationale, avec qui le pays a tout de même réussi à signer plusieurs ententes commerciales. Il en va de même pour le rôle de bon citoyen du monde. Le manque d'exemplarité en matière de défense des droits humains et de la démocratie du gouvernement britannique n'est pas suffisant pour faire basculer complètement la perception de la communauté internationale à son égard. Le rejet d'un rôle ne se traduit pas automatiquement par l'attribution d'un rôle opposé,

¹⁹ Entrevue avec un diplomate français à Singapour

en l'occurrence celui d'État isolé. L'incapacité à faire accepter un rôle traduit par contre un manque de crédibilité, ce qui peut amener l'acteur à modifier la conception de ses rôles ou à des relations conflictuelles avec les membres de l'assistance (Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020, 146).

4.2 Contribution théorique: expliquer le comportement des États

Lorsque nous avons présenté la théorie des rôles au début de ce mémoire, nous avons évoqué comment ses capacités descriptives, organisationnelles et explicatives rendent cette théorie particulièrement utile pour répondre à notre question de recherche. Dans la première partie de ce chapitre, nous nous sommes concentrés sur l'aspect descriptif, mobilisant les concepts de conception, de performance et de conflits de rôles afin de dresser un portrait mis à jour de la politique étrangère britannique depuis le Brexit. Le reste de cette section mobilise les aspects explicatifs et organisationnels de la théorie des rôles afin d'adresser notre deuxième objectif, qui est d'apporter des éléments d'explication à ce portrait. Nous ne prétendons pas ici être en mesure de fournir des explications complètes pour chaque événement. Nous souhaitons seulement illustrer le type de contribution que peut apporter la théorie des rôles aux débats théoriques en Relations internationales qui s'intéressent à comprendre les origines du comportement des États.

4.2.1 Rôles nationaux et réalisme

L'un des aspects du portrait que nous avons dressé de la politique étrangère britannique depuis le Brexit est celui de la performance des rôles nationaux du Royaume-Uni. À titre de rappel, la performance renvoie aux « attitudes, [aux] décisions et [aux] actions que les gouvernements prennent pour mettre en œuvre leurs conceptions de rôles nationaux » (Holsti 1970, 240). Le concept de performance de rôles renvoie donc directement à celui plus fréquemment utilisé dans la discipline des Relations internationales de

comportement. Comme nous l'avons mentionné, la valeur explicative de la théorie des rôles repose entre autres sur « sa capacité à s'adapter et à s'intégrer à d'autres approches théoriques » (Wehner 2020, 363). Par conséquent, nous proposons, comme premier élément de réponse à notre deuxième objectif de recherche, d'analyser un aspect du comportement du Royaume-Uni depuis le Brexit qui intègre la théorie des rôles à une autre approche de la discipline. En analysant le « virage vers l'Indopacifique », nous souhaitons démontrer comment une lecture réaliste offre une réponse pertinente, mais incomplète, que la théorie des rôles permet de compléter.

Pour courant réaliste, le comportement des États est principalement guidé par l'intérêt national, qui fondamentalement réfère au besoin qu'ont les États à assurer leur propre sécurité dans un système international où le risque de guerre est considéré comme permanent (Waltz 1979). Afin d'assurer leur propre sécurité, les États doivent se doter de capacités militaires, idéalement supérieures à celles des autres, un objectif qui dépend en retour de leurs capacités économiques. Dans un contexte de ressources limitées, les gouvernements doivent faire des choix stratégiques qui impliquent des compromis. Augmenter le budget militaire peut occasionner des coupes dans d'autres types de services essentiels à la population. Afin de réduire les coûts, un État peut choisir de former des alliances avec d'autres États. Ces compromis stratégiques doivent être constamment revus en fonction des fluctuations dans les capacités économiques de l'État ainsi que dans le niveau des menaces qui caractérise l'environnement international (Walt 1987). Les dirigeants étant par ailleurs considérés comme des acteurs rationnels, le comportement des États est en ce sens *structuré* par les contraintes matérielles qui émanent à la fois du système international (le niveau des menaces) et de l'État lui-même (ses propres capacités). Les décisions prises par les dirigeants reflètent ce qu'ils croient être l'allocation la plus efficace des ressources disponibles dans le but de se protéger contre ce qu'ils considèrent être les menaces les plus importantes à leur sécurité.

Si l'approche réaliste permet de comprendre le contexte contraignant dans lequel les dirigeants doivent prendre des décisions, elle occulte une étape importante qui relie les facteurs matériels à la prise de décision concrète. En effet, les contraintes matérielles qui s'imposent aux dirigeants réfèrent à des concepts complexes qui doivent d'abord être interprétés avant de se traduire en action. Même en acceptant la prémisse de la rationalité des dirigeants et de la sécurité comme étant l'objectif principal de l'action étatique, l'identification des menaces à cette sécurité et des réponses appropriées pour s'en protéger relève de processus interprétatifs qui n'ont rien d'automatique. Les menaces à la sécurité peuvent en effet prendre plusieurs formes et sont parfois moins directes qu'une attaque imminente à l'intégrité territoriale intentée par un autre État. Pour qu'une menace soit identifiée comme telle par les dirigeants, ceux-ci doivent au préalable avoir une certaine *conception* de la chose qui est menacée, en l'occurrence l'État. En cherchant à identifier ces *conceptions* – sous la forme de rôles nationaux – qu'ont les dirigeants à propos de l'État qu'ils représentent, la théorie des rôles permet ainsi de s'intégrer au courant réaliste en comblant un de ses angles morts, à savoir la relation entre les contraintes matérielles structurelles et la prise de décision.

Le « virage vers l'Indopacifique » opéré par le Royaume-Uni depuis le Brexit illustre cette relation. Conformément à la logique réaliste, le gouvernement britannique ayant identifié la montée en puissance de la Chine comme une nouvelle menace à sa sécurité économique (HM Government 2021, 62), il décide d'augmenter sa présence militaire dans la région afin de mitiger cette menace. La réponse à cette menace que les dirigeants britanniques jugent appropriée en fonction des ressources qu'ils ont à leur disposition se matérialise notamment par l'envoi dans l'Indopacifique du groupe d'attaque de porte-avion dirigé par le Queen Elizabeth, que nous avons mentionné au chapitre 3, ainsi que par le déploiement permanent de deux patrouilleurs océaniques (*offshore patrol vessels*) dans cette région, le HMS Tamar et le HMS Spey, une première depuis plus de deux décennies (N. Smith 2022). Or, autant le fait d'avoir identifié la Chine comme une menace que celui de déployer des ressources militaires dans cette région sont des décisions qui

s'appuient sur des conceptions de rôles nationaux particulières pour le Royaume-Uni. Confronté à des conditions systémiques et à des contraintes matérielles similaires, un gouvernement avec des conceptions de rôles nationaux différentes pourrait potentiellement mener à un comportement étatique différent.

Le « virage vers l'Indopacifique » – et les prises de décisions qui lui sont rattachées – n'est cohérent que dans le contexte où le gouvernement britannique conçoit la Grande-Bretagne comme un « bon citoyen du monde », un « État de commerce mondial » et un « fidèle allié des États-Unis ». En effet, la Chine ne pose une menace au Royaume-Uni qu'à travers son opposition aux valeurs associées à l'ordre international libéral ; ces valeurs, nous le rappelons, font partie intégrante de l'identité du « bon citoyen du monde ». Plus précisément, il s'agit de mettre en lumière les violations des droits humains que commet le régime chinois envers les communautés ouïghoures dans la région du Xinjiang (Al Jazeera 2021), de ses attaques à l'État de droit et aux libertés individuelles commises à Hong Kong (James 2023) ainsi que de son refus de se conformer au droit international par rapport à ses revendications territoriales en mer de Chine méridionale. Par ailleurs, ces revendications représentent, aux yeux du gouvernement britannique, « un "point d'étranglement" qui pourrait menacer la dépendance du Royaume-Uni à l'égard du commerce d'exportation après le Brexit » (Dixon 2021), ce qui renvoie directement à sa conception « d'État de commerce mondial ». Enfin, le changement de ton vis-à-vis de la Chine coïncide avec un durcissement de la position américaine à son égard. L'adoption d'une attitude plus conflictuelle face à la Chine s'est en partie faite sous la pression des États-Unis (Leoni 2022), ce qui reflète la conception de « fidèle allié » du gouvernement britannique.

En analysant les décisions que le gouvernement considère comme une réponse appropriée à la menace qu'il a identifiée, nous pouvons illustrer encore plus en détail notre argument, qui stipule que les contraintes matérielles et structurelles qui s'imposent aux dirigeants n'influencent leur comportement que sur la base des rôles nationaux que

ceux-ci conçoivent pour l'État qu'ils représentent. Par exemple, la décision de déployer en permanence deux patrouilleurs océaniques dans l'Indopacifique afin de mitiger la menace que pose la Chine au commerce maritime dans cette région implique que ces mêmes patrouilleurs ne pourront plus effectuer leurs opérations sur le littoral britannique afin de mitiger d'autres types de menaces à ses activités économiques côtières, notamment la pêche et l'extraction de ressources énergétiques²⁰.

Or, selon un diplomate français établi à Londres et spécialiste des enjeux de sécurité maritime, en tant que pays importateur net, l'économie du Royaume-Uni dépend beaucoup plus de ses activités littorales que de ses exportations commerciales, d'autant plus que la capacité qu'ont deux patrouilleurs à assurer la liberté de navigation de façon efficace face à la Chine paraît incertaine. La décision du gouvernement britannique d'allouer une partie de ses ressources militaires limitées à la protection des voies maritimes internationales plutôt qu'à la protection de ses activités économiques le long de sa propre côte est donc un témoignage concret de l'influence que joue la conception du rôle « d'État de commerce mondial » sur le comportement du Royaume-Uni ; une conception qui par ailleurs n'était pas partagée par le département du transport ainsi que le *Home Office* impliqués dans cette décision, qui, contrairement au *MOD* au *FCO*, auraient préféré garder les deux vaisseaux patrouilleurs dans la Manche²¹.

En conclusion, l'exemple du « virage vers l'Indopacifique » du Royaume-Uni depuis le Brexit illustre comment la théorie des rôles peut s'intégrer à une autre approche théorique comme réalisme afin d'expliquer le comportement des États. Cependant, si les conceptions de rôles nationaux permettent d'expliquer pourquoi certaines décisions sont prises au détriment des autres options disponibles, encore faut-il expliquer pourquoi ces

²⁰ Entrevue avec un diplomate français établi à Londres, expert sur les enjeux de sécurité maritime.

²¹ Ibid

conceptions de rôles en particulier ont été sélectionnées, au détriment des autres rôles disponibles.

4.2.2 Rôles nationaux et les niveaux d'analyse

Comme nous l'avons évoqué au chapitre 1, en plus de pouvoir s'intégrer à d'autres approches, la théorie des rôles peut en outre relier différents niveaux d'analyses (Wehner 2020, 363). Le concept de rôle national se situe en effet à la confluence des trois niveaux d'analyses que sont le système international, l'État et l'individu, traditionnellement mobilisés de façon séparée par la discipline des Relations internationales. Au niveau systémique, les rôles nationaux relèvent du processus de socialisation avec des membres significatifs de l'assistance, qui communiquent leur attentes à propos du comportement qu'ils lui jugent approprié d'adopter (Thies 2012; Oppermann, Beasley, et Kaarbo 2020). Au niveau étatique, les rôles nationaux sont les « produits historiques » d'une réflexion collective à propos de l'identité nationale qui ont un impact direct sur les préférences d'un État ; ils balisent le champ du possible pour la politique étrangère (Krotz 2002). Au niveau individuel, enfin, les rôles nationaux sont le produit de l'interprétation que font les dirigeants à la fois des attentes communiquées par l'assistance internationale, que de l'identité nationale ; les rôles composent le « récit dominant » à propos de cette identité, dont les dirigeants sont les principaux « narrateurs » (Wehner 2020) et ceux-ci conservent une certaine marge de manœuvre quant à la façon de raconter ce récit (Wehner et Thies 2021). En nous intéressant à la façon dont ces différents facteurs affectent la conception des rôles nationaux britanniques depuis le Brexit, nous pourrions simultanément apporter un deuxième élément de réponse à notre deuxième objectif de recherche – celui d'expliquer le portrait de politique étrangère que nous avons dressé – et approfondir notre contribution théorique à la littérature en Relations internationales.

4.2.2.1 Le niveaux systémique

Le niveau d'analyse systémique renvoie à la façon dont les interactions entre les unités d'un système structurent le comportement des unités, indépendamment leur caractéristiques et de leurs intentions respectives. Autrement dit, les décisions de politique étrangère sont « influencées par la présence même d'autres États ainsi que par les interactions avec eux » (Waltz 1979, 65). Le processus de conception des rôles nationaux pour un État n'échappe pas à cette réalité. Dans le cas présent, la nature des interactions entre le Royaume-Uni et les membres significatifs de la communauté internationale influence sa propre conception de rôles nationaux. Durant la période qui précède la mise en œuvre du Brexit, « la priorité du gouvernement britannique sur la scène internationale était d'éviter de se faire socialiser dans le rôle d'isolé » (Oppermann, Beasley et Kaarbo 2020, 137). Ses conceptions de rôles nationaux reflétaient sa tentative d'offrir « un contre-récit internationaliste pour dissiper l'idée que la Grande-Bretagne se dirigeait vers l'isolationnisme » (ibid). Ainsi, l'orientation principale de la politique étrangère britannique post-Brexit s'est construite dès le départ sur la base de ses interactions avec la communauté internationale.

Depuis la mise en œuvre du Brexit, nous avons observé certains changements dans les conceptions de rôles nationaux du Royaume-Uni qui relèvent, selon nous, d'une logique similaire. Le désinvestissement des rôles de partenaire régional de l'UE ainsi que de leader du Commonwealth s'explique en partie du fait que les membres significatifs de la communauté internationale auxquels ces rôles se rattachent ont dans l'ensemble rejeté ces rôles que tentait de projeter le Royaume-Uni. Dans le premier cas, la distance qui s'est creusée entre le Royaume-Uni et l'UE résulte en partie du processus de négociation de l'accord de retrait en lui-même. L'incapacité des deux parties à conclure une entente sur la collaboration en matière de défense et de sécurité en témoigne, alors que les deux côtés avaient initialement manifesté leur intérêt en faveur d'une telle entente (Martill et Sus 2022). La nature conflictuelle de leur interaction aura produit un effet structurant sur le comportement le Royaume-Uni, qui finit par abandonner graduellement son rôle de

partenaire régional. Le même mécanisme s'applique pour le rôle de leader du Commonwealth, où l'incapacité du gouvernement britannique à revaloriser l'organisation auprès de ces membres mène ce dernier, malgré ses intentions initiales, à se désinvestir de ce rôle.

Ainsi, la conception de rôles nationaux est influencée par les interactions entre les États au niveau du système international. Si nous souhaitons expliquer de façon plus approfondie les raisons pour lesquelles le Royaume-Uni a échoué à faire valoir ces rôles auprès de l'assistance internationale, nous pourrions encore une fois combiner la théorie des rôles à d'autres approches théoriques systémiques. Conformément au courant réaliste, le phénomène de socialisation peut, par exemple, être conditionné par le niveau de puissance relatif des membres significatifs de l'assistance (Thies 2012). L'incapacité du Royaume-Uni à faire accepter ses rôles auprès de l'assistance relève potentiellement du fait que le pays a vu sa puissance diminuée depuis le Brexit. Les rôles nationaux, cependant, ne sont pas uniquement conçus de façon exogène par le phénomène de socialisation. Les attentes communiquées par l'assistance se construisent elles-mêmes sur la base de ses interactions avec un acteur qui leur propose sa propre interprétation des rôles qu'il souhaite incarner. La sélection de ces rôles émane donc en partie d'un processus endogène, qui relève du niveau d'analyse étatique.

4.2.2.2 Le niveau étatique

Au niveau étatique, les attributs, les intentions et les préférences des États sont « pris au sérieux » (Moravscik 1997). Le comportement des États est ici considéré comme étant principalement influencé par la « configuration des préférences », qui relève, entre autres choses, de facteurs sociaux idéationnels tels que l'identité collective (ibid). Les conceptions de rôles nationaux sont des expressions particulières de cette identité, qui « prescrivent » et « proscrivent » les actions à entreprendre (Krotz 2002, s.p.) pour répondre aux enjeux de politique étrangère. En tant « qu'ensembles de comportements

appropriés », les rôles nationaux sont ce qui permet aux États « d'affirmer leur identité » sur la scène internationale (McCourt 2012, 370-371). Les différents individus et groupes qui composent l'État interprètent de façons différentes les implications, en termes de rôles nationaux, qu'impose cette identité sur la politique étrangère ; le processus de conception de rôles demeure en ce sens régulièrement contesté (Cantir et Kaarbo 2016). Malgré tout, l'identité agit comme une contrainte sur les options de rôles disponibles pour un gouvernement. Pour demeurer légitime, un gouvernement se doit de proposer des conceptions de rôles nationaux qui résonnent auprès des groupes et des individus sur lesquels il dépend pour rester en place. Ainsi, pour reprendre la métaphore théâtrale, nonobstant les perceptions provenant des membres de l'assistance, un acteur doit au minimum faire valoir ses rôles auprès des membres de la production.

Ici, établir la façon dont les conceptions de rôles du gouvernement britannique depuis le Brexit se relie à l'identité du Royaume-Uni serait un exercice interprétatif qui dépasse de beaucoup le cadre de ce mémoire, car cela impliquerait d'abord de nous prononcer sur ce que constitue l'identité du Royaume-Uni alors que notre recherche ne nous a pas suffisamment informés sur cet aspect. Malgré tout, il est possible d'illustrer, à travers des éléments de discours que nous avons analysés, comment les dirigeants cherchent à ancrer leurs conceptions de rôles nationaux dans ce qu'ils jugent être l'identité nationale. La projection des rôles de bon citoyen du monde et d'État de commerce mondial, par exemple, cherche à s'ancrer dans la continuité avec les rôles « traditionnels » qu'a joués le Royaume à travers son histoire. Dans sa « mission historique en tant que force pour le bien » (B. Johnson 2021a), le gouvernement britannique souhaite défendre ces « choses qui nous définissent en tant que nation – notre société ouverte et notre économie fondée sur les valeurs démocratiques » (HM Government 2021, 17). Le Brexit lui offre l'occasion de se réaffirmer en tant que « nation de commerce maritime » (HM Government 2021, 7) ; il s'agit du « moment pour nous de penser à notre passé et de monter d'un cran à nouveau, de retrouver l'esprit de ces ancêtres marins [...], dont les exploits n'ont pas

seulement apporté des richesses, mais quelque chose d'encore plus important, à savoir une perspective mondiale » (B. Johnson 2020c).

En outre, si nous avons illustré le lien positif entre l'identité et les conceptions de rôles nationaux, il est possible d'en illustrer le lien négatif. Toutes les options de rôles ne sont pas disponibles pour un Royaume-Uni qui cherche à redéfinir ses rôles sur la scène internationale, sur la base d'une incompatibilité fondamentale avec son identité. Il serait en effet difficile de concevoir un rôle d'État révolutionnaire ou révisionniste pour le Royaume-Uni, alors que le pays s'est historiquement attaché à l'ordre international libéral, dont il est un pionnier (Ikenberry 2011; Wright 2020). Ainsi, en plus d'être influencé par les attentes et les perceptions de l'assistance internationale, un gouvernement est contraint par des structures sociales à l'interne, comme l'identité, pour concevoir ses rôles nationaux. En combinant ici une recherche approfondie sur l'identité nationale du Royaume-Uni tel que mené par Srdjan Vucetic (2021) avec la théorie des rôles, il serait possible de mieux comprendre l'origine des conceptions de rôles nationales actuelles du pays. Cependant, comme nous l'avons souligné plus haut, les facteurs systémiques et étatiques n'ont pas un impact direct et automatique sur les individus responsables de prendre les décisions ; ils doivent préalablement être interprétés d'une certaine façon par ces derniers et les choix qu'ils décident de faire sur la base de cette interprétation relèvent en retour de facteurs qui se situent au niveau d'analyse individuel.

4.2.2.3 Le niveau individuel

Le niveau d'analyse individuel s'intéresse aux différents processus par lesquels les dirigeants traitent imparfaitement l'information qui émane de l'environnement contraignant dans lequel ils doivent prendre des décisions (Breuning 2019). Bien que la théorie des rôles se soit dès le départ intéressée à analyser la politique étrangère à travers la perspective des dirigeants (ibid), ceux-ci n'ont généralement été considérés qu'en tant que « voix » de l'État. Ils « verbalisent les rôles au nom de l'État, mais il n'y a pas de

considération pour leur propre agentivité dans le choix ou la mise en scène des rôles » (Wehner et Thies 2021, 1427). De plus récents développements dans la théorie des rôles cherchent à combler cette lacune, afin de mieux rendre compte la façon dont les agents – et leurs limitations particulières à traiter l'information – ont la capacité d'affecter, voire de transformer les structures qui s'imposent à eux au niveau étatique et systémique (Thies 2017).

Ainsi, lorsqu'un nouveau dirigeant arrive au pouvoir, il hérite d'un ensemble de rôles nationaux laissés derrière par ses prédécesseurs. En tant que chef de gouvernement, il doit se confronter aux pressions, sous forme d'attentes, provenant à la fois des membres de l'assistance nationale que de l'assistance internationale. Or, la façon dont le dirigeant choisit de répondre à ces différentes contraintes relève de sa propre agentivité. Il peut choisir de conserver l'ensemble de rôles tel quel, le conserver, tout en modifiant certains aspects, ou encore le changer en ajoutant ou en abandonnant certains rôles (Wehner et Thies 2021). Notons qu'un dirigeant qui opte pour la continuité ne traduit pas de la soumission passive d'un agent aux structures qui s'imposent à lui, tout comme le fait d'opter pour le changement ne témoigne pas d'une absence d'influence exercée par ces structures sur l'agent. La continuité peut être le résultat d'un choix stratégique conscient, ou encore refléter un style de leadership particulier qui prend racine dans les traits de caractères individuels du dirigeant (Hermann 1980). Le changement, en retour, n'est possible qu'à l'intérieur du cadre imposé par les structures. Comme nous l'avons déjà souligné, *tous* les rôles ne sont pas accessibles à *tous* moments pour un dirigeant qui souhaite rompre avec certaines traditions de politique étrangère.

Depuis le référendum sur le Brexit, le gouvernement britannique a été dirigé par quatre premiers ministres différents. À chaque transition, il est possible d'identifier certains éléments de continuité et de changement dans les conceptions de rôles nationaux du Royaume-Uni. Comme notre analyse l'a démontré, les conceptions de rôles nationaux qui caractérisent l'administration de Theresa May sont dans l'ensemble repris par

l'administration de Boris Johnson. Cependant, la transformation du sens accordé au slogan « *Global Britain* » évoque une modification importante. Principalement mobilisé afin de mettre en valeur le rôle d'État de commerce mondial sous Theresa May, le slogan est utilisé sous Boris Johnson également afin de promouvoir le nouveau rôle de bon citoyen du monde, qui devient par ailleurs le rôle national prioritaire. En tant que tel, le fait que le Royaume-Uni défende l'ordre international libéral et les valeurs qui lui sont associées n'est pas une rupture avec la tradition de politique étrangère du pays (Raines 2019) ; c'est la façon d'interpréter cette tradition et de la mettre en scène, sous la forme d'un rôle national prioritaire à forte teneur idéologique, qui détonne avec le passé et marque un changement. Le passage du besoin d'éviter l'isolement à celui de l'affirmation de l'indépendance du gouvernement de Boris Johnson marque un autre élément de démarcation avec sa prédécesseure. Cette nouvelle insistance sur l'indépendance le mène par ailleurs à abandonner, de façon à peine voilée, le rôle de partenaire régional de l'UE. Or, nonobstant le bref épisode de l'administration Truss, l'arrivée de Rishi Sunak renverse cette situation, alors qu'il réinvestit rapidement le rôle de partenaire régional (Matthijs 2023).

À première vue, ces modifications semblent difficiles à expliquer sans la prendre en compte de facteurs individuels. Dans le contexte spécifique de l'abandon du rôle de partenaire régional, puis de sa reprise subséquente, aucun changement drastique – tant au niveau systémique qu'au niveau étatique – ne peut justifier par lui-même la dynamique de va et viens dans la relation RU-UE qui caractérise la période d'après Brexit. Si la guerre en Ukraine pouvait offrir intuitivement l'occasion d'un rapprochement durant les derniers mois de l'administration Johnson, ce dernier utilise plutôt cet événement comme moyen de réaffirmer l'indépendance du Royaume-Uni vis-à-vis de l'UE (Taylor 2022). Le renversement de situation opéré par Rishi Sunak témoigne ainsi de l'influence que peut avoir les facteurs individuels dans la prise de décision en matière de politique étrangère, notamment le fait d'opter pour la continuité ou le changement dans la conception des rôles nationaux. En combinant ici la théorie des rôles à une approche centrée sur l'analyse

du leadership, il serait donc possible de mettre en lumière le fait que les traits de caractère, les capacités cognitives, ou autres types d'attributs individuels particuliers à un chef de gouvernement participent aussi à expliquer le comportement des États sur la scène internationale (Wehner et Thies 2021).

Pour conclure, en explorant brièvement le potentiel des capacités explicatives et organisationnelles de la théorie des rôles, nous sommes en mesure de fournir des pistes de réponses pertinentes à notre deuxième objectif de recherche, qui est d'apporter des éléments d'explication au portrait de la politique étrangère britannique d'après Brexit que nous avons dressé et qui constitue notre premier objectif. En intégrant la théorie des rôles à d'autres courant théoriques, comme le réalisme, nous pouvons mieux comprendre l'origines de certaines décisions et stratégies prises par le gouvernement britannique, notamment « son virage vers l'Indopacifique ». De plus, en élaborant sur la façon dont le concept de rôle national permet de relier les trois niveaux d'analyses typiquement utilisés par la discipline des Relations internationales, nous pouvons comprendre les multiples mécanismes systémiques, étatiques et individuels qui affectent les conceptions de rôles nationaux actuelles du Royaume-Uni. Notons que chacun de ces éléments de réponse à notre deuxième objectif représentent plus des propositions de recherche que de véritables réponses ; chaque élément pouvant en soi faire l'objet d'un mémoire complet, nous nous sommes contentés de survoler les multiples potentiels d'application de la théorie des rôles au sein des débats en Relations internationales qui s'intéressent à comprendre le comportement des États sur la scène internationale.

4.3 Limites

Dans ce projet de recherche, nous avons rencontré certaines difficultés que nous nous devons ici de souligner. Comme plusieurs auteurs l'ont remarqué, si la théorie des rôles bénéficie d'être « conceptuellement riche », elle souffre en retour d'être « méthodologiquement pauvre » (Wehner et Thies 2021, 1426), un problème qui n'a pas

échappé à notre travail. En effet, notre lacune principale concerne la collecte données. En ce qui a trait à la conception des rôles, nous nous sommes limités, par manque de temps et de ressources, aux discours provenant du premier ministre et des ministres des Affaires étrangères. Si nous avions élargi le corpus des discours à analyser à d'autres types de dirigeants importants, tel que les ministres de la Défense ou encore les ministres du Commerce international, nous aurions pu obtenir une image plus précise et plus représentative de la perception du gouvernement britannique vis-à-vis sa propre politique étrangère. Avec un corpus de discours plus volumineux, nous aurions pu accroître la crédibilité de notre interprétation.

Notre plus grosse lacune réside cependant, selon nous, dans notre représentation de la perspective de de la communauté internationale. En effet, en cherchant à évaluer la performance des rôles nationaux du Royaume-Uni à travers la perspective de l'assistance, nous nous sommes heurtés à un manque de données considérable. Puisque notre objectif était d'extraire les perspectives de l'assistance avec le moins d'interférence possible, nous souhaitons nous appuyer principalement sur des citations directes provenant de dirigeants étrangers qui auraient « réagit » à certains éléments de la politique étrangère britannique. Ce type de données était ce sur quoi Oppermann, Beasley et Kaarbo avaient bâti leur propre analyse (2020). Bien que nous avons anticipé que ce type de données risquait de se faire rare, nous avons cru pouvoir en obtenir plus que ce que nous avons réussi à avoir. L'idéal, si nous n'avions pas été limités ni par le temps, ni par le langage, aurait été de consulter scrupuleusement les archives de discours parlementaires et présidentiels des États identifiés comme des membres significatifs de l'assistance.

Afin de compenser le manque de citations directes, nous comptons nous appuyer sur nos entrevues menées auprès de diplomates et d'experts. Les données tirées des entrevues impliquent niveau de distorsion plus élevée que les citations directes, puisque les diplomates et les experts ne représentent pas la voix officielle d'un État au même titre que les discours publics prononcés par les dirigeants. Malgré tout, les entrevues

permettent d'obtenir des informations pertinentes. D'un côté, les diplomates sont relativement bien placés non seulement pour interpréter assez fidèlement la perception l'État qu'ils représentent, mais aussi, à travers leur réseau d'homologues, pour prendre le pouls de la perception d'autres États. D'un autre côté, des entrevues avec des experts sur des enjeux mondiaux particulier comme le développement ou la santé mondiale permettent d'obtenir la perspective de membres de l'assistance non étatiques, qui dans certains cas peuvent être tout autant significatifs que les États. Malheureusement, nous avons rencontré beaucoup de difficulté à obtenir des réponses positives à nos demandes d'entrevues. Nos six entrevues au total (quatre diplomates et deux experts) ne nous auront pas permis une représentation adéquate des perspectives de la communauté internationale.

Ainsi, à défaut d'avoir des données relatives aux membres *significatifs* de l'assistance, notre travail se sera contenté de refléter la perception des membres *accessibles* de cette assistance. Bien que nous ayons compensé le manque de citations directes et d'entrevues avec de l'information provenant de la littérature spécialisée de seconde main qui s'est avéré utile, il en résulte un travail de recherche dont l'analyse s'appuie sur un degré élevé d'interprétation de la part du chercheur.

Conclusion

Dans ce mémoire, nous nous sommes attardés à analyser l'évolution de la politique étrangère britannique depuis le Brexit. Guidés par la théorie des rôles en Relations internationales et sur la base d'un travail similaire mené par Opermann, Beasley et Kaarbo, nous constatons que plus de six ans après le référendum et malgré sa sortie officielle de l'Union européenne en 2020, le Royaume-Uni peine toujours à faire valoir des rôles nationaux pour sa politique étrangère auprès de la communauté internationale qui soit à la hauteur de ses propres ambitions. Notre analyse révèle en effet qu'à l'instar de la période d'après référendum analysée par les auteurs, les conflits de rôles qui affligent la politique étrangère britannique demeurent irrésolus pour la période d'après sortie que nous avons analysée, et ce malgré les transformations dans les conceptions et les performances de rôles exécutées par les différentes administrations. Le deuxième acte de « la pièce du Brexit » continue de préparer le terrain pour une finale difficile (Opermann, Beasley et Kaarbo 2020, 147). Si l'arrivée de Rishi Sunak promet aux yeux de certains un retour à l'équilibre et à une « nouvelle normalité » pour la politique étrangère britannique (Whitman 2023; Witney 2023), notre travail démontre que, malgré la marge de manœuvre qui lui est disponible pour donner une nouvelle direction à la pièce, les actes précédents continueront d'influencer la perception de l'assistance dans l'avenir et en tant qu'acteur, il demeure contraint par les exigences que lui impose son équipe de production en coulisse.

Bibliographie

- Acharya, Amitav. 2020. « Hegemony and Diversity in the 'Liberal International Order': Theory and Reality ». *E-International Relations*, janvier.
<https://www.eir.info/2020/01/14/hegemony-and-diversity-in-the-liberal-international-order-theoryand-reality/>.
- Akhtar, Shayerah I, Rachel F. Fefer, et Andres B. Schwarzenberg. 2022. « BREXIT AND OUTLOOK FOR A U.S.-UK FREE TRADE AGREEMENT ». *Current Politics and Economics of Europe* 33 (1): 61-66.
- Al Jazeera. 2021. « UK condemns China's 'horrific barbarism' against Uighur minority ». *Al Jazeera*, 12 janvier 2021. <https://www.aljazeera.com/news/2021/1/12/uk-condemns-chinese-horrific-barbarism-against-uighur-minority>.
- Altenberg, Per. 2021. « POLICY ANALYSIS Rising Protectionism Signals Valuable Lessons Have Been Forgotten ». *International Institute for Sustainable Development*, 28 juillet 2021. <https://www.iisd.org/articles/rising-protectionism-signals-valuable-lessons-forgotten>.
- Amnesty International. 2022. « The State of the World's Human Rights ». 2021/2022. Amnesty International.
- Badenoch, Kemi, et Rishi Sunak. 2023. « UK strikes biggest trade deal since Brexit to join major free trade bloc in Indo-Pacific ». *HM Government*, 31 mars 2023.
<https://www.gov.uk/government/news/uk-strikes-biggest-trade-deal-since-brexit-to-join-major-free-trade-bloc-in-indo-pacific#:~:text=British%20businesses%20will%20now%20enjoy,agreeing%20to%20the%20UK's%20accession>.
- Barber, Lionel, Henry Foy, et Alex Barker. 2019. « Vladimir Putin says liberalism has 'become obsolete' ». *Financial Times*, 28 juin 2019.
<https://www.ft.com/content/670039ec-98f3-11e9-9573-ee5cbb98ed36>.
- Baru, Sanjaya, Ross Robertson, et Femi Otubanjo. 2023. « Should Britain try and take the lead in the Commonwealth? ». *Institute of Commonwealth Studies*, 26 janvier 2023. <https://commonwealth.sas.ac.uk/blog/should-britain-try-and-take-lead-commonwealth>.
- BBC News. 2022. « UK expected to be only major economy to shrink in 2023 - IMF ». *BBC News*, 31 janvier 2022. <https://www.bbc.co.uk/news/business-64452995>.
- Beasley, Ryan K, Juliet Kaarbo, et Kai Oppermann. 2021. « Role Theory, Foreign Policy, and the Social Construction of Sovereignty: Brexit Stage Right ». *Global Studies*

Quarterly 1 (1): ksab001. <https://doi.org/10.1093/isagsq/ksab001>.

Biden, Joseph R. (@JoeBiden). « We can't allow the Good Friday Agreement that brought peace to Northern Ireland to become a casualty of Brexit. » X, 16 septembre, 16h48. <https://twitter.com/JoeBiden/status/1306334039557586944>

Biden, Joseph R., et Boris Johnson. 2021. « The New Atlantic Charter ». *The White House*, 10 juin 2021. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/06/10/the-new-atlantic-charter/>.

Boffey, Daniel, et Peter Walker. 2021. « This article is more than 1 year old Joe Biden supports EU position on Northern Ireland, says Von der Leyen ». *The Guardian*, 10 novembre 2021. <https://www.theguardian.com/politics/2021/nov/10/frost-repeats-threat-to-trigger-article-16-but-says-agreement-is-possible>.

Bouzar, Aury. 2021. « Licences de pêche - Emmanuel Macron et Boris Johnson se sont entretenus pour apaiser les tensions ». *L'Indépendant*, 31 octobre 2021. <https://www.lindependant.fr/2021/10/31/licences-de-peche-macron-et-johnson-se-sont-entretenus-pour-apaiser-les-tensions-9901067.php>.

Breuning, Marijke. 2019. « Role Theory in Politics and International Relations ». Dans *The Oxford Handbook of Behavioral Political Science*, édité par Alex Mintz et Lesley Terris. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780190634131.013.29>.

Cameron, David R. 2021. « As the UK & France argue about fishing, the UK & EU continue discussing the Protocol ». *Yale Macmillan Centre*, 5 novembre 2021. <https://macmillan.yale.edu/news/uk-france-argue-about-fishing-uk-eu-continue-discussing-protocol>.

Cantir, Cristian, et Juliet Kaarbo, éd. 2016. *Domestic Role Contestation, Foreign Policy, and International Relations*. New York: Routledge.

Cardwell, Paul James. 2021. « Brexit, one year on. Where are we now? » *SciencesPo Grenoble*, 5 février 2021. <http://blog.sciencespo-grenoble.fr/index.php/2021/02/05/brexit-one-year-on-where-are-we-now/>.

Carlson-Rainer, Elise. 2017. « SWEDEN IS A WORLD LEADER IN PEACE, SECURITY, AND HUMAN RIGHTS ». *World Affairs* 180 (4): 79-85.

Casalicchio, Emilio, et Leonie Kijewski. 2022. « Did Brexit help Britain help Ukraine? » *Politico*, 28 avril 2022. <https://www.politico.eu/article/brexit-britain-help-ukraine/>.

- Cladi, Lorenzo. 2023. « Coping Flexibly: Role Reorientation and the UK's Military Cooperation with European Allies after Brexit ». *International Politics*, février. <https://doi.org/10.1057/s41311-023-00428-w>.
- Clark, Lindsay. 2023. « UK prepares to go it alone on post-Brexit science plan ». *The Register*, 13 février 2023. https://www.theregister.com/2023/02/13/uk_post_horizon_science/.
- Clarke, Michael. 2021. « Soft Power in the Integrated Review: More promise than delivery, so far ». *Centre for Defense Studies*, 19 juillet 2021, *The Integrated Review in Context: A Strategy Fit for the 2020s?* édition. <https://www.kcl.ac.uk/soft-power-in-the-integrated-review-more-promise-than-delivery-so-far>.
- Clarke, Michael, et Helen Ramscar. 2021. *Britain's persuaders: soft power in a hard world*. New York: I.B. Tauris, an imprint of Bloomsbury Publishing.
- Congressional Research Service. 2023. « U.S.-UK Trade Relations ». IN FOCUS. Congressional Research Service. <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF11123>.
- Crabtree, James. 2023. « Britain's Surprisingly Enduring Tilt to Asia ». *Foreign Policy*, 11 avril 2023. <https://foreignpolicy.com/2023/04/11/uk-britain-tilt-into-pacific-asia-strategy-review-aucus-cptpp-geopolitics/>.
- Crisp, James. 2023. « How Britain won the battle for Zelensky as Macron dithered ». *The Telegraph*, 9 février 2023. <https://www.telegraph.co.uk/world-news/2023/02/09/how-britain-won-battle-zelensky-macron-dithered/>.
- Cyrill, Melissa. 2023. « India, UK FTA Negotiations: Key Updates ». *India Briefing*, 24 avril 2023. <https://www.india-briefing.com/news/india-uk-fta-25699.html/>.
- Dalingwater, Louise. 2021. « Britain's post Brexit trade deals: Taking back control or a threat to sovereignty? » *Angles*, n° 13 (décembre). <https://doi.org/10.4000/angles.4707>.
- Dettmer, Jamie. 2021. « Role Reversal for US and Post-Brexit Britain ». *VOANews*, 22 janvier 2021. https://www.voanews.com/a/europe_role-reversal-us-and-post-brexit-britain/6201110.html.
- Dixon, Max. 2021. « The British 'tilt' to the Indo-Pacific and its ramifications for the South China Sea ». *London School of Economics*, 28 juillet 2021. <https://blogs.lse.ac.uk/cff/2021/07/28/the-british-tilt-to-the-indo-pacific-and-its-ramifications-for-the-south-china-sea/>.

- Eckstein, Megan. 2021. « U.S., U.K. Sign Agreement on Upcoming Deployment of HMS Queen Elizabeth with American F-35Bs, Destroyer ». *USNI News*, 19 janvier 2021. <https://news.usni.org/2021/01/19/u-s-u-k-sign-agreement-on-upcoming-deployment-of-hms-queen-elizabeth-with-american-f-35bs-destroyer>.
- Environmental Protection Index. 2022. « 2022 EPI Results ». Environmental Protection Index. 2022. <https://epi.yale.edu/epi-results/2022/component/epi>.
- euronews. 2022. « Japon, Royaume-Uni et Italie vont développer un avion de combat de nouvelle génération ». *euronews*, 9 décembre 2022. <https://fr.euronews.com/2022/12/09/japon-royaume-uni-et-italie-vont-developper-un-avion-de-combat-de-nouvelle-generation>.
- European Commission. 2020. « Withdrawal Agreement: European Commission sends letter of formal notice to the United Kingdom for breach of its obligations ». *European Commission*, 1 octobre 2020. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_1798.
- . 2022. « Questions and Answers: Commission launches four new infringement procedures against the UK ». *European Commission*, 22 juillet 2022. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/qanda_22_4664.
- FCDO. 2021. « Human Rights & Democracy The 2020 Foreign, Commonwealth & Development Office Report ». Juillet 2021. Foreign, Commonwealth & Development Office. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/999607/Human_Rights_and_Democracy_the_2020_Foreign_Commonwealth_Development_Office_report.pdf.
- FCDO, et 10 Downing Street Prime Minister's Office. 2021. « Joint statement on India-UK Virtual Summit, 4 May 2021: Roadmap 2030 for a Comprehensive Strategic Partnership ». Policy Paper. <https://www.gov.uk/government/publications/india-uk-virtual-summit-may-2021-roadmap-2030-for-a-comprehensive-strategic-partnership/joint-statement-on-india-uk-virtual-summit-4-may-2021-roadmap-2030-for-a-comprehensive-strategic-partnership>.
- Financial Times. 2020. « The UK's reputation for rule of law is in jeopardy ». *Financial Times*, 9 septembre 2020. <https://www.ft.com/content/351fe714-cc87-4b36-8562-fcd3533fff45>.
- Garamone, Jim. 2022. « U.S.-U.K. Leaders Discuss Aid to Ukraine, NATO Issues During Pentagon Meeting ». *U.S. Department of Defense*, 11 mai 2022. <https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/3028416/us-uk-leaders-discuss-aid-to-ukraine-nato-issues-during-pentagon-meeting/>.

- Garets Geddes, Thomas des. 2020. « UK-China Relations: From Gold to Dust ». *The Diplomat*, 2 octobre 2020. <https://thediplomat.com/2020/10/uk-china-relations-from-gold-to-dust/>.
- Gaskarth, Jamie. 2014. « Strategizing Britain's Role in the World ». *International Affairs* 90 (3): 559-81. <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12127>.
- Gibbins, Justin. 2022. « Little Englanders or Big Britainers? The UK and EU Role Conceptions during the Brexit Bill Debate ». *Politics & Policy* 50 (2): 298-323. <https://doi.org/10.1111/polp.12454>.
- Gidney, Thomas. 2021. « Tightening the Belt – China's Development Plans Could Throttle Britain's Brexit Trade Dreams ». *The Round Table* 110 (4): 514-15. <https://doi.org/10.1080/00358533.2021.1956749>.
- Godlee, Fiona. 2021. « Covid-19: Failures of Leadership, National and Global ». *BMJ*, juin. <https://doi.org/10.1136/bmj.n1540>.
- Hall, Rachel, et Amelia Gentleman. 2022. « 'Perfect storm': royals misjudged Caribbean tour, say critics ». *The Guardian*, 25 mars 2022. <https://www.theguardian.com/uk-news/2022/mar/25/william-and-kate-caribbean-tour-slavery-reparations-royals>.
- Hallak, Issam. 2020. « UK Internal Market Bill and the Withdrawal Agreement ». Briefing. European Parliamentary Research Service. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/659359/EPRS_BRI\(2020\)659359_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/659359/EPRS_BRI(2020)659359_EN.pdf).
- Harnisch, Sebastian, Cornelia Frank, et Hanns W Maull. 2011. *Role Theory in International Relations*. Abingdon: Routledge.
- Harrois, Thibaud. 2021. « Le Royaume-Uni et l'AUKUS : « Global Britain » à l'œuvre ou stratégie de petit État ? » *Observatoire du Brexit*, 28 septembre 2021. <https://brexit.hypotheses.org/5304>.
- Hasetltine, William A. 2020. « Britain's Moral Bankruptcy Over COVID-19 Vaccines ». *Think Global Health*, 27 octobre 2020. <https://www.thinkglobalhealth.org/article/britains-moral-bankruptcy-over-covid-19-vaccines>.
- Haugevik, Kristin M. 2018. *Special Relationships in World Politics: Inter-State Friendship and Diplomacy after the Second World War*. New International Relations. Abingdon, Oxon ; New York, NY: Routledge.
- Haugevik, Kristin, et Øyvind Svendsen. 2022. « 'Global Britain' and security in the near

abroad ». Research Paper 3. Norwegian Institute of International Affairs.
<https://nupi.brage.unit.no/nupi-xmlui/bitstream/handle/11250/3041212/2022+Haugevik+%26+Svendsen+NUPI+Research+Paper+3.pdf?sequence=1>.

Heerdt, William. 2020. « Russian Hard Power Projection: A Brief Synopsis ». *Centre for Strategic & International Studies*, 25 mars 2020. <https://www.csis.org/blogs/post-soviet-post/russian-hard-power-projection-brief-synopsis>.

Hermann, Margaret G. 1980. « Explaining Foreign Policy Behavior Using the Personal Characteristics of Political Leaders ». *International Studies Quarterly* 24 (1): 7. <https://doi.org/10.2307/2600126>.

HM Government. 2021. *Global Britain in a Competitive Age: The Integrated Review of Security, Defence, Development and Foreign Policy*. London: Dandy Booksellers Ltd.

— — —. 2022. « The Benefits of Brexit: How the UK is taking advantage of leaving the EU ». janvier 2022. HM Government. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/1054643/benefits-of-brexit.pdf.

— — —. 2023. « Mobilising Green Investment ». March 2023. HM Government. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/1149690/mobilising-green-investment-2023-green-finance-strategy.pdf.

Hogarth, Raphael. 2020. « The Internal Market Bill breaks international law and lays the ground to break more law ». *Institute for Government*, 9 septembre 2020. <https://www.instituteforgovernment.org.uk/article/comment/internal-market-bill-breaks-international-law-and-lays-ground-break-more-law>.

Holsti, K. J. 1970. « National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy ». *International Studies Quarterly* 14 (3): 233. <https://doi.org/10.2307/3013584>.

Hope, Christopher, Nick Allen, Jorg Luyken, et Henry Samuel. 2021. « Boris Johnson first European leader to get call from President Biden ». *The Telegraph*, 23 janvier 2021. <https://www.telegraph.co.uk/politics/2021/01/23/boris-johnson-first-european-leader-get-call-joe-biden/>.

Hug, Adam, et Devin O'Shaughnessy. 2021. « Examining the importance of open societies to the UK's 'force for good' ambitions ». *The Foreign Policy Centre*, 19 octobre 2021. <https://fpc.org.uk/examining-the-importance-of-open-societies-to-the-uks-force-for-good-ambitions/>.

- Human Rights Watch. 2021. « United Kingdom ». World Report. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/world-report/2021/country-chapters/united-kingdom>.
- — —. 2022. « United Kingdom ». World Report. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/world-report/2022>.
- — —. 2023. « United Kingdom ». World Report. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/world-report/2023/country-chapters/united-kingdom>.
- Hunsaker, Stephen. 2023. « Scenes from an economic marriage: a reflection on the volatile nature of UK-EU trade relations ». *UK in a Changing Europe*, 24 janvier 2023. <https://ukandeu.ac.uk/scenes-from-an-economic-marriage-a-reflection-on-the-volatile-nature-of-uk-eu-trade-relations/>.
- Hunsaker, Stephen, et Tom Howe. 2023. « Trade tracker: UK trade deals ». *UK in a Changing Europe*, 16 mars 2023. <https://ukandeu.ac.uk/trade-tracker-uk-trade-deals/>.
- ICAI. 2023. « The UK’s approach to democracy and human rights ». Review janvier 2023. Independent Commission for Aid Impact.
- Ikenberry, John G. 2011. « The Future of the Liberal World Order: Internationalism After America ». *Foreign Affairs* 90 (3): 56-68.
- Institute for Government. 2019. « UK–EU future relationship: what difference would a Brexit deal make? » *Institute for Government*, 19 août 2019. <https://www.instituteforgovernment.org.uk/explainer/uk-eu-future-relationship-difference-brexit-deal>.
- Jain, Ash, Matthew Kroening, Tobias Bunde, Sofia Gaston, et Yuichi Hosova. 2021. « From the G7 to a D-10: Strengthening Democratic Cooperation for Today’s Challenges ». Atlantic Council Scowcroft Center for Strategic and Security. <https://www.atlanticcouncil.org/wp-content/uploads/2021/06/From-the-G7-to-a-D10-Strengthening-Democratic-Cooperation-for-Todays-Challenges.pdf>.
- James, William. 2023. « Britain criticises “erosion of freedoms” in Hong Kong, draws rebuke from China ». *Reuters*, 12 janvier 2023. <https://www.reuters.com/world/china/britain-criticises-erosion-freedoms-hong-kong-2023-01-12/>.
- Johnson, Boris. 2020a. « Boris Johnson – 2020 Statement on Leaving the European Union ». janvier 31. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2020-statement-on-leaving-the-european-union/>.

- . 2020b. « Boris Johnson – 2020 Statement on UK/EU Relations ». House of Commons, février 3. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2020-statement-on-uk-eu-relations/>.
- . 2020c. « PM speech in Greenwich: 3 February 2020 ». Présenté à <https://www.gov.uk/government/speeches/pm-speech-in-greenwich-3-february-2020>, Greenwich, février 3.
- . 2020d. « Boris Johnson – 2020 Statement on Global Britain ». juin 16. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2020-statement-on-global-britain/>.
- . 2020e. « Boris Johnson – 2020 Statement on the United Kingdom Internal Market Bill ». House of Commons, septembre 14. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2020-statement-on-the-united-kingdom-internal-market-bill/>.
- . 2020f. « Boris Johnson – 2020 Speech at Conservative Party Conference ». octobre 6. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2020-speech-at-conservative-party-conference/>.
- . 2020g. « Boris Johnson – 2020 Statement on UK/EU Trade Deal ». décembre 24. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2020-statement-on-uk-eu-trade-deal/>.
- . 2020h. « Boris Johnson – 2020 Statement on the Future Relationship with the EU Bill ». House of Commons, décembre 30. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2020-statement-on-the-future-relationship-with-the-eu-bill/>.
- . 2021a. « PM statement to the House of Commons on the Integrated Review: 16 March 2021 ». Chambre des Communes, Londres, mars 16. <https://www.gov.uk/government/speeches/pm-statement-to-the-house-of-commons-on-the-integrated-review-16-march-2021>.
- . 2021b. « Boris Johnson – 2021 Statement on Foreign Aid Cuts ». juillet 13. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2021-statement-on-foreign-aid-cuts/>.
- . 2021c. « Boris Johnson – 2021 Statement on Afghanistan ». House of Commons, septembre 6. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2021-statement-on-afghanistan-2/>.
- . 2021d. « PM statement to the House on Afghanistan: 6 September 2021 ». septembre 6. <https://www.gov.uk/government/speeches/pm-statement-to-the-house-on-afghanistan-6-september-2021>.
- . 2021e. « PM Statement on AUKUS Partnership: 15 September 2021 ». 10 Downing Street, septembre 15. <https://www.gov.uk/government/speeches/pm->

statement-on-aukus-partnership-15-september-2021.

- . 2021f. « PM remarks at COP26 Build Back Better meetings: 2 November 2021 ». Glasgow, novembre 2. <https://www.gov.uk/government/speeches/pm-remarks-at-cop26-build-back-better-meetings-2-november-2021>.
- . 2022a. « Boris Johnson – 2022 Comments on Benefits of Brexit ». janvier 1. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2022-comments-on-benefits-of-brexite/>.
- . 2022b. « Boris Johnson – 2022 Speech at the Munich Security Conference ». février 19. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2022-speech-at-the-munich-security-conference/>.
- . 2022c. « Boris Johnson – 2022 Statement on Ukraine ». House of Commons, février 22. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2022-statement-on-ukraine/>.
- . 2022d. « Boris Johnson – 2022 Speech to Conservative Spring Conference ». Blackpool, mars 19. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2022-speech-to-conservative-spring-conference/>.
- . 2022e. « Boris Johnson – 2022 Speech to the Ukrainian Parliament ». mai 3. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2022-speech-to-the-ukrainian-parliament/>.
- . 2022f. « Boris Johnson – 2022 Loyal Address Speech ». House of Commons, mai 10. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2022-loyal-address-speech/>.
- . 2022g. « Boris Johnson – 2022 Article on the Commonwealth ». *The Telegraph*, 19 juin 2022. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2022-article-on-the-commonwealth/>.
- . 2022h. « Boris Johnson – 2022 Comments at Opening of CHOGM in Kigali ». Kigali, juin 24. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2022-comments-at-opening-of-chogm-in-kigali/>.
- . 2022i. « PM statement on the Commonwealth, G7 and NATO summits: 4 July 2022 ». juillet 4. <https://www.gov.uk/government/speeches/pm-statement-on-the-commonwealth-g7-and-nato-summits-4-july-2022>.
- . 2022j. « PM address to Crimea Platform summit: 23 August 2022 ». août 23. <https://www.gov.uk/government/speeches/pm-address-to-crimea-platform-summit-23-august-2022>.
- . 2022k. « Boris Johnson – 2022 Press Conference With President Zelenskyy in

Kyiv ». Kyiv, août 24. <https://www.ukpol.co.uk/boris-johnson-2022-press-conference-with-president-zelensky-in-kyiv/>.

Johnson, Jesse, et Gabriel Dominguez. 2023. « U.K.-Japan defense cooperation to intensify following landmark agreement ». *the japan times*, 11 janvier 2023. <https://www.japantimes.co.jp/news/2023/01/11/national/politics-diplomacy/britain-japan-troops-agreement-raa/>.

JUSTICE. s.d. « UK compliance on international human rights law ». JUSTICE. s.d. <https://justice.org.uk/our-work/uk-compliance-international-human-rights-law/>.

Kellner, Peter. 2023. « Trust and Compromise Return to EU-UK Relations ». *Carnegie Europe*, 9 mars 2023. <https://carnegieeurope.eu/strategieurope/89234>.

Kenny, Paula. 2021. « EU ‘simply cannot trust’ UK after latest NI protocol breach, says Irish FM ». *Euractiv*, 5 mars 2021. https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/eu-simply-cannot-trust-uk-after-latest-ni-protocol-breach-says-irish-fm/.

Krotz, Ulrich. 2002. « National Role Conceptions and Foreign Policies: France and Germany Compared ». Working Paper 02.1. Program for the Study of Germany and Europe.

Kurowska, Xymena. 2020. « Interpretive Scholarship in Contemporary International Relations ». *Teoria Polityki*, n° 4: 93-107. <https://doi.org/10.4467/25440845TP.19.018.11784>.

Laroya, Avinder. 2022. « A review of the Environment Act 2021 and how it impacts UK businesses ». *Serenity LawLLP*, 16 mars 2022. <https://www.serenitylaw.co.uk/post/a-review-of-the-environment-act-2021-and-how-it-impacts-uk-businesses>.

Lehne, Stefan. 2021. « Rivals or Partners? The EU-UK Foreign Policy Relationship After Brexit ». *Carnegie Europe*, 30 mars 2021. <https://carnegieeurope.eu/2021/03/30/rivals-or-partners-eu-uk-foreign-policy-relationship-after-brexit-pub-84197>.

Leoni, Zeno. 2022. « The End of the “Golden Era”? The Conundrum of Britain’s China Policy Amidst Sino-American Relations ». *Journal of Current Chinese Affairs* 51 (2): 313-26. <https://doi.org/10.1177/18681026221090315>.

Leruth, Ben. 2020. « The first round of negotiations, in four points (of divergence) ». *UK in a Changing Europe*, 9 mars 2020. <https://ukandeu.ac.uk/the-first-round-of-negotiations-in-four-points-of-divergence/>.

- Lowy Institute. s. d. « Lowy Institute Global Diplomacy Index 2021 country ranking ». https://globaldiplomacyindex.lowyinstitute.org/country_rank.html.
- Maher, Imelda, et Dermot Hodson. 2019. « Boris Johnson must change his negotiating tactics to avoid no-deal Brexit – EU treaty-making experts ». *The Conversation*, 22 août 2019. <https://theconversation.com/boris-johnson-must-change-his-negotiating-tactics-to-avoid-no-deal-brexit-eu-treaty-making-experts-122243>.
- Mandal, Ruma. 2020. « Breaching International Law Comes at a Price ». *Chatham House*, 21 octobre 2020. <https://www.chathamhouse.org/2020/10/breaching-international-law-comes-price>.
- Martill, Benjamin, et Monika Sus. 2022. « When Politics Trumps Strategy: UK–EU Security Collaboration after Brexit ». *International Political Science Review* 43 (3): 404-17. <https://doi.org/10.1177/01925121211003789>.
- Martin, Micheál. (@MichealMartinTD). 2020. « Any negotiation process can only proceed on the basis of trust. When one party to a negotiation decides that they. » X, 9 septembre, 5h55. <https://twitter.com/MichealMartinTD/status/1303633053357662211>
- Matthijs, Matthias. 2023. « Sunak’s EU Reset ». *Foreign Affairs*, 9 mars 2023. <https://www.foreignaffairs.com/europe/united-kingdom-hopes-mend-fences-europe>.
- McCourt, David M. 2012. « The Roles States Play: A Meadian Interactionist Approach ». *Journal of International Relations and Development* 15 (3): 370-92. <https://doi.org/10.1057/jird.2011.26>.
- McIntyre, W. David. 2022. « CHOGM 2022: Rwanda Hosts a Well-Organised Revival of Commonwealth Rituals ». *The Round Table* 111 (4): 467-74. <https://doi.org/10.1080/00358533.2022.2105584>.
- Melly, Paul. 2022. « Why ex-French colonies are joining the Commonwealth ». *BBC News*, 29 juin 2022. <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-61967842>.
- Ministry of defence. 2021. *Defence in a Competitive Age*.
- Ministry of Defence. 2022. « UK Armed Forces kick off major series of exercises in the Indo-Pacific ». *HM Government*, 25 septembre 2022. <https://www.gov.uk/government/news/uk-armed-forces-kick-off-major-series-of-exercises-in-the-indo-pacific>.
- Mirza, Muhammad Nadeem, Hussain Abbas, et Muhammad Qasim Nizamani. 2020.

« Evaluating China's Soft Power Discourse: Assumptions, Strategies, and Objectives ». *Global Strategic & Securities Studies Review* 5 (IV): 40-50.
[https://doi.org/10.31703/gssr.2020\(V-IV\).05](https://doi.org/10.31703/gssr.2020(V-IV).05).

Mix, Derek E. 2021. « The United Kingdom: Background, Brexit, and Relations with the United States ». RL33105. Congressional Research Service.
<https://sgp.fas.org/crs/row/RL33105.pdf>.

Moodie, Amanda, Nima Gerami, et Federica D'Alessandra. 2021. « Rethinking Health Security After Covid-19 ». November 2021. Oxford Institute for Ethics, Law and Armed Conflict. https://www.bsg.ox.ac.uk/sites/default/files/2021-11/Oxford%20Ethics%20-%20Health%20security%20paper_final_print.pdf.

Moravcsik, Andrew. 1997. « Taking Preferences Seriously: A Liberal Theory of International Politics ». *International Organization* 51 (4): 513-53.
<https://doi.org/doi:10.1162/002081897550447>.

Moxham, Lucy, et Oliver Garner. 2020. « Will the UK uphold its commitment to human rights? » *London School of Economics*, 30 juin 2020.
<https://blogs.lse.ac.uk/brexit/2020/06/30/long-read-will-the-uk-uphold-its-commitment-to-human-rights/>.

Mycock, Andrew, et Ben Wellings. 2017. « The Anglosphere: Past, present and future ». *The British Academy* 31 (novembre): 42-45.

Niblett, Robin. 2022. « Global Britain in a Divided World ». Research Paper. Chatham House. <https://www.chathamhouse.org/2022/03/global-britain-divided-world>.

Nolsøe, Eir. 2022. « British economy falls behind India as recession looms ». *The Telegraph*, 2 septembre 2022.
<https://www.telegraph.co.uk/business/2022/09/02/british-economy-falls-behind-india-recession-looms/>.

Nye, Joseph. 2017. « Soft Power: The Origins and Political Progress of a Concept ». *Palgrave Communications* 3 (17008): 1-3.
<https://doi.org/10.1057/palcomms.2017.8>.

OCDE. 2022. *Examens environnementaux de l'OCDE : Royaume-Uni 2022 (version abrégée)*. Éditions OCDE. Examens environnementaux de l'OCDE. Paris.
<https://doi.org/10.1787/9137588d-fr>.

Onslow, Sue. 2022. « The Commonwealth at a crossroads ». *Institute of Commonwealth Studies*, 17 juin 2022. <https://commonwealth.sas.ac.uk/blog/commonwealth-a-crossroads>.

- Oppermann, Kai, Ryan Beasley, et Juliet Kaarbo. 2020. « British Foreign Policy after Brexit: Losing Europe and Finding a Role ». *International Relations* 34 (2): 133-56. <https://doi.org/10.1177/0047117819864421>.
- Parker, George. 2020. « UK struggling to conclude Canada trade deal, says Justin Trudeau ». *Financial Times*, 11 novembre 2020. <https://www.ft.com/content/c59ae5ba-c38d-4a4d-a561-93c071f94f27>.
- Phillips, Andrew. 2011. *War, Religion and Empire: The Transformation of International Orders*. Cambridge Studies in International Relations 117. Cambridge ; New York: Cambridge University Press.
- Pickard, Jim. 2022. « UK government set to miss 2022 target on global trade deals ». *Financial Times*, 30 décembre 2022. <https://www.ft.com/content/d81f6e4c-7716-44c2-a745-2b7a74089ede>.
- Posen, Adam S., et Lucas Renglfo-Keller. 2022. « Brexit Britain in a changing global economy ». Dans *The Economics of Brexit: What Have We Learned?*, par Jonathan Portes, 19-34. London: CEPR Press. <https://www.piie.com/sites/default/files/documents/posen-regnifo-keller2022-06-cepr.pdf>.
- Pouliot, Vincent. 2007. « “Subjectivism”: Toward a Constructivist Methodology ». *International Studies Quarterly* 51 (2): 359-84. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2478.2007.00455.x>.
- Raab, Dominic. 2020a. « Dominic Raab – 2020 Statement on Britain in the World ». House of Commons, janvier 13. <https://www.ukpol.co.uk/dominic-raab-2020-statement-on-britain-in-the-world/>.
- . 2020b. « Dominic Raab – 2020 Statement on the Global Human Rights Sanctions Regime ». House of Commons, juillet 6. <https://www.ukpol.co.uk/dominic-raab-2020-statement-on-the-global-human-rights-sanctions-regime/>.
- . 2020c. « Dominic Raab – 2020 Statement on the Global Human Rights Sanctions Regime (2) ». House of Commons, juillet 6. <https://www.ukpol.co.uk/dominic-raab-2020-statement-on-the-global-human-rights-sanctions-regime-2/>.
- . 2021a. « United Nations Human Rights Council, 46th session: Foreign Secretary’s statement ». Genève, février 22. <https://www.gov.uk/government/speeches/foreign-secretary-addresses-the-un-human-rights-council>.
- . 2021b. « Dominic Raab – 2021 Statement at the G7 ». mai 3.

<https://www.ukpol.co.uk/dominic-raab-2021-statement-at-the-g7/>.

Raines, Thomas. 2019. « UK General Election 2019: Britain's New Foreign Policy Divide ». *Chatham House*, 9 décembre 2019. <https://www.chathamhouse.org/2019/12/uk-general-election-2019-britains-new-foreign-policy-divide>.

Reland, Joël, et Sarah Overton. 2021. « UK and EU Greenhouse Gas Emissions Trading Schemes ». *UK in a Changing Europe*, 4 juin 2021. <https://ukandeu.ac.uk/explainers/uk-eu-emissions-trading-schemes/>.

Ricketts, Peter. 2021. « Prime Minister Outlines Vision for International Cooperation ». *RUSI*, 20 février 2021. <https://rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/prime-minister-outlines-vision-international-cooperation>.

Rodd, Adrien. 2020. « Britain and the Pacific Islands – a New Relationship? » *The Round Table* 109 (6): 758-59. <https://doi.org/10.1080/00358533.2020.1851479>.

Royal Navy. 2022. « UK military complete first of two major exercises in East Asia ». *Royal Navy*, 1 avril 2022. <https://www.royalnavy.mod.uk/news-and-latest-activity/news/2022/april/01/220401-uk-military-complete-first-of-two-major-exercises-in-east-asia#:~:text=The%20FPDA%20exercise%20programme%20has,will%20host%20Exercise%20Suman%20Protector>.

Seah, Sharon, Joanne Lin, Melinda Martinus, Sithanonxay Suvannaphakdy, et Pham Thi Phuong Thao. 2023. « The State of SouthEast Asia 2023 Survey Report ». Survey Report. ISEAS-Yusof Ishak Institute. <https://www.iseas.edu.sg/wp-content/uploads/2025/07/The-State-of-SEA-2023-Final-Digital-V4-09-Feb-2023.pdf>.

Smith, David. 2021. « US-UK 'special relationship' faces new challenges despite signs of healing ». *The Guardian*, 22 septembre 2021. <https://www.theguardian.com/world/2021/sep/22/us-uk-special-relationship-faces-new-challenges-despite-signs-of-healing>.

Smith, Nicola. 2022. « 'Indo-Pacific events will shape the world for next century', says HMS Tamar commander ». *The Telegraph*, 15 octobre 2022. <https://www.telegraph.co.uk/world-news/2022/10/15/indo-pacific-events-will-shape-world-next-century-says-hms-tamar/#:~:text=HMS%20Tamar%2C%20along%20with%20its,Kong%20to%20China%20in%201997>.

Southgate, Laura. 2023. « UK–ASEAN Relations and the Balance of Power in Southeast

Asia ». *The RUSI Journal*, février, 1-8.
<https://doi.org/10.1080/03071847.2022.2158626>.

Springford, John. 2022. « The Cost of Brexit to June 2022 ». *Centre for European Reform*, 21 décembre 2022. <https://www.cer.eu/insights/cost-brexit-june-2022>.

— — —. 2023. « Are the costs of Brexit big or small? » *Centre for European Reform*, 2 mai 2023. <https://www.cer.eu/insights/are-costs-brexit-big-or-small>.

Stanič, Ana, et Julian Bowden. 2023. « Brexit and UK's Renewable Energy and Climate Change Policies ». Dans *Brexit and Energy Law*, par Ana Stanič et Silke Goldberg, 1^{re} éd., 92-113. London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003364337-7>.

Stashwick, Steven. 2021. « Britain to Keep 2 Warships Permanently in East Asia ». *The Diplomat*, 21 juillet 2021. <https://thediplomat.com/2021/07/britain-to-keep-2-warships-permanently-in-east-asia/>.

Stewart, Heather, et Dan Sabbagh. 2021. « Boris Johnson flies to New York to tighten transatlantic ties after strained summer ». *The Guardian*, 17 septembre 2021. <https://www.theguardian.com/politics/2021/sep/17/boris-johnson-flies-to-new-york-to-tighten-transatlantic-ties-us-joe-biden>.

Taylor, Ros. 2022. « How the war in Ukraine has driven the EU and Britain further apart ». *Heinrich Böll Stiftung Brussels*, 12 avril 2022. <https://eu.boell.org/en/2022/04/12/how-war-ukraine-has-driven-eu-and-britain-further-apart>.

Teles Fazendeiro, Bernardo. 2021. « Keeping a Promise: Roles, Audiences and Credibility in International Relations ». *International Relations* 35 (2): 299-319. <https://doi.org/10.1177/0047117820961816>.

The Heritage Foundation. 2023. « Singapore ». *2023 index of Economic Freedom*, 2023. <https://www.heritage.org/index/country/singapore#:~:text=The%20trade%20regime%20is%20open,is%20highly%20competitive%20and%20resilient>.

The Law Society. 2021. « Reflecting on COP26: what were the key outcomes? » *The Law Society*, 19 novembre 2021. <https://www.lawsociety.org.uk/topics/climate-change/reflecting-on-cop26-what-were-the-key-outcomes>.

Thies, Cameron G. 2012. « International Socialization Processes vs. Israeli National Role Conceptions: Can Role Theory Integrate IR Theory and Foreign Policy Analysis?: International Socialization Processes vs. Israeli National Role Conceptions ». *Foreign Policy Analysis* 8 (1): 25-46. <https://doi.org/10.1111/j.1743-8594.2011.00170.x>.

- . 2013. *The United States, Israel, and the Search for International Order: Socializing States*. 1^{re} éd. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203581247>.
- . 2017. « Role Theory in Foreign Policy ». Dans *Encyclopedia of Foreign Policy Analysis*, Oxford University Press. <https://www.oxfordreference.com/view/10.1093/acref/9780190463045.001.0001/acref-9780190463045-e-334?rkey=yY0cLY&result=89>.
- Truss, Liz. 2021. « Building the Network of Liberty: Foreign Secretary's speech ». Chatham House, Londres, décembre 8. <https://www.gov.uk/government/speeches/foreign-secretary-liz-truss-building-the-network-of-liberty>.
- . 2022a. « Foreign Secretary Liz Truss' speech to the Lowy Institute ». The Lowy Institute, Australie, janvier 21. <https://www.gov.uk/government/speeches/foreign-secretarys-speech-to-the-lowy-institute>.
- . 2022b. « Liz Truss – 2022 Speech to Conservative Spring Conference ». Blackpool, mars 19. <https://www.ukpol.co.uk/liz-truss-2022-speech-to-conservative-spring-conference/>.
- UNHCR. 2021. « UNHCR Observations on the Nationality and Borders Bill, Bill 141, 2021-22 ». October 2021. United Nations High Commissioner for Refugees. <https://www.unhcr.org/uk/media/unhcr-legal-observations-nationality-and-borders-bill-oct-2021>.
- Vinjamuri, Leslie. 2022. « The Myth of Global Britain ». *Foreign Affairs*, 15 février 2022. <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2022-02-15/myth-global-britain>.
- Vinjamuri, Leslie, et Hans Kundnani. 2021. « New UK-US alignment can reshape transatlantic cooperation ». *Chatham House*, 2 mars 2021. <https://www.chathamhouse.org/2021/03/new-uk-us-alignment-can-reshape-transatlantic-cooperation>.
- Vucetic, Srdjan. 2021. *Greatness and Decline: National Identity and British Foreign Policy*. Montreal & Kingston: McGill - Queen's University Press.
- Walker, Stephen G. 1992. « Symbolic Interactionism and International Politics: Role Theory's Contribution to International Organization ». Dans *Contending Dramas: A Cognitive Approach to International Organizations*, édité par Martha L. Cottam et Chih-yu Shih. New York: Praeger.
- Walt, Stephen M. 1987. *The Origins of Alliances*. Ithaca: Cornell University Press.

<https://doi.org/10.7591/9780801469992-010>.

Waltz, Kenneth. 1979. *Theory of International Politics*. New York: McGraw Hill.

Ward, Benjamin. 2020. « Britain's Democratic Fabric is Being Eroded ». *The Independent*, 26 octobre 2020. <https://www.hrw.org/news/2020/10/26/britains-democratic-fabric-being-eroded-boris-johnsons-government>.

Wehner, Leslie E. 2020. « The Narration of Roles in Foreign Policy Analysis ». *Journal of International Relations and Development* 23 (2): 359-84. <https://doi.org/10.1057/s41268-018-0148-y>.

Wehner, Leslie E, et Cameron G Thies. 2021. « Leader Influence in Role Selection Choices: Fulfilling Role Theory's Potential for Foreign Policy Analysis ». *International Studies Review* 23 (4): 1424-41. <https://doi.org/10.1093/isr/viab014>.

Wenham, Clare. 2020. « What Is the Future of UK Leadership in Global Health Security Post Covid-19? » *IPPR Progressive Review* 27 (2): 196-203. <https://doi.org/10.1111/newe.12201>.

Whale, Sebastian. 2022. « Britain finally takes its seat at the WTO. Has anything changed? » *Politico*, 27 juin 2022. <https://www.politico.eu/article/geneva-uk-battle-wto-relevance-trade-deals/>.

Whitman, Richard. 2023. « Post-Global Britain: a new normal in UK foreign policy ». *UK in a Changing Europe*, 9 mai 2023. <https://ukandeu.ac.uk/post-global-britain-a-new-normal-in-uk-foreign-policy/>.

Whitman, Richard G. 2020. « Why the UK Has Taken Foreign Policy Out of Brexit Negotiations ». *Chatham House*, 1 juillet 2020. <https://www.chathamhouse.org/2020/07/why-uk-has-taken-foreign-policy-out-brexit-negotiations>.

Whyte, Spencer. 2022. « A Tenuous Island: The Destabilization of Britain's Role in the International System of the 21st Century ». Dans *National Role Conceptions in a New Millennium*, par Michael Grossman, Francis Schortgen, et Gordon M. Friedrichs, 198. New York: Routledge.

Wintour, Patrick, et Daniel Boffey. 2021. « UK insists it will not grant EU ambassador full diplomatic status ». *The Guardian*, 21 janvier 2021. <https://www.theguardian.com/world/2021/jan/21/uk-insists-it-will-not-grant-eu-ambassador-full-diplomatic-status>.

Witney, Nick. 2023. « Sanity returns to British foreign policy ». *European Council on*

Foreign Relations, 16 mars 2023. <https://ecfr.eu/article/sanity-returns-to-british-foreign-policy/>.

Worley, William. 2020. « Breaking: UK cuts aid budget to 0.5% of GNI ». *Devex*, 25 novembre 2020. <https://www.devex.com/news/breaking-uk-cuts-aid-budget-to-0-5-of-gni-98640>.

Wright, nicolas. 2020. « The UK and the international rules-based system ». Dans *Finding Britain's role in a changing world: Principles for Global Britain*, par The Foreign Policy Centre, 40-44. <https://fpc.org.uk/publications/the-principles-for-global-britain/>.